

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES PHOTOS.....	8
LISTE DES ANNEXES.....	9
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	11
RESUME EXECUTIF	13
1. INTRODUCTION	16
1.1. CONTEXTE DU PROJET	16
1.2. OBJECTIFS DU PLAN D'ACTIONS DE REINSTALLATION.....	17
1.3. METHODOLOGIE.....	18
1.3.1. Collecte des données de base	18
1.3.2. Identification des personnes affectées par le projet	19
1.3.3. Evaluation des couts des infrastructures affectées par le projet.....	21
2. DESCRIPTION DU PROJET, DE LA ZONE DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET	22
2.1. DESCRIPTION DU PROJET.....	22
2.1.1 Objectifs du projet.....	22
2.1.1.1 Objectif général	22
2.1.1.2 Objectifs spécifiques	22
2.1.2 Caractéristiques de l'aménagement.....	23
2.1.3 Variantes d'aménagements proposées.....	25
2.1.4 Matériaux concourant à la réalisation du projet et sources d'approvisionnement	27
2.1.5 Equipements du chantier.....	27
2.1.6 Travaux sources d'impacts.....	27
2.1.6.1 Phase préparatoire.....	28
2.1.6.2 Phase de réalisation des travaux.....	28
2.1.6.3 Phase d'exploitation	28
2.1.6.4 Phase de fin de vie du projet	29
2.2. DESCRIPTION DE LA ZONE DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET	29
2.2.1. Délimitation de la zone du projet	29
2.2.2. Caractéristiques socio-démographiques	31
2.2.2.1. Effectif de population	31
2.2.2.2. Composantes sociolinguistiques	33
2.2.2.3. Pratiques religieuses.....	34
2.2.2.4. Interdits et tabous.....	34

2.2.2.5.	Organisation sociale	34
2.2.2.6.	Organisation communale et administration locale.....	35
2.2.2.7.	Gestion foncière dans la zone	36
2.2.3.	Caractéristiques de l'habitat	37
2.2.4.	Situation sanitaire	39
2.2.5.	Contexte éducatif de la zone	43
2.2.6.	Approvisionnement en eau potable	48
2.2.7.	Transport et communication	52
2.2.8.	Situation socio-économique des habitants de la zone du projet.....	55
2.2.9.	Rapports genre et situation de la femme dans la société.	58
2.2.10.	Personnes vulnérables	60
2.2.11.	Acteurs de développement	61
2.2.12.	Contexte socio-économique	62
2.2.12.1.	Agriculture	62
2.2.12.2.	Production animale.....	67
2.2.12.3.	Pêche.....	70
2.2.13.	Etat de la sécurité routière dans la zone du projet	71
3.	IMPACTS POTENTIELS ET RISQUES LIES AU PROJET	75
3.1.	impacts positifs	75
3.2.	IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	76
3.2.1.	Perturbation des populations riveraines	76
3.2.2.	Destruction d'habitations, de terrains, d'équipements et perturbation du cadre de vie de la population	77
3.2.3.	Perturbation des activités économiques et pertes de revenus et d'emplois.....	77
3.2.4.	Occupation du foncier.....	82
3.2.5.	Perturbation de la circulation	82
3.3.	RISQUES LIES AU PROJET	82
3.3.1.	Risques d'accidents de circulation	82
3.3.2.	Risque d'accidents du travail du personnel sur les chantiers	82
3.3.3.	Risque d'accidents de trajet pour le personnel sur les chantiers.....	82
3.3.4.	Risque de propagation et de contamination par les IST-SIDA/SIDA.....	83
3.4.	MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS DU PROJET	83
3.4.1.	Elaboration d'un plan de compensation selon les principes de base suivants.....	83
3.4.2.	Planification du processus de compensation de la manière suivante	84
3.4.3.	Mise en œuvre du PAR de la manière suivante.....	84

3.5. MESURES DE PREVENTION DES RISQUES DU PROJET SUR LE MILIEU HUMAIN	84
3.5.1. Mesures préventives contre les risques d'accidents de circulation	84
3.5.2. Mesures préventives contre les risques d'accidents du travail	85
3.5.3. Risque d'accidents de trajet pour le personnel sur les chantiers.....	85
3.5.4. Mesures préventives contre les risques de contamination et de propagation des IST-VIH/SIDA	85
4. RESPONSABILITE ORGANISATIONNELLE	86
4.1. Structures de mise en œuvre du PAR.....	86
4.2. PROCESSUS D'INDEMNISATION	86
4.3. DIVULGATION ET CONSULTATION RELATIVES AUX CRITERES ET AUX PRINCIPES D'INDEMNISATION	87
4.4. ESTIMATION DES PERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES	87
4.5. NEGOCIATION AVEC LES PAPS DES COMPENSATIONS ACCORDEES.....	87
4.6. CONCLUSION D'ENTENTE OU TENTATIVE DE MEDIATION.....	87
4.7. PAIEMENT DES INDEMNITES.....	88
4.8. APPUI AUX PERSONNES AFFECTEES.....	88
5. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET CONSULTATIONS PUBLIQUES	89
5.1. CONSULTATIONS MENEES	89
5.1.1. Objectif des consultations publiques	91
5.1.2. Stratégie et démarche de la consultation	92
5.1.3. Perception du projet par les personnes affectées et les populations	93
5.2. CONSULTATIONS A MENER.....	94
5.2.1. Consultations publiques	94
5.2.2. Consultation sur le cadre de politique de réinstallation.....	94
5.2.3. Participation des populations au processus de réinstallation	95
5.3. INTEGRATION AVEC LES COMMUNAUTES D'ACCUEIL	95
6. ETUDES SOCIOECONOMIQUES DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET	96
6.1. RECENSEMENT DES POPULATIONS OCCUPANT A CE MOMENT LA ZONE TOUCHEE	96
6.1.1. Effectif des personnes affectées et des personnes en charge	96
6.1.2. Composition des personnes affectées par âges et par sexe	96
6.2. INVENTAIRE DES BIENS DES MENAGES DEPLACES	98
6.3. CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AFFECTEES ET DE LA POPULATION DE LA ZONE	99
6.4. INFORMATIONS SUR LES GROUPES DEFAVORISES OU LES PERSONNES POUR LESQUELLES DES DISPOSITIONS SPECIALES DOIVENT ETRE PRISES.....	101
6.5. DESCRIPTION DES TYPES DE REGIMES FONCIERS	103
6.6. CARACTERISTIQUES SOCIALES ET CULTURELLES DES COMMUNAUTES AFFECTEES ..	103
6.6.1. Genre, équité et organisation des ménages	103
6.6.2. Dimensions culturelles et religieuses	104

7. CADRE JURIDIQUE, Y COMPRIS LES MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET D'APPEL.....	105
7.1. CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE	105
7.1.1. Cadre juridique international : Système de sauvegardes intégré de la Banque Africaine de Développement	105
7.1.2. Cadre juridique national.....	109
7.1.2.1. Constitution du 02 décembre 1990.....	109
7.1.2.2. Loi n° 2013-01 portant code foncier et domanial en République du Bénin.....	109
7.1.3. Payement de l'indemnité	111
7.1.4. Analyse comparative du cadre juridique national avec la sauvegarde SO2 de la BAD	111
7.2. MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET D'APPEL	117
7.2.1. Recueil et de traitement des doléances, plaintes et recours	117
7.2.1.1. Types des plaintes et conflits à traiter	117
7.2.1.2. Mécanisme de résolution à l'amiable.....	118
7.2.1.3. Mécanisme judiciaire de règlement des conflits	118
8. CADRE INSTITUTIONNEL.....	120
8.1. Ministère en charge des Travaux Publics et des Transports	120
8.2. Ministère de l'Economie et des Finances	120
8.3. Collectivités locales.....	120
8.4. Organisations communautaires.....	120
8.5. PROCEDURE ORGANISATIONNELLE DE MISE EN ŒUVRE DU PAR	122
8.5.1. Montage organisationnel	122
8.5.2. Ressources-Soutien technique et renforcement des capacités.....	122
9. ELIGIBILITE	123
9.1. CRITERES D'ELIGIBILITE DES PERSONNES AFFECTEES	123
9.2. DATE D'ELIGIBILITE.....	124
10. EVALUATION ET INDEMNISATION DES PERTES	125
10.1. METHODOLOGIE UTILISEE DANS L'EVALUATION DES PERTES POUR DETERMINER LES COUTS DE LA REINSTALLATION	125
10.1.1. Evaluation des coûts d'indemnisation des.....	125
10.1.2. Perte de revenu des activités commerciales et location	128
10.2. DESCRIPTION DES DISPOSITIFS D'INDEMNISATION ET D'AUTRES MESURES.....	128
10.3. EVALUATION DES PERTES	129
10.3.1. Compensation financière pour perte de bâtis, de terrain et autres infrastructures	129
10.3.2. Indemnisation pour perte temporaire de revenu.....	132
10.3.2.1. Perte de revenu des activités commerciales	132
10.3.2.2. Perte de revenu locatif	132
11. IDENTIFICATION DU SITE DE REINSTALLATION POSSIBLES, CHOIX DU SITE PREPARATION DU SITE ET REINSTALLATION.....	133
12. LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX	133
13. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	133

14. CALENDRIER D'EXECUTION	134
15. BUDGET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION	137
16. SUIVI ET EVALUATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION	138
16.1. Volet suivi des réalisations des actions de réinstallation	138
16.2. Volet suivi des effets directs et d'impacts.....	139
16.3. Activités d'évaluation de la mise en œuvre du PAR	139
16.4. Indicateurs de suivi-évaluation	140
17. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	141
17.1. Conclusion	141
17.2. Recommandations.....	142
18. ANNEXES.....	143

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Standard d'aménagement proposé	24
Tableau 2: Proposition d'aménagements spécifiques	25
Tableau 3: Proposition de variantes du profil en travers type	26
Tableau 4 : Tendances de la démographie de la ZIMP.....	31
Tableau 5 : Répartition de la population de Péhunco par arrondissement	32
Tableau 6 : Répartition de la population de Kérou par arrondissement.....	32
Tableau 7 : Répartition de la population de Banikoara par arrondissement	33
Tableau 8 : Les principaux ouvrages d'assainissement de la commune de Péhunco.....	38
Tableau 9 : Répartition des infrastructures des centres de santé de la commune de Péhunco.....	40
Tableau 10 : Besoins de personnel essentiel des centres de santé selon les normes de l'OMS à Péhunco.....	40
Tableau 11 : Etat du personnel qualifié des formations sanitaires dans les arrondissements à Banikoara.....	41
Tableau 12 : Quelques indicateurs de santé de la population de Péhunco	41
Tableau 13 : Répartition des affections rencontrées chez l'ensemble des consultants non hospitalisés par ordre décroissant dans la zone sanitaire de Banikoara en 2014	42
Tableau 14 : Infrastructures de l'éducation par arrondissement de la commune de Péhunco	43
Tableau 15 : Etat des lieux de l'enseignement maternel et primaire par arrondissement dans la commune de Pehunko	44
Tableau 16 : Nombre d'écoles dans la commune de Kérou.....	45
Tableau 17 : Répartition des écoles primaires selon les arrondissements de Banikoara.....	45
Tableau 18 : Taux de couverture des écoles primaires publiques en salles de classes dans la commune de Banikoara	46
Tableau 19 : Etat des lieux de la scolarisation des filles au secondaire dans la Commune de Péhunco	47
Tableau 20 : Répartition des ouvrages hydrauliques par arrondissement dans la Commune de Kérou	50
Tableau 21 : Points d'eau par arrondissement dans la commune de Djougou	50
Tableau 22 : Taux de desserte par arrondissement dans la commune de Banikoara.....	51
Tableau 23 : Situation de desserte par arrondissement dans la Commune de Banikoara.....	51
Tableau 24 : Incidences des différentes formes de pauvreté suivant les départements	56
Tableau 25 : Tendance de la pauvreté monétaire selon le département.....	57
Tableau 26 : Tendance de la pauvreté monétaire selon le département (suite).....	58
Tableau 27 : Etat de scolarisation des filles et des garçons dans les arrondissements dans la commune de Péhunco	59
Tableau 28 : Taux de promotion par année d'étude selon le genre à Kérou (public et privé)	60
Tableau 29: Production (en tonne) des principales cultures de la commune de Péhunco	62
Tableau 30 : Production agricole dans la commune de Péhunco (2011-2012)	64
Tableau 31 : Evolution des spéculations dans la Commune de Banikoara	66
Tableau 32 : Effectifs des différentes espèces animales de 2014 à 2017 dans la commune de Djougou.....	68
Tableau 33 : Production animale de la commune de Péhunco.....	68

Tableau 34 : Effectif du cheptel à Kérou de 2011 à 2016	69
Tableau 35 : Statistiques d'élevage dans la commune de Banikoara de 2009 à 2013	69
Tableau 36 : Ressource halieutiques dans la commune de Banikoara	71
Tableau 37 : Accidents et victimes par commune en 2010.....	71
Tableau 38 : Accidents et victimes selon l'état de la chaussée en 2010 (Plan national).....	72
Tableau 39 : Degré de gravité des accidents selon l'état de la chaussée en 2010 sur le plan national	72
Tableau 40 : Accidents et victimes selon le profil de la route en 2010 (Plan national)	73
Tableau 41 : Degré de gravité des accidents selon le profil de la route en 2010 (Plan national).....	73
Tableau 42 : Nombre de personne affectées par le projet	76
Tableau 43: Type et nombre d'infrastructures affectées par localité.....	78
Tableau 44: Type et nombre d'infrastructures affectées par localité (suite)	79
Tableau 45 : Nombre de personnes dans les ménages affectées par le projet.....	96
Tableau 23: Analyse comparative du cadre juridique national et du Système de Sauvegardes Intégré de la Banque Africaine de Développement en matière de déplacement involontaire de populations.....	112
Tableau 47: Tâches et responsabilités des intervenants dans la mise en œuvre du PAR.....	121
Tableau 48: Prix unitaires d'évaluation des coûts des biens d'indemnisation	125
Tableau 49: Coûts des infrastructures affectées par localités.....	130
Tableau 50: Coûts des infrastructures affectées par localités (Suite)	131
Tableau 51: Calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PAR au cours du Trimestre 1	135
Tableau 52: Calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PAR au cours du Trimestre 2.....	136
Tableau 53: Récapitulatif du budget indicatif du PAR	137
Tableau 54: Volet suivi des effets directs et d'impacts	139

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Séance de métré d'une PAP à Péhunco.....	20
Photo 2 : Vue d'une mosquée à Toura au PK 195+000	34
Photo 3 : Vue d'une église à Bérékossou au PK 124 +400.....	34
Photo 4 : Les locaux de la Commune de Kérou	35
Photo 5 : Les locaux de la commune de Banikoara en chantier	35
Photo 6: Vue de quelques habitations en traversée de Djougou	37
Photo 7: Vue de quelques habitations en traversée de Péhunco	37
Photo 8 : Vue d'un soukhala au PK 74 + 500	37
Photo 9: Hôpital de zone de Banikoara	39
Photo 10 : Centre de santé de Béléfoungou au PK 13 +400	39
Photo 11 : CEG de Kolokondé au PK 26 +100.....	44
Photo 12 : CEG de Brignamaro PK 129 +600	44
Photo 13 : Complexe scolaire A-B-C Banikoara Centre.....	44
Photo 14 EPP Kpéré au PK 40 +800	44
Photo 15: Puits à grand diamètre à Béléfoungou au PK 13 +550.....	49
Photo 16 : Pompe à motricité humaine à Sobourarou au PK 87 +400	49
Photo 17 Vue de quelques rares véhicules de transport en commun largement surchargés	54
Photo 18: Vue d'un champ de sorgho après récolte au PK 74 +400	62
Photo 19: Vue d'un champ de manioc au PK 3 +200.....	62
Photo 20 : Vue d'un champ d'igname en préparation de buttage au PK 7 +700	63
Photo 21 : Culture maraichère au PK 147 +300	63
Photo 22 : Vue d'un champ coton après récolte au PK 66 +000	63
Photo 23 : Vue d'un tas de coton récolté à Bouérou au PK 61 + 600, attendant d'être évacué.....	63
Photo 24 Ovins en divagation à Béléfoungou au PK 14 +200	67
Photo 25 : Caprins en divagation à Tébou au PK 28 +300	67
Photo 26: Bovins en transhumance au PK 29 +200.....	68
Photo 27 : Ovins de race sahélienne en transhumance au PK 50 +500.....	68
Photo 28 : Hangar à Toura.....	80
Photo 29 : Baraque à Péhunco	80
Photo 30 : Maison à étage R+1 à Péhunco	80
Photo 31 : Maison en adobe à Gnémasson	80
Photo 33 :Maison en dur inachevée à Banikoara	80
Photo 32 : Maison en dur tôle à Kérou	80
Photo 34 : Maison en adobe inachevée à Kossou Ouinra	80
Photo 35 : Terrasse en dur dallée affectée à Djougou	80
Photo 36: Terrasse en dur tôle à Gbassa.....	81
Photo 37: Baraque en bac acier à Djougou.....	81
Photo 38 : Terrain non bâti à Djougou	81

Photo 39: Tombe dans une habitation à Péhunco.....	81
Photo 40: Borne fontaine dans le marché central de Djougou.....	81
Photo 41: Puits ordinaire à Péhunco	81
Photo 42: Enseigne d'EPP à Djougou	81
Photo 43: Forage à motricité Humaine à Kérou	81
Photo 44: Consultation du public à Djougou, le 11 décembre 2017	89
Photo 45: Consultation du public à Péhunco, le 12 décembre 2017.....	89
Photo 46: Consultation du public à Kérou, le 14 décembre 2017	90
Photo 47 : Consultation de public à Banikoara, le 14 décembre 2017	90
Photo 48: Consultation des commerçants et commerçantes à Djougou, le 2 mars 2017	90
Photo 49: Consultation des commerçants et commerçantes de Gnémasson, le 3 mars 2018	91
Photo 50: Consultation des commerçants et commerçantes de Koussou Ouinra, le 3 mars 2018.....	91
Photo 51: Vue d'une boutique affectée à Djougou	100
Photo 52: Vue d'un bar restaurant affecté à Kolokondé.....	100
Photo 53: Vue d'un atelier de couture à Péhunco	100
Photo 54: Vue d'un atelier de menuiserie affecté à Péhunco.....	100
Photo 55: Vue d'un atelier de vulcanisation à Gnémasson	101
Photo 56: Vue d'un atelier de mécanique moto affecté à Brignamaro	101
Photo 57: Vue d'une boutique affectée à Kérou.....	101
Photo 58: Vue d'une boutique affectée à Banikoara	101

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Zone d'influence du projet	30
Figure 2 : Accidents de la voie publique et victimes par type de route dans le département de l'Alibori	74
Figure 3 : Accidents de la voie publique et victimes par type de route dans le département de l'Atakora....	74
Figure 4: Répartition des personnes affectées par le projet selon l'âge	97
Figure 5: Répartition des personnes affectées par le projet selon le sexe	97
Figure 6: Répartition des personnes affectées par le projet selon leur statut par rapport au bien affecté	98
Figure 7: Répartition des personnes affectées par le projet selon le revenu journalier	99
Figure 8: Répartition des ménages affectés selon le nombre de personnes vulnérables dans le ménage	102
Figure 9: Répartition des ménages affectés selon le nombre d'enfants scolarisés	102

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1: TERMES DE REFERENCE	144
ANNEXE 2: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	151
ANNEXE 3: FICHE D'IDENTIFICATION DES BIENS AFFECTEES PAR LE PROJET	152
ANNEXE 4: QUELQUES PHOTOS DES TYPES D'INFRASTRUCTURES AFFECTEES par localite	155
ANNEXE 5: MODELE DE FICHE DE PLAINTES A DEPOSER EN PLUSIEURS EXEMPLAIRES DANS LES MAIRIES ET AUPRES DES CHEFS DE VILLAGES	161
ANNEXE 6: LISTE DES PERSONNES ET DES BIENS AFFECTES PAR LE PROJET	162
ANNEXE 7: LISTE DES PERSONNES DEVANT SUBIR DES PERTES DE REVENU	162
ANNEXE 8: DETAIL DES COUTS D'INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET	162
ANNEXE 9: DETAIL DES COUTS D'INDEMNISATION DES PERSONNES DEVANT SUBIR DES PERTES DE REVENU	162
ANNEXE 10: PROCES-VERBAUX DE CONSULTATIONS PUBLIQUES.....	162

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ABE	: Agence Béninoise pour l'Environnement
ACE	: Agents contractuels de l'Etat
AGEIM	: Agence d'Études d'Ingénierie et de Maîtrise d'œuvres - Ingénieurs Conseils
AIC	: Association Interprofessionnelle du Coton
AJD	: Association des Jeunes pour le Développement
AOF	: Afrique Ouest Française
APE	: Agents Permanents de l'Etat
APIC	: Action Pour La Promotion Des Initiatives Communautaires
AEV	: Adduction d'Eau Villages
BAD	: Banque Africaine de Développement
BB	: Béton Bitumineux
BIA	: Bataillon Interarmes
CeCPA	: Centre Communal pour la Production Agricole
CEG	: Collège d'Enseignement Secondaire
Cf	: Confer
CI	: Commission d'indemnisation
CS	: Comité de suivi
CS	: Circonscription Scolaire
CSA	: Centre de Santé d'Arrondissement
CSC	: Centre de Santé de Commune
DCPML	: Direction de la Construction et de la Promotion des Matériaux Locaux
DDEMP	: Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire
DGTP	: Direction Générale des Travaux Publics
DSIR	: Documents de stratégie d'intégration régionale
DSP	: Documents de stratégie pays
EPP	: Ecole Primaire Publique
ESB	: Enduit superficiel bicouche
ESM	: Enduit superficiel monocouche
ETVA	: Enquête sur la Transition vers la Vie Active
F CFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FPM	: Forages équipés de Pompes à Motricité humaine
GRADIB-ONG	: Groupe de Recherche d'Appui au Développement des Initiatives à la Base-Organisation Non Gouvernementale
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique
IMF	: Institutions de Micro Finance
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
ml	: Mètre linéaire
MTPT	: Ministère des Travaux Publics et des Transports

ND	: Non Déclaré
OMS	: Organisation Mondiale pour la Santé
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations-Unies
PACEA	: Projet d'Appui aux Communes dans la gestion de l'Eau et Assainissement
PADEAR	: Projet d'Appui au Développement de l'Eau et Assainissement en milieu Rural
PAM	: Programme d'Alimentation Mondiale
PAPs	: Personne Affectées par le Projet
PAR	: Plan d'Actions de Réinstallation
PDC	: Plan de Développement Communautaire
PK	: Point Kilométrique
PM	: Pour Mémoire
PNDCC	: Programme National d'appui au Développement Conduit par les Communautés
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PRODECOM	: Programme d'Appui au Démarrage des Communes
PV	: Procès-Verbal
Quibb	: Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RN	: Route Nationale
RNIE	: Route Nationale Inter-Etat
SBEE	: Société Béninoise de l'Eau et de l'Electricité
SCDA	: Secteurs Communaux de Développement Agricole
SCRP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SEES	: Service des Etudes Environnementale et Sociales
SO	: Sauvegardes Opérationnelles
SONEB	: Société Nationale des Eaux du Bénin
SSI	: Système de Sauvegardes Intégré
TdR	: Termes de Référence
VIH/SIDA	: Virus de l'Immuno-déficience Humaine/Syndrome d'Immuno Déficience Acquis
UVS	: Unité Villageoise de Soins
ZS	: Zone Sanitaire

RESUME EXECUTIF

Le Gouvernement de la République du Bénin dans ses choix stratégiques pour le développement du pays, notamment dans le domaine du Transport terrestre, poursuit les objectifs suivants : (i) améliorer la compétitivité des produits béninois sur les marchés intérieur et extérieur par une réduction des coûts des transports et une qualité des services offerts ; (ii) faciliter la mobilité des biens et des personnes et (iii) contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu urbain et rural.

Dans le domaine spécifique des infrastructures routières, le Gouvernement envisage de construire, de réhabiliter, de renforcer, d'entretenir les voies urbaines, les ponts, les routes nationales et les routes nationales inter inter-Etats, d'élargir ou de dédoubler les tronçons sur les grands axes et d'améliorer l'ossature du réseau routier.

A cet effet et pour se conformer aux normes communautaires en vigueur, il s'est engagé à aménager et à bitumer route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara.

Le projet consiste en l'aménagement et le bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara. Il permettra non seulement de résoudre les problèmes de sécurité, de sûreté et d'espace, mais aussi les problèmes de mobilité et de temps de parcours dans ces régions et devrait stimuler l'investissement privé local. Il aiderait aussi à améliorer, par la promotion du secteur privé, la situation économique et sociale du pays.

En effet, En ce qui concerne les infrastructures, sur la bande 30 mètres constituant l'emprise juridique de la route à aménager, 2 899 infrastructures affectées par le projet ont été recensées pour être réinstallées. Il s'agit de 542 hangars, 81 baraques en bois, 42 baraques en bac acier, 4 terrasses en dur dallée, 185 terrasses en dur tôle, 53 terrasses non couvertes, 111 maisons en dur tôle, 930 maisons en banco tôle, 21 maisons en dur inachevées, 14 maisons en banco inachevées, 1 pompe, 2 enseignes, 5 maisons en dur dallées, 2 fondations, 182 maisons en semi-dur, 3 maisons en R+1, 2 tombes, 3 forages, 22 bornes fontaines, 16 puits à diamètre moyen, 1 fosse septique, 2 puits à grand diamètre, 40 clôtures, 635 terrains non bâtis.

Aux phases préparatoire et de construction, le projet affectera particulièrement 803 personnes menant des activités génératrices de revenu. Leurs activités seront arrêtées et/ou délocalisées ; ce qui constituera une importante perte en matière d'emplois, de chiffres d'affaires et de revenus directs générés.

Dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR). Ce plan devra être mise en oeuvre selon les principes de base suivants :

- les personnes affectées par le projet (PAPs) devraient participer à l'établissement des compensations;
- les compensations devraient couvrir les pertes de revenus ou offrir de nouvelles sources de revenu équivalentes;
- les pertes des PAPs devraient être reconnues indépendamment du statut d'occupation de la personne à réinstaller (qu'il soit propriétaire ou simple occupant du foncier);
- les PAPs devraient être compensées pour les pertes de biens et actifs (impenses) à leur valeur de remplacement (bâtiments, arbres fruitiers ou d'ombrage, etc.);
- les compensations devraient prendre en considération les frais de déménagement, lorsque applicables ;
- les PAPs les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes du 3ème âge doivent être assistés dans le processus de déplacement et de réinstallation;
- les autorités locales devraient être impliquées dans la supervision du programme de compensation.

La mise en œuvre du PAR sera assurée par la Commission d'indemnisation et Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la Direction Générale des Travaux Publics (DGTP). Ces organes ont pour rôle l'élaboration, la validation, la mise en œuvre du PAR, son suivi et son évaluation. Ils seront assistés par des consultants et des personnes ressources.

Des consultations publiques seront nécessaires pour expliquer aux populations ce qu'est la réinstallation. A cet effet il sera organisé des rencontres dans les différentes communes et arrondissements. L'objet de cette rencontre est d'informer sur ce que chaque personne affectée doit faire de l'argent reçu. L'accent sera mis sur le fait que la compensation reçue est pour reconstruire ce qui est détruit par le projet et non pour autre chose.

La mise en œuvre du PAR devra faire l'objet de suivi et d'évaluation afin de répertorier d'une part ce qui a bien marché et ce qui a moins bien marché dans le processus. Il sera également apprécié à quel degré l'on a approché les objectifs et résultats du PAR.

Les indicateurs de suivi-évaluation que devront être appréciés sont, entre autres :

- Toutes les populations concernées par le PAR connaissent son contenu ;
- Toutes les personnes affectées par le projet ont consulté les listes des personnes affectées et ont apprécié ;
- Un cabinet d'expertise juridique est recruté pour appui technique à l'organisation et au paiement des compensations aux PAP ;
- Toutes les personnes affectées ont reçu leur indemnisation ;
- La réinstallation des personnes affectées est effective ;

- La route est entièrement dégagée ;
- Toutes les plaintes sont recueillies et les conflits sont réglés.

Le coût de la mise en œuvre du Plan d'Action de réinstallation est estimé à deux milliards cent soixante-quatorze millions neuf cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante (2 174 983 860) F CFA (Tableau 53).

Ce montant comprend un coût de un milliard huit cent soixante-cinq millions trois cent trente-sept mille sept cent quatre-vingt-sept (1 865 337 787) F CFA, une provision de quatre-vingt-treize millions deux cent soixante-six millions huit cent quatre-vingt-dix (93 266 890) F CFA pour le fonctionnement de la Commission d'indemnisation et le Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la DGTP y compris le recrutement d'un cabinet d'expertise juridique et un coût de dix-huit millions six cent cinquante-trois mille trois cent soixante-dix-huit (18 653 378) F CFA pour l'évaluation de la mise en œuvre du PAR.

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE DU PROJET

Le secteur des Transports en tant que support et vecteur de développement est caractérisé dans sa globalité par des coûts élevés et de longs délais d'acheminement suivis d'un état de dégradation continue de l'infrastructure routière. Certaines routes existantes sont très dégradées et parfois impraticables. Cette situation engendre des problèmes de circulation des biens et des personnes et entraîne un ralentissement des activités socio-économiques.

Pour promouvoir la croissance économique, stratégiquement, le Gouvernement de la République du Bénin entend améliorer la compétitivité des produits béninois sur les marchés intérieurs et extérieurs par la réduction des coûts de transports ainsi qu'une meilleure qualité des services offerts en facilitant la mobilité des biens et des personnes et en contribuant à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

C'est pour cela que le Gouvernement de la République du Bénin a financé la réalisation des études économique, technique, environnementale, sociale et de sécurité routière pour l'aménagement et le bitumage d'environ 900 km de routes du réseau national dont le tronçon route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara qui constitue le Lot 1 de l'ensemble de ces études. Les travaux d'aménagement et de bitumage auront des conséquences sur la population de la zone du projet. Il s'agit principalement de la destruction d'infrastructures et du déplacement de population qui se révèlent importants à cause de la nouvelle emprise de la route.

Pour ce faire, le Gouvernement de la République du Bénin a décidé d'élaborer un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des Personnes Affectées par le projet (PAPs), qui traitera des impacts négatifs éventuels sur les populations concernées par la relocalisation générée par les travaux. Ce plan est élaboré dans le cadre de la politique et des pratiques mises en place au Bénin ainsi que celles de la Banque Africaine de Développement (BAD), telles que définit dans la Sauvegarde Opérationnelle 2 : Réinstallation involontaire : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations du son Système de Sauvegardes Intégré (SSI). Il s'organise autour des principaux points suivants :

- le descriptif de la zone du projet ;
- la présentation des impacts sociaux du projet ;
- l'identification des personnes et des biens à déplacer ;
- le cadre réglementaire et institutionnel;
- la stratégie générale de déplacement et de réinstallation ;
- le budget prévisionnel d'exécution du plan ;
- les suggestions et recommandations finales.

1.2. OBJECTIFS DU PLAN D' ACTIONS DE REINSTALLATION

Les objectifs du Plan d'Action de Réinstallation sont : (i) de définir les principes et les modalités de mise en place des actions de réinstallation des personnes affectées par le projet et (ii) d'établir un budget approximatif et un chronogramme indicatif.

Ce permet de recenser les personnes qui seront touchées par ce déplacement tout en indiquant leur statut socio-économique, la valeur de leurs biens et autres moyens de subsistance, la proposition des formes d'indemnisation et d'autres aides pour leur réinstallation, les responsabilités institutionnelles pour l'exécution du plan de recasement, le calendrier de mise en œuvre de ce plan et le suivi évaluation.

Il permet également d'assister les personnes contraintes de quitter leur cadre de vie en raison de la reconstruction dans l'emprise de laquelle ils vivaient. Il s'agit de leur offrir un cadre au moins égal à celui qu'ils doivent abandonner. Il s'agit là d'une approche juste affirmée et exigée par tous les partenaires au projet en particulier l'Etat à travers ces textes de loi notamment l'article 22 de la loi n°90-32 du 11 Décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin et des potentiels bailleurs de fonds à travers leur politique opérationnelle relative au traitement des personnes involontairement affectées par les actions de développement.

Les objectifs spécifiques du PAR sont :

- Identifier les personnes affectées par le projet ;
- définir les principes et les modalités de mise en place des actions de relocalisation et de compensation des personnes affectées par le projet et ;
- établir un budget et un calendrier approximatifs de mise en œuvre.
- indemniser les personnes menant des activités commerciales dans l'emprise de la route à réhabiliter pour ce qu'elles vont perdre temporairement avant le déménagement pour leur permettre de subsister pendant la période des travaux ;
- encourager par la consultation, la participation des ménages ou foyers affectés dans la planification et la réalisation du déplacement et de la réinstallation.

1.3. METHODOLOGIE

1.3.1. Collecte des données de base

Les données de base utilisées pour élaborer le présent Plan d'Actions de Réinstallation sont tirées du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisée par le consultant, dans le cadre du Projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara.

Les opérations d'enquête qui ont porté principalement sur le recensement des personnes et des biens réellement affectés, ont été effectuées par une équipe pluridisciplinaire, composée de sociologues, des techniciens supérieurs de génie civil, d'un environnementaliste et des enquêteurs.

L'exploitation des données de terrain a permis de caractériser les personnes affectées par le projet, la situation foncière, le bâti, l'environnement socioculturel et économique du projet ainsi que la vision et les attentes des personnes concernées. Elle a permis par ailleurs de définir le nombre exact des personnes concernées par le Plan d'Actions de Réinstallation, de définir les mesures de compensation à proposer et de déterminer le budget du plan.

Cette phase des travaux s'est déroulée sur plusieurs étapes successives:

Etape 1 : Prise de contact avec les responsables des Mairies de Djougou, Péhunco, Kérou et Banikoara (Annexe 2). L'objectif de cette prise de contact est d'avoir l'adhésion de ces autorités locales pour informer les populations des activités de recensement des personnes et des biens situés dans l'emprise des routes à aménager.

Etape 2 : Information des populations concernées et consultations publiques

La finalité de cette étape est que les populations soient informées des travaux qui vont se dérouler dans l'emprise des routes. Cette étape d'information a été largement mise en œuvre par les responsables des Mairies, notamment les Directeurs des Services Techniques et les Chefs des Services Techniques.

Etape 3 : Consultations du public

Les consultations du public ont été organisées sous forme d'enquête participative avec les populations de la zone du projet à Djougou, Péhunco, Kérou et Banikoara. Différents groupes sociaux sont directement ou indirectement concernés par le projet. Les attitudes, perceptions, modalités d'atténuation des impacts sociaux perçues au sein de la population vont alors varier selon les intérêts liés aux activités spécifiques. La connaissance du milieu social de la population en partant d'une analyse des opinions différentes a conduit à mettre en œuvre une concertation participative.

Ces consultations ont été réalisées d'abord avec les autorités et la population des différentes communes traversées par le projet du 11 au 14 décembre 2017 et ensuite du 2 au 3 mars 2018 avec les commerçants et commerçantes des marchés de Djougou Gnémasson et Koussou Ouinra qui sont particulièrement affectés par le projet.

Les autorités locales, les communautés, les femmes, ont été sollicités à participer à des discussions avec l'équipe du consultant sur l'intérêt du projet, les problèmes qui peuvent constituer des obstacles pour sa

réalisation et son exploitation dans le milieu, les inquiétudes ressenties, les modalités de solution des problèmes soulevés. Cette concertation a été un échange où la population s'est sentie valorisée et considérée. Cette concertation qui a permis à la population de se sentir valorisée a été un échange sur les données socioculturelles et la position de la population face au projet. Des procès-verbaux ont été rédigés à cet effet (Annexe 10).

Ces rencontres ont été initiées dans un souci de clarté, de transparence et de rigueur, avec pour objectifs de :

- enrichir le projet et le faire évoluer en prenant en compte les préoccupations des autres acteurs ;
- rechercher une cohérence des actions de chacun de ces acteurs concernés par le projet ;
- favoriser l'implication dans le projet des populations riveraines ;
- créer un climat de confiance et de coopération, afin de dédramatiser les éventuels conflits par une approche objective.

A chacune des rencontres, le contenu du projet, ses enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux, ainsi que ses impacts ont été présentés. Il est globalement ressorti de ces réunions, la volonté des populations d'accompagner le projet.

A l'occasion, les autorités administratives et coutumières concernées ont pu exposer leurs préoccupations, concernant la destruction des bâtis et le déplacement involontaire des populations. Elles ont recommandé l'indemnisation et/ou la réinstallation des personnes directement affectées par le projet, pour une bonne marche du projet. Elles ont également suggéré l'utilisation de la main d'œuvre locale pour l'exécution de certaines tâches lors de la mise en œuvre du PAR et au cours de la réalisation du projet. Elles recommandent également que le projet trouve des solutions aux problèmes liés à la dégradation des voies, à l'assainissement et à la sécurité routière.

1.3.2. Identification des personnes affectées par le projet

Etape 4 : Confection des fiches de recensement

Cette étape est capitale, elle vise à obtenir des supports de collecte de données. Ces supports contiennent des informations sur les personnes affectées et leurs biens.

Les fiches ont été conçues pour collecter des données à savoir les parcelles et autres biens qui feront l'objet d'expropriation et de réinstallation (Annexe 3).

Etape 5 : Constitution des équipes de recensement et formation

Il a été constitué deux équipes pour le recensement, une équipe pour deux routes. Chaque équipe est composée d'un topographe, d'un Technicien supérieur de génie civil, d'un sociologue.

Les équipes ainsi constituées ont reçu une formation sur le contenu des fiches de collecte et la conduite des interviews.

Etape 6 : Collecte des données sur le terrain

Chaque équipe recense les biens et immeubles de chaque côté de la route (sur les deux bandes) en précisant entre autres, l'identité et le contact du propriétaire et la nature et la localisation du bien affecté.

Cette étape s'est déroulée du 11 au 22 février 2014 (Photo 1). Une actualisation a été réalisée du 11 au 14 décembre 2017. Lorsqu'une infrastructure est affectée, un métré est réalisé afin de déterminer les dimensions exactes de l'infrastructure (longueur, largeur, hauteur, etc.). Ces dimensions, ainsi que les matériaux de construction de l'infrastructure sont consignées sur la fiche de recensement conçue à cet effet. Ensuite, le propriétaire est recherché et les informations permettant d'identifier ce dernier, sont également notées sur la fiche d'identification. Il s'agit du nom et prénoms, date et lieu de naissance et contact. (Voir fiche d'identification des PAPs à l'annexe 3.



Photo 1: Séance de métré d'une PAP à Péhunco (Photo de terrain, AGEIM, Février 2014)

Le recensement des personnes et des biens effectué dans le cadre de l'étude a permis d'établir les listes des personnes affectées par le projet.

Ce recensement a été fait sur la base de questionnaires et d'entretien destinés à identifier et caractériser la personne affectée par le projet, la situation foncière, le bâti, l'environnement socio-économique et culturel des populations, ainsi que la vision et les attentes qu'ont les personnes concernées du projet.

Les catégories de personnes affectées par le projet identifiées au cours du recensement sont les suivantes :

- Ménages (propriétaires d'habitation,
- Locataires, hébergé gratuits) ;
- Gérants d'activités commerciales et artisanales (petites, moyennes, grandes) ;
- Propriétaires de bâti non-résidents ;
- Propriétaires d'équipement ;
- Cultivateurs et maraîchers ;
- Propriétaires de terrain bâti ;
- Propriétaires de terrain non bâti.
- Ménages (propriétaires d'habitations) ;
- Propriétaires d'activités commerciales et artisanales ;
- Propriétaires d'équipement ;
- Etc.

1.3.3. Evaluation des couts des infrastructures affectées par le projet

Etape 7 : Dépouillement, évaluation des coûts et rédaction de rapport du PAR

Après les travaux de terrain, les fiches d'enquête ont été dépouillées. Les contrôles contradictoires ont été exécutés. Les calculs effectués en utilisant Excel¹. (Pour le détail de la méthodologie d'évaluation des coûts des biens affectés, voir chapitre 10).

Les données ainsi traitées ont servi pour la rédaction du rapport.

¹ Pour les bases de calcul des coûts des infrastructures affectés par le projet, voir le Chapitre 7.

2. DESCRIPTION DU PROJET, DE LA ZONE DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

2.1. DESCRIPTION DU PROJET

2.1.1 Objectifs du projet

La route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara est une route en terre longue de 212 km qui dessert une partie du Nord-Est de la République du Bénin, notamment les Départements de Donga, de l'Atakora et de l'Alibori.

2.1.1.1 Objectif général

Le projet vise à résoudre non seulement les problèmes de sécurité, de sûreté et d'espace, mais aussi les problèmes de mobilité et de temps de parcours et à stimuler l'investissement privé local. Il aiderait aussi à améliorer, par la promotion du secteur privé, la situation économique et sociale du pays.

2.1.1.2 Objectifs spécifiques

Au plan spécifique, le projet vise les objectifs suivants :

- Améliorer les indicateurs économiques dans les zones d'exécution du projet ;
- Réduire le coût de transport des personnes et des biens par l'augmentation du niveau de service de la route ;
- Faciliter l'accès aux centres socio-économiques dans les zones d'exécution du projet ;
- Réduire le coût d'exploitation des véhicules et diminuer le temps de parcours sur les itinéraires ;
- Contribuer à réduire la pauvreté ;
- Améliorer les conditions de transport de la population ;
- Apprécier les impacts du projet sur les milieux biophysiques et humains ;
- Améliorer l'environnement immédiat et le cadre de vie des populations des régions concernées ;
- Améliorer l'hygiène de vie et contribuer à réduire le taux de mortalité ;
- Accroître la sécurité des personnes et des biens.

Le projet permettra non seulement de résoudre les problèmes de sécurité, de sûreté et d'espace, mais aussi les problèmes de mobilité et de temps de parcours dans ces régions.

Le projet proposé devrait stimuler l'investissement privé local. Il aiderait aussi à améliorer, par la promotion du secteur privé, la situation économique et sociale du pays.

2.1.2 Caractéristiques de l'aménagement

L'aménagement proposé se base sur une classification des zones traversées par le tronçon de route en trois catégories à savoir :

- la rase campagne : correspond aux zones hors agglomération ;
- le périurbain : correspond aux petites agglomérations et aux entrées et sorties de grandes agglomérations;
- l'urbain : correspond à la traversée d'agglomérations de grande importance.

Cette hiérarchisation a été établie dans le but d'intégrer l'aménagement au contexte local c'est-à-dire :

- la position géographique,
- l'importance administrative (préfecture, canton, etc.),
- la taille de l'urbanisation,
- la densité de la population et de la place de l'économie.

Cette hiérarchisation a permis de classer les agglomérations en :

- grande agglomération pouvant recevoir une route de type urbaine,
- petites agglomérations pouvant être considérées comme des zones périurbaines,
- et enfin le reste des zones traversées en zones en rase campagne.

Tenant compte des différentes normes techniques énumérées dans les sections précédentes, le tableau 1 synthétise le standard d'aménagement proposé :

Tableau 1: Standard d'aménagement proposé

Type de route	VR100 et VR60 - route principale revêtue mise hors d'eau
Vitesse de référence	100 km/h en rase campagne et 60 km/h en traversée d'agglomération
Circulation	Chaussée unique bidirectionnelle en rase campagne et moyenne agglomération Chaussée double 2 x 2 voies en grande agglomération
Largeur Chaussée	1 x 2 voies de 3,60 m en rase campagne et autres agglomérations 2 x 7,25 m dans les grandes agglomérations
Largeur accotement	1.50 m en rase campagne
Largeur trottoir	2.00 m en en traversée de grandes agglomérations uniquement
Durée de vie escomptée	15 ans
Charge maximum à l'essieu	13 tonnes
Structure de chaussée	Chaussée souple et semi-rigide (la couche de base en graveleux latéritique naturel amélioré aux concassés 0/25 et en graveleux latéritique amélioré au ciment) : + fondation et revêtement en enduit superficiel bicouche
Carrefours	Carrefours en T, en Croix et Giratoires
Pente transversale	2,5% (profil en toit) en alignement droit et dans les courbes non déversées
Drainage	Caniveaux rectangulaires en béton armé en zone urbaine, fossés maçonnés en zone périurbaine et fossés longitudinaux et divergents en rase campagne
Signalisation - Sécurité	Panneaux de signalisation, bornes kilométriques et pentakilométriques, glissières de sécurité, ralentisseur - avertisseur, signalisation horizontale
Ouvrage hydrauliques	Dalots cadre fermés
Ouvrage d'art	Pont en béton armé
Protection contre l'érosion	perrés maçonnés, enrochements et gabions, descentes d'eau

En outre, il a été proposé des aménagements spécifiques qui contribueront :

- à organiser la circulation et sécuriser les usagers et riverains à travers l'aménagement de carrefours particuliers ;
- à assurer une meilleure gestion du patrimoine routier à travers des postes de péage et de pesage.

Le tableau 2 résume les solutions projetées.

Tableau 2: Proposition d'aménagements spécifiques

Site	Type d'aménagement projeté
Ville Djougou	Carrefour giratoire urbain ou en « T »
Sortie de Djougou	Postes de péage et de pesage
Ville de Péhunco	Deux carrefours giratoires urbains (RN8 et RN7)
Ville de Bonigourou	Poste de péage
Ville de Kérou	Carrefour en "T"
Entrée de Banikoara	Poste de péage
Ville de Banikoara	Carrefour giratoire urbain

2.1.3 Variantes d'aménagements proposées

D'autres solutions d'aménagement (variantes) sont possibles. Elles sont présentées dans les paragraphes suivants, en comparaison avec la solution mentionnée plus haut (solution de base). Le tableau 3 décrit trois variantes d'aménagements possibles du profil en travers type.

Tableau 3: Proposition de variantes du profil en travers type

PROFIL EN TRAVERS TYPE			
Solution variante 1		Solution variante 2	
Urbain (U1) Moyenne agglomération	<u>Géométrie et revêtement :</u> - 1X2 VOIES : 7.20m en ESB - Accotement : 2x2.00m en ESM <u>Structure de chaussée :</u> - Base en latérite amélioré au concassé 0/25 de 20 cm - Fondation : en latérite naturelle de 20 cm - Plateforme : Matériaux de type au moins S4		<u>Géométrie et revêtement :</u> - 1X2 VOIES : 7.20 m en ESB - Stationnement : 2 X 2.50 m - Accotement : 2x2.00 m en ESM <u>Structure de chaussée :</u> - Base en latérite amélioré au ciment de 20 cm - Fondation : en latérite naturelle de 20 cm - Plateforme : Matériaux de type au moins S4
	<u>Géométrie et revêtement :</u> - 2X2 VOIES : 14.50 m en BB - Stationnement : 2 X 2.50 m - Trottoirs : 2x2.00 m en pavés <u>Structure de chaussée :</u> - Identique au profil type urbain U1		<u>Géométrie et revêtement :</u> - 1X2 VOIES : 7.20m en ESB - Stationnement : 2 X 2.50 m <u>Structure de chaussée :</u> - Identique au profil type urbain U1
	<u>Géométrie et revêtement :</u> - 1X2 VOIES : 7.20 m en BB - Accotement : 2x1.50 m en ESM <u>Structure de chaussée :</u> - Identique au profil type urbain U1		<u>Géométrie et revêtement :</u> - 1X2 VOIES : 7.20 m en ESB - Stationnement : 2 X 2.50 m - Accotement : 2x1.50 m en ESM <u>Structure de chaussée :</u> - Identique au profil type urbain U1

NB :

- ESB : Enduit superficiel bicouche ;
- ESM : Enduit superficiel monocouche.

2.1.4 Matériaux concourant à la réalisation du projet et sources d'approvisionnement

Les matériaux qui seront utilisés pour la réalisation des travaux d'aménagement sont les suivants :

- Graveleux latéritiques;
- Gravier et gravillons ;
- Sable
- Ciment ;
- Bitumes ;
- Bois pour les coffrages ;
- Fer à béton ;
- Dynamite ;
- etc.

Les graveleux latéritiques, les graviers et les gravillons ainsi que le sable seront exploités dans des zones d'emprunt et des carrières agréées par le laboratoire géotechnique national

Le ciment, le fer à béton seront achetés sur les marchés de la place, notamment à Cotonou ou à Parakou et à Djougou et/ou importés au besoin.

Le bitume et la dynamite seront importés.

2.1.5 Equipements du chantier

Les principaux équipements à prévoir pour la réalisation de tels travaux sont : bulldozers, niveleuses, camions-bennes, chargeurs, pelles mécaniques sur roues ou sur chenilles, scrapers, trampings, finishers, balayeuses, épanduses, autogravillonneurs, compacteurs à pneumatiques, compacteurs à cylindre vibrant, citernes à eau, citernes à carburant, porte-chars, bétonnières, centrales à béton, station de concassage, centrale d'enrobé, groupes électrogènes, grues mobiles 50 T, camions malaxeurs, matériel topographique, matériel de laboratoire géotechnique, motopompes, plaques vibrantes, compresseurs, brise-roches, compacteurs à main, machines à peinture, divers petits matériels, etc.

2.1.6 Travaux sources d'impacts

Toutes les activités réalisées lors de la préparation et de la réalisation des travaux, des ouvrages hydrauliques, et enfin lors de l'exploitation des infrastructures et ouvrages auront des impacts sur l'environnement de la zone du projet. Les différentes phases des travaux et leurs activités se présentent comme suit :

2.1.6.1 Phase préparatoire

- L'installation du chantier ;
- La mobilisation et l'amené des engins de terrassement et des camions de chantier
- Le dégagement de l'emprise (destruction des infrastructures, des champs et l'abattage d'arbres situés dans l'emprise ou susceptibles de gêner les travaux)

2.1.6.2 Phase de réalisation des travaux

- La purge des terres de mauvaise tenue ;
- Le déblai et la mise en dépôt ;
- Le reprofilage lourd de la plateforme ;
- La démolition d'ouvrages existants en mauvais état sur le tronçon en zone urbanisée;
- L'emprunt des matériaux pour les couches de fondation et de base (extraction, gerbage et transport de matériaux provenant des zones d'emprunts) ;
- Le concassage de roches massives pour les gravillons ;
- La construction d'ouvrages de drainage et de franchissement béton ;
- La réalisation de la chaussée (mise en place des couches de fondation et de base ; réglage, compactage et mise à profils sur une épaisseur conforme aux plans) ;
- La mise en place de la couche de roulement (épandage du bitume et mise en place d'un revêtement en béton bitumineux ;
- La construction de fossés longitudinaux et divergents ;
- La production de déchets solides (Déblais de mauvaise tenue, arbres abattus ; sachets de ciment, etc. et liquide (Eaux usées, huiles usagées, excréta des ouvriers, etc.) des chantiers ;
- Le repli du chantier.

2.1.6.3 Phase d'exploitation

- Le fonctionnement de la route revêtue ;
- La circulation des véhicules ;
- Le déplacement des populations ;
- Le transport des biens et des personnes) ;
- Le fonctionnement des ouvrages de drainage ;
- Les travaux d'entretiens périodiques de la route.

2.1.6.4 Phase de fin de vie du projet

Les activités liées à la phase de fin de vie du projet correspondent aux activités d'une réhabilitation de la route dégradée. En effet, la route à la fin de vie du projet ne pouvant pas faire l'objet de démantèlement, devra être réhabilitée. Les activités à cette phase seront donc identiques à celle de la phase d'aménagement.

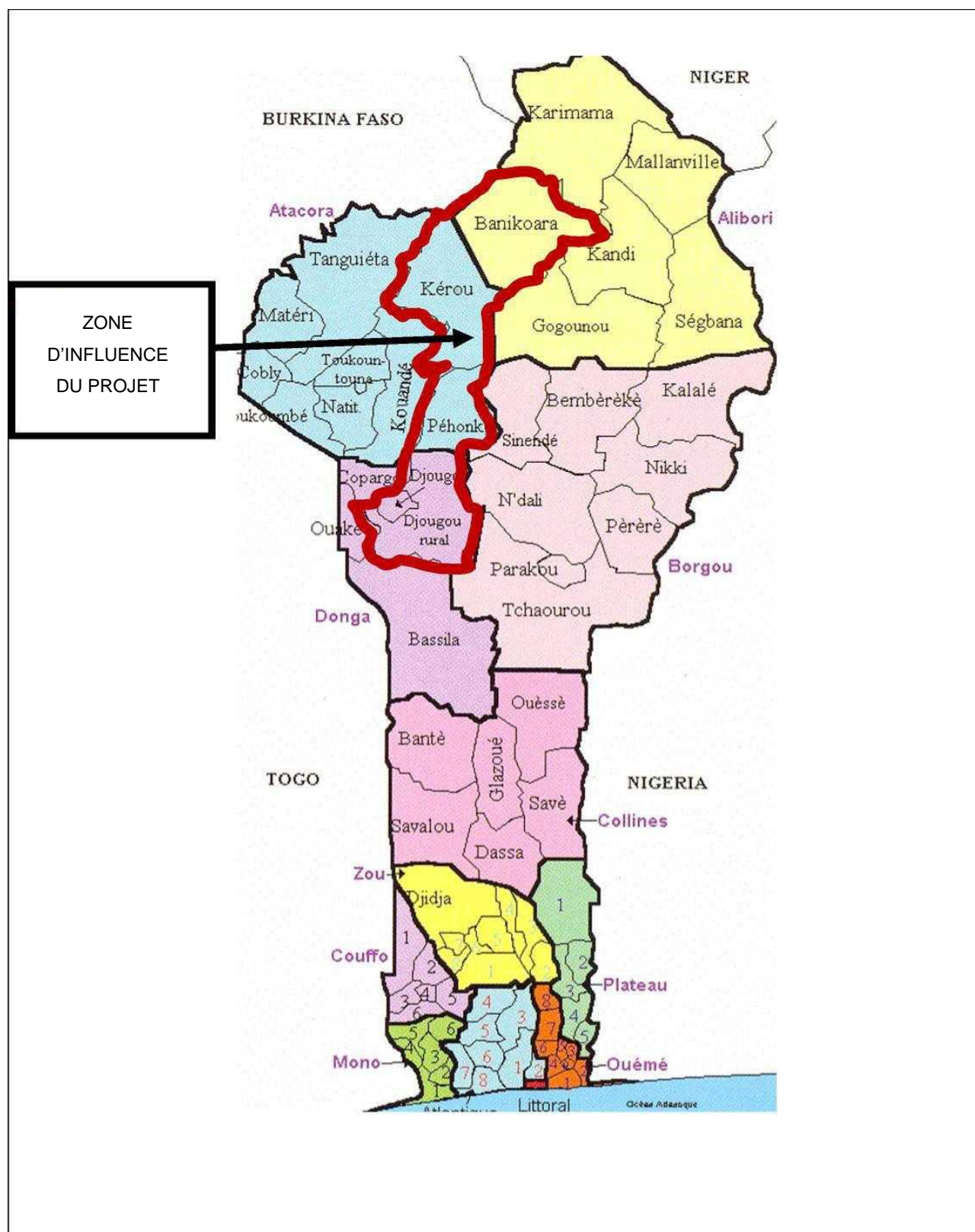
2.2. DESCRIPTION DE LA ZONE DU PROJET ET DE LA ZONE D'INFLUENCE DU PROJET

2.2.1. Délimitation de la zone du projet

La zone d'étude couvre trois Départements à savoir le Département de Donga, le Département de l'Atakora et le Département de l'Alibori et est située grosso modo entre 9°130' et 12°50' de latitude Nord et à 1° 00" et 2°45' de longitude Est. La route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara, traverse 3 communes : la commune de Djougou, celles de Péhunco, de Kérou et de Banikoara. Il convient de souligner que les communes de Péhunco, de Kérou font partie du même Département de l'Atakora (Figure 1).

Pour l'expropriation des riverains, une emprise de 30 mètres de large a été considérée lors de l'identification des personnes et des infrastructures affectées par le projet.

Figure 1 : Zone d'influence du projet



2.2.2. Caractéristiques socio-démographiques

2.2.2.1. Effectif de population

Le projet objet de la présente étude traverse trois départements à savoir Donga, Atakora et Alibori. La population du département de Donga s'élève à 868.046 habitants, celle de l'Atakora s'élève à 772 262 habitants et celle d'Alibori est de 867463 habitants (RGPH 4 provisoire, 2013.).

Le projet a également le mérite de traverser quatre communes : Djougou, Péhunco, Kérou et Banikoara. La commune de Djougou compte une population de 266 522 habitants contre 78 173 habitants pour Pehunco, 98 315 habitants pour Kérou et 248 621 pour Banikoara (RGPH 4, 2013, id). La commune de Djougou enregistre un accroissement intercensitaire de 3,45%, celle de Pehunco enregistre un accroissement de 3,16%, Kérou a un accroissement de 4,09% et Banikoara à un accroissement de 4,47% (RGPH4 ibid.). Cet accroissement relativement important dans l'ensemble de ces communes est probablement le fruit des migrations internes et externes ainsi que du développement socioéconomique des différents milieux (Tableau 4).

Tableau 4 : Tendances de la démographie de la ZIMP

Communes	Superficie (en km ²)	Population 2002	Population 2013	Taux de croissance (1992 à 2002) en %	Taux de croissance (2002 à 2013) en %	Population estimée en 2014
Banikoara	4383	152 028	248 621	3,87	4,47	259734
Djougou	3966	181 895	266 522	3,10	3,45	275717
Pehunco	1900	55 082	78 173	4,99	3,16	80643
Kérou	3745	62 632	98 315	3,96	4,09	102336
Total ZIMP	13 994	451 637	691 631			718431
Total Bénin	114 763	6 769 914	9 983 884	3,25	3,51	10 344 080
ZIMP/Bénin en %	12,2	6,7	6,9			6,9

Source: Statistiques INSAE (Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique)

Chaque commune est subdivisée en arrondissement et chaque arrondissement renferme des villages. Dans ce contexte, la commune de Djougou est subdivisée en douze arrondissements. L'analyse de la densité démographique dans ce milieu montre que les arrondissements de Djougou 1, 2 et 3 sont les plus peuplés soit respectivement, 36 296, 30 892, et 27 585 habitants.

La commune de Péhunco est composée de trois arrondissements de 35 villages au total (tableau 5).

Tableau 5 : Répartition de la population de Péhunco par arrondissement

Arrondissements	Effectifs
Péhunco centre	37 217
<u>Tobré</u>	25 860
<u>Gnémasson</u>	15 140

Source : (PDC 3 Péhunco)

Le tableau 5 révèle que l'arrondissement de Péhunco centre est le plus peuplé suivi de celui de Tobré.

La commune de Kérou est composée de quatre arrondissements (tableau 6).

Tableau 6 : Répartition de la population de Kérou par arrondissement

Arrondissements	Effectifs
Kaobagou	4 918
Firou	1 7296
Brignamaro	23 707
Kérou	54 276

Source : INSAE (RGPH 4) 2013

Le tableau 6 montre que le chef-lieu de la commune Kérou est le plus peuplé suivi de Brignamaro et de Firou.

La commune de Banikoara compte dix arrondissements et ceux les plus peuplés sont respectivement Founougo, Goumori, Banikoara, Somperekou, Toura, Gomparou, Ounet et Kokey (tableau 7).

Tableau 7 : Répartition de la population de Banikoara par arrondissement

Arrondissements	RGPH4
Founougo	47 026
Gomparou	22 803
Goumori	33 241
Kokey	18 596
Kokiborou	10 531
Ounet	20 920
Somperekou	25 402
Soroko	9 074
Toura	21 411
Banikoara	37 571

Source : PDC 3 Banikoara

Par ailleurs, Banikoara est la sixième commune la plus peuplée du Bénin. Dans la zone du projet elle est la deuxième commune la plus peuplée après Djougou. Ces différents rangs occupés dans la zone du projet est le fruit de leur situation géographique. Djougou a la particularité d'être un carrefour de différentes communes du Bénin et des villages et villes du Togo. Il s'agit au Bénin des communes de Natintingu, Pehunco, Copargo, Ouaké, Bassila, et Tchaourou et au Togo des localités suivantes Kéméri, Kéto et Kara.

La commune de Banikoara à son tour est un carrefour entre le département de l'Atacora, la commune de Karimama, Kandi, Gogounou et des localités du Burkina-Faso et non loin du Niger.

2.2.2.2. Composantes sociolinguistiques

La zone traversée par le projet compte de multitudes composantes sociolinguistiques qui font sa richesse culturelle en particulier et du Bénin en général. On peut citer pour le compte de la commune de Pehunco les groupes sociolinguistiques tels que : les Batombu, les Fulfuldé, les Dendi, les Yoruba, les Otamari, les Lokpa, les Djerma, les Haoussa, les Fon, les Ibo, les Adja, les Yom-Lokpa. Les plus importants sont les Batombu majoritaires (65% de la population) et les Fulfuldé majoritaires dans quelques villages et dans Pehunco centre. Pour le compte de Kérou on distingue principalement les Bariba, les peulh et les Gourmantché. On distingue à Djougou : les Yom-Lokpa et apparentés (54,2%), les Dendi et apparentés (14,6%), les Peulh (14,3%), les Otamari et apparentés (6,7%), les Bariba et apparentés (3,9%), les Fon, les Adja et les Yoruba Ditamari, Bariba, Germa, Yoruba et les Ibo. Les Yom-Lokpa, les Dendi et les peulh sont les groupes sociolinguistiques les plus importants à Djougou.

Dans la commune de Banikoara on distingue les Baattombu et apparentés (67,1% de la population), les Fulbé (24,2%), les Gourmantché, les Dendi, les Yorouba, les Fon et biens d'autres ethnies. Les groupes sociolinguistiques Baatombu, et les Fulbé sont les plus importantes dans la commune de Banikoara.

2.2.2.3. Pratiques religieuses

Les populations de la zone traversée par le projet pratiquent fondamentalement trois religions. Il s'agit de l'Islam, du christianisme et de l'animisme (Photos 2 et 3). En effet, 72,3%, 30,3%, 46,3% et 51,7% des populations respectives de Djougou, Kérou, Péhunco et Banikoara pratiquent l'islam. 10,9%, 7,6%, et 8,1% des populations respectives de Djougou, Kérou et Banikoara pratiquent le christianisme. En outre, 6,9%, 44,6%, 34,7% et 34,4% des populations respectives des communes de Djougou, Kérou, Péhunco et Banikoara pratiquent les religions traditionnelles.

Les pratiques de différentes religions importées n'excluent pas le retour aux sources. Ainsi, à l'islam et au christianisme sont associées les religions traditionnelles.



Photo 2 : Vue d'une mosquée à Toura au PK 195+000
(Photo de terrain, AGEIM février 2014)



Photo 3 : Vue d'une église à Bérékossou au PK 124 +400
(Photo de terrain, AGEIM février 2014)

2.2.2.4. Interdits et tabous

Les interdits et tabous sont des dispositions consacrées surtout en milieu rural pour conserver l'harmonie avec les référents sociaux et la mémoire collective. Il n'a pas été constaté des tabous et interdits spécifiques aux sociétés des localités bénéficiaires du projet. Cependant, on note comme partout ailleurs, la présence dans la zone d'interdit qui a résisté au temps et au changement sociaux : celui de la convoitise des femmes mariées. En général, toutes les populations de la zone conviennent que ce qui est à redouter le plus dans les projets de réalisations d'infrastructures routières c'est la convoitise des femmes d'autrui par les ouvriers et personnel exécutant du projet.

2.2.2.5. Organisation sociale

Le pouvoir traditionnel dans la plupart des communes du projet est composé d'un Chef traditionnel et un chef de terre. La chefferie traditionnelle ne tient pas compte du découpage administratif. Le chef traditionnel de Tobré par exemple coiffe tous les chefs de la commune de Péhunco.

Par ailleurs, la chefferie traditionnelle a perdu son autorité partout au Bénin. Cependant, les chefs traditionnels sont très respectés dans certaines localités notamment à Banikoara et à Péhunco en témoigne les allégeances et révérences à leur endroits par la population et les autorités politiques locales.

La chefferie traditionnelle a une faible influence sur la gestion de la Mairie. Mais cette dernière et la chefferie traditionnelle collaborent dans les domaines du foncier, du recouvrement des différentes taxes, l'harmonisation de nouvelles ressources, le règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs, la sorcellerie etc. Le rôle des chefs traditionnels se réduit à la médiation. En général, on distingue la chefferie traditionnelle, les chefs de terres, les confréries de chasseurs, les groupes d'entraide, les groupes culturels et de musique comme les institutions traditionnelles qui ont résisté au temps. Les chasseurs sont sollicités pour la sécurisation des routes.

2.2.2.6. Organisation communale et administration locale

Les Communes sont dirigées par un conseil municipal composé de conseillers municipaux élus. Elle est dirigée par un maire élu assisté de deux adjoints au sein des conseillers communaux et des chefs d'arrondissement. Par ailleurs la Commune compte des conseillers de village ou de quartier de ville qui constituent le prolongement du pouvoir local dans les villages et quartiers. Ces conseillers sont l'émanation des arrondissements. L'administration de la Commune est coordonnée par le Secrétaire Général. L'organigramme des communes traduit la volonté de changement et de la maîtrise de tous les facteurs de développement. Ainsi, la composition des agents est transversale à tous les domaines. Il intègre la prospective, la gestion des emplois et des compétences comme service centraux et des directions sectorielles qui mettent en relief les défis de la commune. Il s'agit de la planification, l'aménagement du territoire, la protection des ressources naturelles, l'éducation, les finances, l'économie locale, les infrastructures, le droit, la santé, l'hydraulique, le foncier et l'équipement rural. Les photos 4 et 5 présentent les locaux des Communes de Kérou et de Banikoara.



Photo 4 : Les locaux de la Commune de Kérou



Photo 5 : Les locaux de la commune de Banikoara en chantier

Les défis majeurs sont la création de sources de mobilisation des ressources financières et sa mobilisation. En raison de la pauvreté des zones traversées par le projet, les Communes peinent à réaliser avec satisfaction leur plan d'action. Les sources mobilisées sont dans l'ordre d'un milliard par an. Le bitumage de la voie Djougou-Banikoara sera un atout indéniable pour la mobilisation des ressources des Communes car la nouvelle route offrira des opportunités d'investissement sans contrainte ainsi que le foisonnement des opérateurs économiques de la zone, c'est aussi l'occasion de l'accroissement des revenus, bénéfiques pour une augmentation de l'assiette des Communes. La route revitalisera le budget des Communes de Djougou, Péhunco, Kérou et Banikoara, elle facilitera la mise en œuvre complète des Plans de Développement Communautaires.

2.2.2.7. Gestion foncière dans la zone

La terre dans les sociétés africaines constitue le principal moyen de survie. Elle occupe une bonne partie des populations. Elle est également un patrimoine familial qui confère notoriété et capital économique. Dans les milieux urbains, elle confère un capital économique important. Loin d'être source de bonheur, elle est également source de malheur surtout dans les milieux urbains ou dans des circonstances particulières où elle revêt une valeur marchande importante.

Dans les sociétés africaines, du fait de la considération de la terre comme un patrimoine familial, son aliénation est une exception dans les milieux ruraux réputés conservateurs. A cause de ses fonctions innombrables d'identification, d'immortalité, de puissance sacro-magico-religieuse, la terre ne peut être un bien aliénable. C'est une source offerte à tout le groupe social pour en tirer profit et perpétuer ces fonctions. La tâche qui incombe à ce groupe est de gérer cette source au mieux dans l'intérêt de ceux qui en dépendent, de ceux qui naîtront, des ancêtres et des dieux. Dans les milieux urbains de la zone du projet la tendance n'est pas à la conservation des valeurs ancestrales et aux fonctions traditionnelles de la terre. Ainsi à Djougou, Péhunco, Kérou et à Banikoara la possibilité d'acquisition de la terre en cas de besoins est évidente.

Dans la zone du projet, le mode d'accès à la terre est l'héritage, l'achat, l'usufruit et le don. Dans les milieux ruraux, les principaux modes d'accès à la terre sont l'héritage, l'usufruit et le don. A Banikoara, on note le maintien du régime foncier traditionnel. La terre a un statut d'utilité collective gérée par le chef de lignage traditionnel qui la distribue au besoin. Tout producteur peut avoir accès à la terre sous le régime d'usufruit. L'usufruit est le mode d'accès à la terre par excellence des producteurs non propriétaires dans la zone du projet.

Le maintien de ce mode d'accès à la terre est un facteur du développement de la production agricole dans la zone. Dans ce cas, il faut voir dans les restrictions qui sont faites aux exploitants un souci de préservation de cette source précieuse de biens qu'est la terre. Ces restrictions portent sur certaines exigences entre autres, l'interdiction de planter les plantes pérennes, d'ériger des biens, de céder, vendre, louer, et de mettre en gage la parcelle de terre qui leur est accordée. Le mode de faire valoir des terres est à la fois direct et indirect.

Les terres sont essentiellement utilisées pour des besoins agricoles. Tous les recoupements révèlent qu'une bonne partie de la superficie agricole n'est pas exploitée, il est indiqué que 60% des superficies agricoles restent toujours inexploitées à Banikoara (PDC Banikoara, 2017).

2.2.3. Caractéristiques de l'habitat

Les logements occupés par les ménages dans la zone du projet sont pour la plupart la propriété des occupants. Les constructions sont de type moderne et traditionnel (Photos 6 à 7). Les habitations sont groupées par endroits. Elles sont plus dispersées en forme de soukhala chez les peulh (Photo 8). L'habitat est en majorité de forme rectangulaire dans la zone. On distingue des habitats à cour commune et des habitats à cour individuelle. Ces derniers sont essentiellement de bas ou moyen standing. Quelles que soient les caractéristiques du logement, les matériaux modernes de couverture de toit sont les plus utilisés. Biens de ménages ont une habitation dont le toit est en zinc. On distingue également des habitations en béton armé et en paille. Ces derniers constituent les principaux matériaux traditionnels utilisés.



Photo 6 : Vue de quelques habitations en traversée de Djougou (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 7 : Vue de quelques habitations en traversée de Péhunco (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 8 : Vue d'un soukhala au PK 74 + 500 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)

Les matériaux locaux tels que terre battue, banco ou brique non cuite et les matériaux modernes tels que le parpaing, brique cuite ou stabilisée sont utilisés pour les murs. Les matériaux modernes sont les plus utilisés en zone urbaine tandis que ceux traditionnels sont plus remarquables en milieu rural.

Le mode d'occupation de l'espace pour l'habitation est de type sédentaire. De manière générale, les habitations de type traditionnel et celles de type moderne cohabitent. Cependant, les habitations de type moderne sont plus importantes en milieu urbain qu'en milieu rural. Les tendances à la clôture des habitations sont plus fréquentes en milieu urbain qu'en milieu rural.

La tradition de clôture des habitations souvent constatée en milieu urbain traduit le mode de vie en ville et les réflexes contre les maux urbains. Ainsi, en ville la tendance à l'individualisme et au repli sur soi est rependue. Il s'agit de répondre aux préoccupations de protection de la vie de famille, de son intimité, une protection contre d'éventuels déviants caractéristiques des zones urbaines. C'est le cliché parfait d'une mutation vers la solidarité organique caractéristique des zones urbaines contrairement à la solidarité mécanique dans les zones rurales.

En matière d'assainissement et de salubrité, les ménages n'utilisent pas un mode d'évacuation d'eau adéquat faute de collecteurs (Tableau 8) Les ménages évacuent les eaux usées principalement dans la nature et dans la rue.

Les latrines à usage familiale comme celles publiques sont insuffisantes malgré les efforts des communes.

Tableau 8 : Les principaux ouvrages d'assainissement de la commune de Péhunco

Arrondissements	Latrines ventilées	Latrines non ventilées	Toilettes à chasse	Caniveau en Km	Nbre de fosses septiques	Nbre de poubelles publiques
Gnèmasson	08	05	00	00	00	00
Péhunco	40	100	05	08	05	05
Tobré	20	20	00	00	00	00
Total	68	125	05	08	05	05

Source : Mairie de Péhunco/2008

Les ménages pour la plupart jettent les ordures dans la nature et au dépotoir sauvage faute de système de collecte d'ordure satisfaisant. La gestion et le traitement des ordures ménagères est rare dans la zone du projet. En général on note une mauvaise gestion des ordures ménagères dans les localités traversées par le projet.

La canalisation des eaux pluviales reste précaire et demeure un souci permanent des différentes communes traversées par le projet.

La principale source d'énergie utilisée pour la cuisine est le charbon de bois

En ce qui concerne l'éclairage, les chefs-lieux des communes disposent d'un système d'éclairage électrique. L'extension électrique n'est pas totale dans la Zone. La connexion au réseau électrique diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines. A titre d'exemple, le réseau électrique de DBEE couvre uniquement Kérou centre 24h sur 24. Les distances totales de la basse et de la moyenne tension à Kérou font respectivement 17 000 et 159 000 mètres. Les parties non connectées au réseau électrique utilisent la lampe à pétrole.

2.2.4. Situation sanitaire

La zone traversée par le projet présente une situation sanitaire plus ou moins satisfaisante. La zone du projet dispose d'un nombre non négligeable d'unités de soins (Photos 9 et 10).

La commune de Djougou dispose de douze (12) centres de santé d'arrondissement (CSA), un repartis dans tous les arrondissements, un (1) centre de santé de commune (CSC), (1) centre de santé de commune (CSC) et une (1) unité de soin, un hôpital confessionnel « ordre souverain de Malte » institué en hôpital de zone, un centre hospitalier départemental et une (1) unité de soin pour lépreux. On note également la présence de l'infirmerie de la garnison du 8^e BIA à Djougou. Dans la commune de Djougou comme dans toutes les autres, les centres de santé privés cohabitent avec ceux publics. On note ainsi l'existence de de trois centres de santé privés confessionnels (Bona, Ordre de Malte, Al- Amal) et quatre (4) cabinets privés.

On note également la présence de l'infirmerie de la garnison du 8^e BIA à Djougou.



Photo 9 : Hôpital de zone de Banikoara (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 10 : Centre de santé de Béléfoungou au PK 13 +400 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)

La commune de Péhunco dispose des formations sanitaires réparties dans les trois arrondissements (Gnèmasson, Péhunco, Tobré). Il s'agit de un (1) Centre de Santé Communautaire à Péhunco, trois (3) centres de santé d'arrondissement et cinq (5) dispensaires isolés. A cela, il faut ajouter trois (3) cliniques privées. Le tableau 9 résume l'environnement des formations sanitaires à Péhunco.

Tableau 9 : Répartition des infrastructures des centres de santé de la commune de Péhunco

Arrondissement	CSC	CSA (M ET D)	Dispensaires isoles	Cliniques privées	Lits d'hospitalisation
Gnèmasson	-	01	01	00	09
Tobré	-	01	03	00	07
Péhunco	01	01	01	03	09
Total	01	03	05	03	25

Source : PDC Péhunco 3

A Kérou on enregistre neuf (9) formations sanitaires répartie comme suit :

- un (1) centre communal de santé localisé à Kérou-centre ;
- six centres de santé d'arrondissement localisés à Brignamaro, Firou, Pikiré, Ouoré, Fêtékou et Kaobagou ;
- trois centres confessionnels de santé à Djoléni (Firou) et Brignamaro (centre de santé Saint Yves) ;
- quatre unités villageoises de santé érigées à Bérékossou, Bagoubagou, Boukoubrou et Sinaboro.
- Un dispensaire isolé à Batimin, un à Gori, un à Bakoussarou et une maternité à Boukoubrou.

La commune de Banikoara pour sa part compte un (1) hôpital de zone, un (1) centre de santé d'arrondissement dans les dix (10) arrondissements que compte la commune, un (1) centre de santé pour l'arrondissement centrale.

Malgré cette dotation en unité de soins de santé, force est de constater que des insatisfactions demeurent ce qui affecte les efforts fournis. Ainsi, l'engouement des populations pour ces unités de soins est limité par l'absence de fourniture des produits pour les soins, l'insuffisance de personnel compétent par rapport aux normes de l'OMS (Tableau 10), l'absence des équipements adéquats à la prise en charge des maux des demandeurs de soins. Le personnel de santé de différentes communes sont composés des agents qualifiés comme le médecin, les infirmiers et la sage-femme qui sont en nombre très insuffisant. De plus, l'ensemble de ce personnel qualifié est concentré plus souvent dans le centre de santé communal (Tableau 11).

Tableau 10 : Besoins de personnel essentiel des centres de santé selon les normes de l'OMS à Péhunco

Normes OMS	Situation de la commune	Besoin de personnel au regard des normes de l'OMS
01 médecin pour 10 000 habitants	01 Médecin pour 78 217 habitants environ	08
01 infirmier pour 5 000 habitants	01 Infirmier pour environ 9 000 personnes	16
01 sage-femme pour 5 000 femmes	01 Sage-femme pour 27 000 femmes environ	16

Source : PDC 3 Péhunco 2017

Tableau 11 : Etat du personnel qualifié des formations sanitaires dans les arrondissements à Banikoara

Arrondissements	Effectif population 2013	Effectif population projetée 2016 (5,8%)	Ratios population par infirmier		Ratios population par sage-femme		Déficit	
			Nombre infirmier	Ratios	Nombre Sage-femme	Ratios	Infirmier	Sage-femme
Banikoara Centre	37 571	44 495	25	1 780	3	14 832	-16	6
Founougo	47 026	55 692	5	11 138	2	27 846	6	9
Goumori	33 241	39 367	3	13 122	1	39 367	5	7
Gomparou	22 803	27 005	2	13 503	1	27 005	3	4
Sompérékou	25 402	30 083	2	15 042	1	30 083	4	5
Toura	21 411	25 357	2	12 678	0	-	3	5
Kokey	18 596	22 023	2	11 012	0	-	2	4
Ounet	20 920	24 775	1	24 775	1	24 775	4	4
Kokiborou	10 531	12 472	3	4 157	1	12 472	-1	1
Soroko	9 074	10 746	2	5 373	0	-	0	2
TOTAL	246 575	292 016	47	6 213	10	29 202	11	48

Source : PDC 3 Banikoara

L'analyse des tableaux ci-dessus montre que les formations sanitaires de Péhunco et Banikoara ne satisfont pas aux normes de l'OMS en ce qui concerne le personnel soignant.

Les difficultés rencontrées par les unités de soins pour la satisfaction de demandeurs de soins sont donc énormes. A titre d'illustration, la commune de Kérou dispose seulement d'un chirurgien qui est en même temps le médecin chef au centre de santé de la commune. Dans ce contexte, les populations ont recours à d'autres services de soins mieux dotés notamment Banikoara situé à 70 km, Tanguiéta et Natitingou. Le centre de santé de Banikoara semble être mieux fourni en personnel soignant. Elle compte sept médecins dont un gynécologue, un chirurgien, un médecin de santé publique et des généralistes avec un ratio de 41 717 habitants pour un médecin.

En général dans la zone du projet la norme de l'OMS qui est de un médecin pour dix mille habitants est loin d'être satisfait. Cette situation impose une logique conditionnelle entre la nature des symptômes, la pathologie et la fréquentation des unités de soins. Ces insuffisances sur le plan sanitaire sont des terreaux fertiles à l'automédication et à l'intoxication médicamenteuse.

On signale également l'insuffisance des points de produits pharmaceutiques dans la zone de même que les produits essentiels. Pour ce qui concerne Péhunco, les populations font le déplacement vers Kouandé et Natitingou pour se procurer des produits pharmaceutiques essentiels.

Il existe encore des accouchements à domicile ainsi que les réticences à se prêter aux consultations prénatales, en témoigne le tableau 12 :

Tableau 12 : Quelques indicateurs de santé de la population de Péhunco

Arrondissement	Taux d'accouchement assisté	Taux de consultation prénatale	Taux de consultation post-natale	Taux de fréquentation des formations sanitaires	Taux de couverture vaccinale	Nombre d'utilisatrice de méthode contraceptive	Nombre de médecins	Nombre d'infirmiers	Nombre de sages-femmes	Nombre de techniciens
Gnèmasson	56,20%	86,10%	56,90%	16,00%	-BCG: 01,10% -VAR: 96,40% -TC3: 96,16%	311	00	01	01	00
Tobré	36,90%	45,50%	37,70%	06,00%	-CG: 100,5% -VAR: 92,30% -TC3: 92,10%	172	00	01	01	00
Péhunco	68,50%	88,1%	71,5%	42,00%	-BCG: 99,9% -VAR: 90,30% -TC3: 92,10%	725	01	07	01	01
Total	53,86%	73,23%	55,36%	21,33%		1208	01	09	03	03

Source : CSC de Péhunco/2016

Le tableau 12 révèle que les fréquentations des unités de soins sont très limitées, les efforts doivent être effectués en matière de consultation prénatale à Tobré car une proportion importante de femmes enceintes ne s'acquitte pas des consultations prénatales. La situation de la femme et de l'enfant sont donc préoccupante de la zone.

En général, on signale un mauvais état des unités de soins de santé publique et leur sous équipement.

Les principaux maux dont souffrent souvent les populations de la zone du projet sont entre autres le paludisme, les affections respiratoires aiguës, les affections gastro-intestinales et les diarrhées fébriles (tableau 13).

Tableau 13 : Répartition des affections rencontrées chez l'ensemble des consultants non hospitalisés par ordre décroissant dans la zone sanitaire de Banikoara en 2014

Affections	Masculin		Féminin		Total	
	Nbre de cas	%	Nbre de cas	%	Nbre de cas	%
Paludisme	19 079	42,1	20 282	41,2	39 361	41,6
IRA	6 398	14,1	6 383	13,0	12 781	13,5
Autres affections gastro-intestinales	5 116	11,3	5 723	11,6	10 839	11,5
Diarrhée fébrile	1 354	3,0	1 310	2,7	2 664	2,8
Autres affections dermatologiques	1 169	2,6	1 443	2,9	2 612	2,8
Anémie	1 223	2,7	1 051	2,1	2 274	2,4
Autres traumatismes	1 106	2,4	856	1,7	1 962	2,1
Hypertension artérielle	765	1,7	1 088	2,2	1 853	2,0
Affections ostéo-articulaires	760	1,7	744	1,5	1 504	1,6
Rougeole	617	1,4	602	1,2	1 219	1,3
Reste des affections	7 734	17,1	9 789	19,9	17 523	18,5
Total	45 321	100,0	49 271	100,0	94 592	100,0

Source : service statistique/ ZS Banikoara 2016

La prise en charge de ces différents maux emprunte les itinéraires thérapeutiques différents et multiples. Lorsqu'une maladie survient, la combinaison des infusions médicinales, le recours au diagnostic et la thérapie de détenteurs des forces mystiques associées aux médicaments de rues sont les premiers réflexes du patient en milieu rural. Le recours aux soins conventionnels par l'entremise des centres de

santé est une autre option mais relégué au second plan. Ce dernier cas n'intervient que face à l'échec des premiers réflexes.

La réalisation du présent projet sera une énorme contribution à l'amélioration des conditions sanitaires dans la zone. En effet, les problèmes d'affections respiratoires sont d'une part provoqués par la piste qui soulève la poussière aux passages des véhicules. Il ne sera donc pas étonnant de constater que les habitations et activités situées à proximité de cette piste sont plus concernées par ces affections. De même, la réalisation des ouvrages de drainage des eaux pluviales sera d'une contribution indéniable à la lutte contre la multiplication des larves de moustiques et par ricochet à la lutte contre le paludisme très présent dans la zone.

2.2.5. Contexte éducatif de la zone

Les infrastructures éducatives sont remarquables dans la zone traversée par le projet (Photos 11 à 14). Toutefois, à chaque niveau de l'enseignement, la situation reste à améliorer. Les trois ordres d'enseignement (maternel, primaire et secondaire) sont présents dans les communes traversées par le projet. La commune de Djougou dispose de deux cents soixante-dix-sept (277) écoles primaires dont vingt-trois privées, trente-six (36) collèges d'Enseignement Général dont huit (8) privés, cent deux (102) écoles maternelles, deux (2) lycées techniques, vingt-six centres d'alphabétisation (PDC 3 Djougou).

La situation des infrastructures éducatives à Péhunco est présentée dans le tableau 14 et l'état des lieux de l'enseignement maternel et primaire dans le tableau 15.

Tableau 14 : Infrastructures de l'éducation par arrondissement de la commune de Péhunco

Arrondissement	Ecoles maternelles	Ecoles primaires publiques (EPP)	Ecoles primaires privées	Collège d'enseignement général (CEG)	Collège d'enseignement général privé
Gnèmasson	02	13	00	01	00
Tobré	03	24	01	03	00
Péhunco	01	35	04	04	03
Total	06	71	05	08	03

Données de terrain 2017

- HUIT (08) collèges d'enseignement général (à Péhunco, Tobré et Gnèmasson)
- Deux (04) collèges privés dont trois (3) d'enseignement général et un collège technique (CSI)
- Soixante-onze (76) écoles primaires dont cinq (5) privées
- six (06) écoles maternelles publiques



Photo 11 : CEG de Kolokondé au PK 26 +100 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 12 : CEG de Brignamaro PK 129 +600 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 13 : Complexe scolaire A-B-C Banikoara Centre (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 14 EPP Kpéré au PK 40 +800 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)

Tableau 15 : Etat des lieux de l'enseignement maternel et primaire par arrondissement dans la commune de Pehunko

Caractéristiques		Gnèmasson	Péhunco	Tobré	Total commune
Effectif des élèves dans le primaire		1906	5575	3116	10597
Etat des infrastructures (salles de classes)	Définitifs	19	71	64	154
	Précaires	21	46	28	95
	Total	40	117	92	249
Effectif des enseignants au maternel et primaire	APE	ND	ND	ND	71
	ACE	ND	ND	ND	195
	CS	ND	ND	ND	76
	Total	ND	ND	ND	342

Source : Statistiques scolaires DDEMP

La commune de Kérou dispose aussi des infrastructures de l'enseignement maternel localisées à Kérou-centre, Brignamaro et Pikiré. L'ensemble des écoles de la commune est présenté dans le tableau 16.

Tableau 16 : Nombre d'écoles dans la commune de Kérou

Commune	Ecoles primaires publiques	Ecoles primaires privées	Ecoles maternels publiques	Ecoles primaires privées	Total des écoles
Kérou	75	03	4	6	88

Source : Statistiques scolaires, DDEMP, MARS 2017

L'effectif des enfants inscrit à la maternel est faible, elle s'élevait en à 325 enfants en 2012 bien que la population des enfants en âge de suivre cet enseignement est largement supérieur. Il est donc à constater que beaucoup de parents préfèrent garder leurs jeunes enfants à leur côté en attendant leur maturité pour le cours d'Initiation ou l'enseignement primaire.

A l'origine, des préjugés qui font état ce que les enfants inscrits au cours maternel deviennent récalcitrants et insupportables. Kérou dispose également des infrastructures d'enseignement primaire qui sont au nombre de 78 dont 3 sont privées (tableau 16) le taux de scolarisation est de 83,25% dont 76,3% pour les garçons et 91,46% pour les filles, cependant ces dernières connaissent une déperdition scolaire avec un taux d'achèvement inférieur (60%) à ceux des garçons (70%). L'enseignement secondaire dans cette localité est effectif grâce à huit (8) collèges à Kérou-Centre dont un privé, un (1) à Brignamaro et un (1) à Firou. La commune de Banikoara dispose de deux cents cinq (205) écoles primaires en 2016 répartis dans le tableau 17.

Tableau 17 : Répartition des écoles primaires selon les arrondissements de Banikoara

Localités	Effectifs
Banikoara	30
Founougo	27
Goumori	26
Sompérékou	18
Gomparou	16
Toura	12

Source : enquête de terrain 2017

La Commune de Banikoara dispose de six (6) collèges dont deux (2) à Banikoara-centre.

Dans cette commune comme dans les autres, il existe des disparités en matière de couverture des infrastructures scolaires en matériaux définitifs comme en témoigne les statistiques suivantes :

- Les arrondissements de Banikoara Centre, Ounet, Sompérékou et Kokey ont un taux de couverture compris entre 40 et 50% ;

- Les arrondissements de Kokiborou et Toura ont un taux compris entre 50 et 75% ;
- Les arrondissements de Goumori, Soroko, Gomparaou et Founougo ont un taux de couverture compris entre 80 et 100%.

En matière de couverture des écoles primaires en salle de classe dans la commune de Banikoara, des disparités existent et se justifient par le poids démographique de chaque arrondissement (tableau 18)

Tableau 18 : Taux de couverture des écoles primaires publiques en salles de classes dans la commune de Banikoara

Arrondissements	Nombre de salles existantes	Besoins	Taux de couverture
Kokiborou	20	13	61%
Kokey	12	13	48%
Founougo	98	1	99%
Toura	49	22	69%
Gomparou	75	9	90%
Sompérékou	33	38	46%
Banikoara Centre	87	88	50%
Ounet	21	23	48%
Goumori	72	18	80%
Soroko	24	6	80%
Total	491	231	68%

Source PDC 3 Banikoara

Le tableau 31 montre que les arrondissements de Founougo et Gomparou sont les plus dotés en matière de salles de classes au primaire. Le taux brut de scolarisation varie d'un Arrondissement à un autre dans la Commune de Banikoara. En effet, l'arrondissement Central présente le taux le plus élevé (91,04%) suivi de Gomparou (60,78%) et l'Arrondissement de Kokey le taux le plus faible (21,54%). En plus, il est à remarquer que seulement cinq (05) arrondissements sur les dix (10) que compte la Commune enregistrent un taux de scolarisation supérieur à 50%. La commune de Banikoara a vu évoluer le nombre d'établissement secondaire qui est passé de sept(7) à douze (12) en 2017.

Il faut noter une satisfaction relative dans le contexte éducatif dans la zone, elle est en rapport au rétrécissement du fossé fille et garçon en matière de scolarisation. A Banikoara, l'on signale une évolution des rapports filles / garçons dans la commune, ce rapport est de 64,68% pour l'année scolaire 2015-2016 contre 68,43% au titre de l'année scolaire 2016-2017.

Ces statistiques révèlent plus ou moins la réceptivité des populations vis-à-vis des programmes de promotion de la scolarisation de la fille. Compte tenu du fait que ces programmes se heurtent à la résistance des préjugés et les traditions de plusieurs siècles durant, il est moins évident d'attendre des résultats absolument satisfaisants.

La crise de l'emploi est également le fléau qui corse la situation de la scolarisation de la jeune fille, sans oublier une forte tendance à la conservation des pratiques et considérations en milieu rural et musulman.

Devant cette situation, il est indiqué d'apprécier les progrès et d'analyser les reculs. De ce point de vue, l'on peut estimer que sur le plan de la scolarisation de la jeune fille du moins au primaire, des progrès non négligeables ont été réalisés.

Le recul dans la politique de la scolarisation de la jeune fille est remarquable à partir du secondaire où on constate que l'école dans ces milieux a des difficultés à maintenir les jeunes filles jusqu'au BAC. En effet, le fossé entre fille et garçon reste significatif dans le secondaire. A Djougou en 2002-2003, sur 4850 inscrits au secondaire, 1041 seulement sont de sexe féminin soit un taux de 21,4% (Monographie Djougou, op.cit.). A Péhunco, le taux de fréquentation par les filles du secondaire et par rapport aux garçons est de 28,05% (Tableau 19). Selon les investigations, le recul du ratio fille/garçon du primaire au secondaire est effectif. Il est passé de 0,97 ; 0,44 et 0,18 fille pour un garçon.

Tableau 19 : Etat des lieux de la scolarisation des filles au secondaire dans la Commune de Péhunco

Caractéristiques		Gnèmasson	Péhunco	Tobré	Total commune
Effectif des élèves dans le premier cycle	Filles	47	561	202	810
	Garçons	144	1207	486	1837
	Total	191	1768	688	2647
Effectif des élèves dans le second cycle	Filles	00	86	00	86
	Garçons	00	461	00	461
	Total	00	547	00	547

Source : Les 3 CEG de Péhunco/2008

A Kérou, le taux de fréquentation des collèges par les filles et par rapport aux garçons est de 13,46%, (Monographie Kérou, 2002).

Le taux de fille inscrit au secondaire diminue au fur et à mesure qu'on évolue dans le cursus scolaire. Si les filles sont présentes dans le primaire elles le sont un peu moins dans le premier cycle du secondaire et dans une proportion très réduite au second cycle du secondaire. Cette situation peut s'expliquer par plusieurs facteurs.

D'abord, les zones traversées par le projet sont dominées par la pratique de la religion musulmane laquelle religion à en croire des leaders religieux sont astreints au foyer et au devoir conjugal. On préfère une fille dans le commerce qu'à l'école. On prétend d'ailleurs que l'école détourne la fille de son essence et de ses obligations. Dans ce contexte, les mariages des jeunes filles sont d'actualité dans les zones rurales et musulmanes. Dans les zones urbaines, ce phénomène est de plus en plus limité par les valeurs urbaines et les programmes d'éducation, sensibilisation opérés par des acteurs de développement et les médias.

Ensuite, les considérations religieuses sont confortées par des considérations socioculturelles qui dérivent de l'habitus. En effet pendant plusieurs années, l'homme a été consacré comme le supérieur) la femme. De ce point de vue, elle devait rester au foyer et filer la laine. Ainsi, nombre de comportements illustrent cette perception héritée de nombreuses années d'éducation par des valeurs répandues pendant des siècles dans les sociétés africaines. A l'époque on scolarisait le garçon au détriment de la fille, aujourd'hui pour des moyens limités on préfère scolariser ou du moins laisser continuer le garçon au détriment de la fille. Dans ce contexte, la fille est décrochée de l'école pour une activité lucrative.

Autre raison, c'est la vulnérabilité de la femme, la maternité précoce entraîne une déperdition scolaire chez la fille.

Aussi, la proximité de la zone des frontières voisines motivent-elle les tendances à la migration.

Outre, les problèmes de scolarisation de la fille, le contexte éducatif est confronté aux problèmes d'insuffisances d'infrastructures scolaires. Par ailleurs, les acteurs de l'éducation de la zone déplorent le manque de place assise pour les élèves. L'insuffisance d'enseignant n'est pas à négliger dans l'environnement éducatif de la zone. Pour pallier cette situation, les populations ont recours aux enseignants communautaires.

Un autre fait majeur dans le contexte éducatif est le faible taux de fréquentation des enfants peulh selon les données recueillies. Cela s'explique par un déficit d'écoles à proximité des campements peulh. Les acteurs de l'éducation évoquent l'éloignement de nombre de hameaux des écoles.

Il faut signaler que l'observation de la route objet du présent projet à des heures de pointe, montre sa très forte occupation et animation par les élèves soit sur le chemin de l'école venant de la maison, soit venant de l'école sur le chemin de la maison. Cette fréquentation du tronçon pour des besoins utiles se heurte au dégagement de poussière d'une grande envergure au passage de véhicules. Les élèves dans cette condition, inhalent la poussière dans une proportion non négligeable.

La réalisation du présent projet sera une contribution à la motivation des élèves qui peuvent être amené à décrocher pour des raisons de conditions d'accès à l'école difficile et en rapport avec l'Etat de la piste. Les fréquences de lessive pour des élèves qui empruntent régulièrement la piste pour aboutir à l'école seront nettement atténuées.

2.2.6. Approvisionnement en eau potable

Les sources d'approvisionnement en eau dans la zone du projet sont essentiellement les forages, les fontaines et les puits (Photos 15 et 16).



Photo 15: Puits à grand diamètre à Béléfoungou au PK 13 +550 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 16 : Pompe à motricité humaine à Sobourarou au PK 87 +400 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)

D'après les investigations, la commune de Péhunco compte en 2016, 442 forages équipés de pompes à motricité humaine (FPM), 5 Adduction d'Eau Villages (AEV) et 37 bornes fontaines.

Les données de terrain montrent que les arrondissements de Péhunco et de Tobré sont les plus fournis en FPM. En ce qui concerne les AEV, tous les arrondissements sont presque au même niveau. En Matière de bornes fontaine, Péhunco et Gnemasson sont les mieux fournis. En général, les arrondissements de Péhunco et Tobré disposent plus d'ouvrage hydraulique fonctionnels.

A Djougou, l'on compte en 2002, 364 points d'eau avec un taux de pourcentage de 39,% en 2017, le nombre de FPM fonctionnel est de 303, le nombre d'AEV fonctionnel est de 14 et celui des bornes fontaines fonctionnel est de 153. En général, 152 250 habitants sont desservis dans la commune de Djougou. Le nombre d'abonnés à la société de distribution béninoise d'eau SONEB s'élève à 2 005 et est localisé uniquement à Djougou.

La commune de Kérou disposait en 2002 de 69 forages à motricité humaines. En 2017, selon le tableau 20, cette commune dispose désormais de 250 forages à motricité humaine dont 23 sont en panne. Le nombre d'adduction d'eau village s'élève à 8 et celui de Borne fontaine à 37. Le réseau de la Société Nationale des Eaux du Bénin est très embryonnaire dans la commune de Kérou où il est réduit au chef-lieu de Commune uniquement. On dénombre à ce sujet selon les investigations 195 branchements privés fonctionnels.

Tableau 20 : Répartition des ouvrages hydrauliques par arrondissement dans la Commune de Kérou

Arrondissement	FMP				AEV	
	Nombre	En panne	Fonctionnel	Hors parc	Nombre	nombre BF
Brimagnaro	67	07	60	1	01	06
Firou	44	07	37	00	02	08
Kaobagou	05	00	05	00	01	04
Kérou	134	09	125	03	04	19
Commune	250	23	227	04	08	37

Source : BDI/ tableau de bord du C/SEAHA, 2017

Les points d'eau sont en nombre inférieur dans certains arrondissements. Il s'agit par exemple de Djougou I, Djougou II, Djougou III ; Bougou et Bellefougou (Tableau 21) et de Kobagou à Kérou

Tableau 21 : Points d'eau par arrondissement dans la commune de Djougou

Arrondissement	Nombre de FMP fonctionnel	Nombre de d'AEV	Nombre de BF fonctionnel
Baréi	19	0	00
Bariénou	68	03	41
Béléfougou	10	01	10
Bougou	9	01	06
Kololondé	38	03	38
Onklou	46	02	33
Patargo	43	01	08
Pélébina	14	02	10
Sérou	19	00	01
Djougou I	9	01	06
Djougou II	10	00	00
Djougou III	10	00	00
TOTAL	303	14	153

Source : comité technique, diagnostic PDC III, 2017

La Commune de Banikoara pour sa part, dispose comme les autres communes de forages à motricité humaines ainsi que de nombreux puits privés et des prestations de la SONEB qui est limitée à l'arrondissement urbain de Banikoara (Tableau 21). La commune dispose également de neuf (9) retenues d'eau (PDC, 2002).

Tableau 22 : Taux de desserte par arrondissement dans la commune de Banikoara

Arrondissement	Pop 2016	BF	BF_F	BF_A	FPM	FPMf	FPM _p	FPMa _b	PM	Total EPE	Pop desservie 2016	Tx D 2016
Banikoara	34 803	22	22	0	51	42	5	4	14	86	14 344	41,22%
Founougo	53 618	11	10	1	77	67	6	4	10	87	16 630	31,02%
Gomparou	26 000	4	4	0	41	37	3	1	15	49	7 190	27,65%
Goumori	37 889	7	7	0	52	37	9	6	7	51	10 711	28,27%
Kokey	21 203	0	0	0	56	53	1	2	5	53	10 657	50,26%
Kokiborou	12 007	6	6	0	19	17	2	0	5	29	3 912	32,58%
Ounet	23 853	7	7	0	51	45	2	4	9	63	10 936	45,85%
Somperekou	28 963	3	3	0	55	49	4	2	11	63	10 936	37,76%
Soroko	10 346	0	0	0	18	14	3	1	9	14	2 948	28,49%
Toura	24 412	7	7	0	31	27	2	2	12	41	8 328	34,11%
Commune	273 094	67	66	1	451	388	37	26	97	536	96 592	35,37%

Source : PCE au 2017-2021

Les données du tableau 23 montrent que les points d'eau fonctionnels et pérennes recensés dans la commune de Banikoara desservent une population évaluée à 96 592 habitants ce qui correspond à un taux de desserte de 35,37%. Ainsi, les arrondissements de Founougo, de Gomparou, Kokiborou, de Goumori, de Soroko, et de Toura, ont les taux de desserte plus bas que la moyenne communale avec 31,02%, 27,65%, 32,58%, 28,27%, 28,49% et 34,11% respectivement (tableaux 22 et 23).

Tableau 23 : Situation de desserte par arrondissement dans la Commune de Banikoara

N°	Arrondissement	Nombre de Localités	Pop 2016	Taux desserte	Nombre de localités par situation			
					0	1	3	4
1	Banikoara	76	34 803	41,22%	22	38	16	
2	Founougo	145	53 618	31,02%	22	88	34	1
3	Gomparou	101	26 000	27,65%	20	72	9	
4	Goumori	109	37 889	28,27%	17	74	16	2
5	Kokey	75	21 203	50,26%	32	32	11	
6	Kokiborou	31	12 007	32,58%	10	15	6	
7	Ounet	66	23 853	45,85%	22	28	16	
8	Somperekou	104	28 963	37,76%	30	58	16	
9	Soroko	35	10 346	28,49%	6	26	3	
10	Toura	72	24 412	34,11%	13	50	8	1
	Commune	814	273 094	35,37%	194	481	135	4

Source : PCEau

Par contre, les arrondissements de Kokey, de Ounet, de Banikoara centre et de Sompérékou ont respectivement les taux de desserte en eau potable de 50,26%, 46,85%, 41,22% et 37,76%. Seul

l'arrondissement de Banikoara a un taux de desserte légèrement au-dessus de 50%. Dans tous les cas aucun n'a pu atteindre la norme nationale qui est de 70% (tableau 33). Le réseau SONEB est utilisé à un taux de 05,5%. Le réseau SONEB de la commune de Baniokara dispose d'un seul réservoir de stockage renforcé par le forage de Yadikeparou réalisé par le service de l'eau en 2008. En dépit de ce renforcement du réservoir, le stockage de l'eau reste insuffisant pour couvrir la commune ; des efforts sont en cours avec la prospection du forage de Kori Guigui à 05 Km de Arbonga et 14 Km de Banikoara pour compléter le stock. Son débit est de 40 m³. Il dispose d'un château d'une capacité de 60 m³ qui ne tient pas longtemps le relais. Il alimente les chefs-lieux des arrondissements de Banikoara, Gomparou et Sompérékou et assure la distribution de l'eau à 337 abonnés pour 6076 ménages des trois chefs-lieux d'arrondissement. Sur les 337 abonnés 267 sont actifs 70 abonnés sont inactifs ; ils comptent des résiliés et des sinistrés occasionnés par le bitumage de la voie Kandi Banikoara.

Les populations situées aux abords de la voie bénéficient beaucoup plus du réseau de la SONEB que celles qui sont au cœur des localités d'intervention notamment à Sompérékou, Gomparou et les quartiers péri urbains nouvellement lotis de Banikoara centre à cause de l'absence des voies inter-quartiers (PDC III Banikoara). L'extension du réseau étant entravée par l'enclavement des localités, la réalisation du présent projet sera un déclic pour l'approvisionnement des populations en eau de la SONEB.

La couverture en eau potable reste insuffisante et inéquitable ce qui explique le recours aux eaux de puits, de rivière et des retenues d'eau dont la qualité est douteuse.

Les puits non protégés sont remarquables dans la zone du projet ce qui a des incidences sur la santé des populations. Dans ce contexte, la récurrence des diarrhées signalées par les centres de santé dans la zone se justifie.

2.2.7. Transport et communication

Les infrastructures routières dans la zone du projet sont précaires. Les conditions de transport et de communication imposent le choix de moyens de transport efficaces en saison pluvieuse. En cette période le transport des personnes et des marchandises est déterminé par le potentiel financier du marchand. En effet, en période de pluie, et face à l'état dégradé des pistes, le tarif de transport augmente, les moyens de transport deviennent rares. Ainsi le transport est subordonné aux plus offrants. Un enquêté à propos de la route déclare:

« Notre piste est vraiment déplorable. Je ne sais pas comment on peut faire la promotion des activités productives dans la zone si nous n'avons pas de route. Toutes les voitures qui veulent bien utiliser cette piste se retirent après un temps. Les chauffeurs évoquent l'amortissement de leur véhicule, ce qui fait que les propriétaires découragés retirent leur véhicule de la circulation. »

Vous-même, voyez, depuis que vous vous avez pris la piste pour venir chez nous, combien de taxis ou de bus avez-vous rencontrés ? L'état de cette piste nous appauvrit. Et pour dire plus la durée de voyage et son coût ne sont pas de nature à favoriser les échanges commerciaux et la production agricole dans la zone. ».

En période de pluie, les taxis brousses sont suppléés par des taxis motos. Cette situation affecte la bourse des opérateurs économiques dans la zone. Le coût du transport revient excessivement cher avec les taxis motos surtout en dehors des jours du marché.

Ainsi, compte tenu de la dégradation de la route Djougou-Banikoara, les moyens de transport les plus utilisés sont les taxi-moto, vélomoteurs, et les bicyclettes. Il est à noter que certains ouvrages routiers sont dans un état précaire. L'exemple d'un pont situé dans la commune de Péhunco sur l'axe Djougou-Banikoara est cité par la plupart des enquêtés. Selon ces enquêtés, ce pont est dangereux pour les usagers. Dans la nuit, l'appréciation par les chauffeurs du pont est relativement difficile. La situation est plus compliquée en période de pluie. A cette période, l'eau envahit l'ouvrage au point de l'occulter pendant des jours.

Les accidents sont à craindre dans cette zone. Un enquêté à Péhunco témoigne :

« En plus de l'état de la piste, il faut voir l'état des ponts. Vous avez eu à apprécier nos ponts sur le long de la piste. Naturellement, le pont à l'entrée de Péhunco ne vous a pas laissé indifférent. En période de pluie, il n'est pas possible aux véhicules venant de Djougou de parvenir à notre localité et dans les autres. Nos marchés s'appauvrissent dans cette période. Et nous qui pensons être des greniers du Bénin, comment pourrions-nous évacuer nos produits en cette période. Les gros porteurs sont beaucoup à plaindre, avec toute la charge portée, c'est des accidents qu'il faut redouter. Le paysan est malheureux en ces moments. Trouvez nous une solution. ».

En saison pluvieuses, les usagers sont obligés d'effectuer des détours qui leur reviennent plus chers. Les véhicules 4x4 sont les seuls à prétendre défier cette piste de terre jonchée de nid de poule, de ravins couverts de boue par endroit en saison pluvieuse.

Les conditions difficiles de transport en saison pluvieuse compliquent la situation économique de la zone ainsi que les conditions socioéconomiques des habitants, notamment celles des paysans. Le paysan est obligé de beaucoup déboursier pour atteindre le marché, au pire, sa participation au marché devient incertaine. Les véhicules pour avoir défier l'état défectueux de la piste imposent un coût de transport qui se répercute sur le revenu du paysan.

Il est par ailleurs reconnu que l'état de la route crée une pénurie de moyens de transport surtout en période de pluie dans la zone. Dans cette condition, la surcharge dans les quelques rares voitures (Photo 17) et sur les motos obligée de charger à la fois trois (3) à quatre (4) personnes sont les meilleures solutions pour atteindre les objectifs les plus urgents.



Photo 17 Vue de quelques rares véhicules de transport en commun largement surchargés (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)

En outre, la population estime qu'il est difficile d'atteindre ou de revenir du marché dans un état de propreté, car en saison des pluies, les voitures éclaboussent de la boue et de l'eau stagnante sur les passants.

L'absence de marché dans certaines localités et la faible animation au lieu où ils existent sont imputées à l'état de la piste. Selon, certains enquêtés dans la zone, les marchés locaux connaîtraient une meilleure affluence si la piste connaissait une amélioration. Selon les mêmes sources, certaines localités sur le tronçon enregistreront des marchés intéressants et animés si la piste venait être bitumée.

Aujourd'hui, avec la promotion de la culture du coton dans la zone, la route objet du présent projet revêt une importance particulière. Cette route est désormais un partenaire indispensable sur lequel il faut compter pour la réussite de la politique de production du coton insufflée au Bénin. Elle est réputée être la route du coton, mais elle connaît davantage de sollicitation ces derniers temps avec le déploiement des gros porteurs chargés d'évacuer le coton des champs vers les usines d'égrenage situées plus loin.

Il est reconnu dans la zone que l'évacuation des malades vers les centres de santé plus indiqués constitue une difficulté majeure. Le temps mis et les secousses accentuent le cas des patients. Le contexte actuel du transport et des rapports économiques sur l'axe Djougou-Banikoara sera nettement amélioré avec la réalisation du présent projet.

Sur le plan de la communication, le réseau de téléphonie mobile ne couvre pas totalement toutes les localités de la zone. On dénombre cependant plusieurs opérateurs de téléphonie mobile dans les zones couvertes, notamment MOOV et MTN, Libercom et Glo. MTN et Moov couvrent généralement les chefs-lieux d'arrondissement des communes et quelques grosses agglomérations. Les localités enclavées et difficiles d'accès sont les parents pauvres de la communication téléphonique. Cependant, Libercom et Glo couvrent les arrondissements de Djougou I, II, III uniquement dans la Commune de Djougou.

L'abonnement à ces services de communication reste subordonné au revenu. Ainsi, selon les investigations, l'effectif des abonnées décroît au fur et à mesure qu'on s'éloigne des zones urbaines à cause des exigences de ces services. D'abord, il faut que la localité soit couverte, ensuite posséder un téléphone portable, puis s'abonner et créditer son compte régulièrement. La satisfaction à toutes ces conditions est remarquable chez des personnes nantis, du moins, chez ceux dont les revenus sont certains.

En dehors de la téléphonie mobile, les Communes disposent des services de Poste et Télécommunication qui restent dysfonctionnels. Chaque Commune dispose d'une radio communautaire qui sert de réseau de communication efficace dans la zone. Elles sont mises à contribution pour des publicités, sensibilisation, éducation, information, communiqués etc. c'est un canal par excellence de communication des Communes. Les différentes communes sont également couvertes par des radios de localités proches. Ainsi, à Pehunco, on note l'accessibilité de la Toukossari FM de Kouandé, la Radio du Bénin, Solidarité FM de Djougou, FM Nonsina de Bembèrèkè. Les différentes localités ont également accès aux chaînes de Canal+ celle gratuite installée sur satellites.

L'amélioration de l'axe routier Djougou Pehunco-Banikoara sera également un atout pour le déploiement et le renforcement des services des postes et télécommunication. Certainement, cette amélioration permettra une meilleure couverture du réseau de téléphonie mobile.

2.2.8. Situation socio-économique des habitants de la zone du projet

La situation socioéconomique des populations de la zone du projet n'est pas reluisante. En effet, la répartition géographique de la pauvreté démontre que tous les départements traversés par le projet dans les milieux ruraux présentent des niveaux de pauvreté au-dessus de la moyenne. Selon le document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013. Le diagnostic de la pauvreté réalisé dans le cadre de l'enquête Quibb laisse apparaître le caractère plus rural du phénomène, qui touche 59 % des ménages en milieu rural contre 14,3% en milieu urbain. Les populations de l'Atacora et de l'Alibori, au nord, principales productrices de coton, apparaissent comme les plus affectées par le phénomène de pauvreté (Tableau 24). Au plan national, quelle que soit la forme de la pauvreté, plus de 35,21% des personnes sont pauvres en milieux rural contre moins de 30% en milieu urbain. Par ailleurs, dans les milieux urbains, le département de l'Atakora figure parmi les départements les plus touchés par le phénomène.

Tableau 24 : Incidences des différentes formes de pauvreté suivant les départements

Département	2007		2009	
	PM	PNM	PM	PNM
Alibori	0.43	0.46	0.35	0.33
Atacora	0.33	0.65	0.36	0.69
Atlantique	0.36	0.31	0.37	0.24
Borgou	0.39	0.46	0.28	0.32
Collines	0.31	0.29	0.44	0.17
Couffo	0.35	0.49	0.46	0.42
Donga	0.34	0.39	0.31	0.21
Littoral	0.26	0.17	0.23	0.13
Mono	0.27	0.49	0.46	0.45
Oueme	0.25	0.28	0.24	0.19
Plateau	0.35	0.44	0.33	0.28
Zou	0.32	0.43	0.41	0.32
National	0.32	0.40	0.35	0.31

Source : Stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté, (SCRP, 2011-2015)

En 2007, l'Alibori figurait parmi les départements les plus pauvres du Bénin. Sur le plan de la pauvreté non monétaire, l'Atacora est le plus touché avec 69% de la population en 2009 (SCRP 2011-2015). En général, en 2009, le département de la Donga présentait une meilleure situation de pauvreté monétaire, suivie de l'Alibori et de l'Atacora avec une incidence respective de 0,31%, 0,35% et 0,36% (.SCRP, id).

Selon les tendances de pauvreté au Bénin étudiées par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE) et le PNUD en 2015, sur le plan géographique, on peut classer les départements en quatre groupes selon leur comportement permanent ou transitoire par rapport au phénomène de pauvreté. Sur le plan monétaire, les départements de l'Ouémé et du Littoral affichent de façon permanente des indices de pauvreté faible. A l'opposé, les départements à indices de pauvreté très élevés depuis 2009 sont les départements du Zou, des Collines, du Mono et du Couffo. Les départements de l'Atlantique, de l'Atacora et de la Donga constituent le troisième groupe et peuvent être considérés comme ceux affichant des indices de pauvreté monétaire moyennement élevés. Le reste des départements (Borgou, Plateau) sont ceux présentant des indices moyennement faibles avec une tendance généralement à la hausse.

Dans la sphère non monétaire, les départements de l'Ouémé et du Littoral restent toujours moins pauvres avec des tendances différentes : évolution à la hausse dans le Littoral et à la baisse dans l'Ouémé. A l'opposé, les départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Mono et du Couffo, malgré leur tendance baissière, sont les départements les plus pauvres. Les autres départements présentent des indices moyennement élevés ou faibles (Tableau 25 et 26).

Tableau 25 : Tendance de la pauvreté monétaire selon le département

Département	2007				2009			
	Incidence de la pauvreté monétaire (P0) en (%)	Profondeur de la pauvreté monétaire (P1)	Sévérité de la pauvreté monétaire (P2)	Ecart de pauvreté monétaire (P1/P0) (en % du seuil de pauvreté)	Incidence de la pauvreté monétaire (P0) en (%)	Profondeur de la pauvreté monétaire (P1)	Sévérité de la pauvreté monétaire (P2)	Ecart de pauvreté monétaire (P1/P0) (en % du seuil de pauvreté)
Alibori	43,30	0,136	0,059	31,47	35,73	0,111	0,050	31,10
Atacora	33,16	0,077	0,028	23,29	36,05	0,107	0,046	29,79
Atlantique	36,38	0,113	0,050	31,17	36,93	0,111	0,048	30,01
Borgou	39,23	0,136	0,065	34,73	28,92	0,095	0,045	32,96
Collines	31,17	0,077	0,031	24,59	44,16	0,142	0,064	32,16
Couffo	35,38	0,090	0,034	25,53	46,47	0,136	0,055	29,37
Donga	33,62	0,100	0,043	29,79	31,27	0,088	0,037	28,29
Littoral	26,24	0,080	0,038	30,32	23,92	0,059	0,022	24,81
Mono	27,56	0,077	0,033	27,9	46,47	0,143	0,059	30,83
Ouémé	25,33	0,076	0,036	30,18	24,27	0,057	0,020	23,62
Plateau	35,23	0,089	0,032	25,21	32,69	0,088	0,037	26,88
Zou	32,68	0,078	0,028	23,97	41,24	0,128	0,057	31,11
Total	33,26	0,095	0,040	28,54	35,21	0,104	0,045	29,66

INSAE et PNUD, 2015

Tableau 26 : Tendence de la pauvreté monétaire selon le département (suite)

Département	2011				2015			
	Incidence de la pauvreté monétaire (P0) en (%)	Profondeur de la pauvreté monétaire (P1)	Sévérité de la pauvreté monétaire (P2)	Ecart de pauvreté monétaire (P1/P0) (en % du seuil de pauvreté)	Incidence de la pauvreté monétaire (P0) en (%)	Profondeur de la pauvreté monétaire (P1)	Sévérité de la pauvreté monétaire (P2)	Ecart de pauvreté monétaire (P1/P0) (en % du seuil de pauvreté)
Alibori	36,29	0,0925	0,0334	25,48	39,88	0,1983	0,1275	49,72
Atacora	39,74	0,0958	0,0336	24,12	42,33	0,2157	0,1374	50,95
Atlantique	39,01	0,1146	0,0477	29,37	41,34	0,1309	0,0634	31,67
Borgou	31,46	0,0791	0,0277	25,16	38,63	0,2263	0,1649	58,58
Collines	46,07	0,1218	0,0465	26,45	47,20	0,1988	0,1229	42,12
Couffo	46,58	0,1331	0,0561	28,58	49,31	0,2342	0,1537	47,50
Donga	36,64	0,0954	0,0341	26,04	42,48	0,2224	0,1500	52,36
Littoral	25,88	0,0719	0,0307	27,77	25,73	0,0970	0,0523	37,68
Mono	43,53	0,1126	0,0417	25,87	46,83	0,1967	0,1174	42,00
Ouémé	25,43	0,0610	0,0229	24,00	27,55	0,1193	0,0720	43,30
Plateau	36,01	0,1078	0,0472	29,93	37,27	0,1445	0,0855	38,78
Zou	41,49	0,1260	0,0540	30,37	42,80	0,2047	0,1328	47,83
Total	36,19	0,0981	0,0388	27,11	40,08	0,1826	0,1154	45,55

INSAE et PNUD, 2015

L'analyse de toutes les données sur la pauvreté au Bénin montre que les départements traversés par le projet ne figurent pas dans les meilleures satisfactions en matière de réduction de la pauvreté. La responsabilité de l'Etat de la piste Djougou-Banikoara dans la promotion de la pauvreté dans les départements de l'Atakora, l'Alibori et la Donga n'est pas à exclure. Le bitumage de cette piste sera un atout important pour de réels bonds dans le sens de l'amélioration de la qualité de vie et le classement sur le plan national de ces départements.

2.2.9. Rapports genre et situation de la femme dans la société.

Le Bénin à l'instar des autres pays africains s'est engagé sur le chemin de la promotion de la femme et de l'amélioration des rapports genre. En effet, La Constitution du Bénin, en son article 26, affirme de manière générale le principe de l'égalité entre l'homme et la femme et la protection due par l'État à la mère et à l'enfant. Elle proclame en son article 6 l'égalité des nationaux béninois des deux sexes. Le Bénin a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée dans le cadre de l'ONU et qui établit le cadre juridique international d'égalité de droits.

Tous les rapports conviennent d'un fossé significatif entre hommes et femmes du point de vue de l'égalité de chances et de la prise de décisions dans toutes les sphères de la vie : privée, politique, professionnelle et institutionnelle. Elles montrent des inégalités flagrantes liées aux relations hommes/femmes dans l'accès aux services, aux bénéfices du développement et à la citoyenneté, et ce dans tous les domaines (SCR, op.cit.). Cette inégalité est liée à la culture locale et à la religion. Dans la zone du projet et fondamentalement dans la zone rurale. En effet, l'accès de la femme à la terre est une réalité dans la zone, cependant, la femme ne peut s'en approprier.

Les arguments évoqués sont notamment le fait qu'elle est appelée à quitter sa famille au profit d'une autre pour raison de mariage. Ainsi, l'héritage des patrimoines de ses parents lui est refusé. La conséquence de

cette situation est l'accès difficile des femmes au crédit car elles ne disposent pas d'éléments de garanties (parcelles) exigées par les institutions de micro finance (IMF). Les prêts des femmes sont localisés pour la plupart au niveau des groupements. Les hommes ont en général la main mise sur les outils de production ainsi qu'à la terre malgré l'adoption et la vulgarisation du code des personnes et de la famille.

On note une implication progressive des femmes dans les affaires publiques avec leur élection dans l'équipe dirigeante des communes. Avant les dernières élections municipales, Kérou enregistra une maire de sexe féminin. On notait également une première adjointe du maire à Péhunco. Au renouvellement des dirigeants locaux dans la zone du projet, les femmes jouent les deuxièmes rôles après le Maire. A Djougou, comme à Banikoara, le conseil municipal actuel ne compte aucune femme. Cette situation, est une entrave à la défense et à la promotion des intérêts des femmes dans la prise de décision en rapport avec les actions de développement de la communauté.

Au niveau de l'éducation de la fille, les pesanteurs socioculturelles ne sont pas un atout. En effet, dans les sociétés de la zone, la femme est considérée comme un être « sans famille fixe » car si dans sa famille elle ne participe pas aux activités créatrices de richesses, dans sa famille d'alliance, elle ne participe pas aux activités de cultes parce que ne partageant pas les mêmes ancêtres et les divinités de cette famille. De même, la naissance d'une fille est vécue comme « la chute d'un pan de la clôture de la concession ». Dans ce contexte, les choix sont opérés pour la scolarisation des enfants en cas de difficultés financières. Le choix est souvent porté sur le garçon. Cette situation est de plus en plus atténuée par la campagne « toutes les filles à l'école » et la gratuité de l'éducation au primaire et au secondaire. C'est pourquoi l'on peut remarquer de nos jours des efforts de réduction du fossé en matière de scolarisation de la fille et du garçon au Bénin en général. Entre 1992 et 2002, l'inégalité filles/garçons du TBS a été réduite de 19,4 %, soit un rythme moyen de 1,94 % par an; on comptait 60 filles scolarisées pour 100 garçons en 1992, contre 80 filles pour 100 garçons en 2002 (SCRIP, op.cit.). Dans la commune de Péhunco par exemple, le fossé entre homme et femme en matière de scolarisation s'est rétréci significativement (Tableau 27).

Tableau 27 : Etat de scolarisation des filles et des garçons dans les arrondissements dans la commune de Péhunco

Caractéristiques	Localités	Gnémasson	Péhunco	Tobré	Total commune
	Sexe				
Effectifs des élèves dans la maternelle	Filles	00	76	32	108
	Garçon	00	82	29	111
	Total	00	158	61	219
Effectifs des élèves dans le primaire	Filles	920	2823	1491	5341
	Garçons	986	2752	1625	5487
	Total	1906	5575	3116	10828

Source : CS Péhunco/2008

Le taux d'achèvement était de 79,9% pour les garçons contre 74,9% pour les filles en 2008 selon le PDC 3 Péhunco. Le taux d'achèvement entre 2013-2014 est de 50,51% pour les garçons et 44,70% pour les filles (PDC III Banikoara). A Djougou, la tendance est respectée, entre 2016-2017 on note 27.132 filles sur 58986 écoliers du niveau primaire soit 45,9% de filles. A Kérou, la tendance est renversée, on note 76,30% des garçons scolarisés contre 91,5% de filles. Cette tendance n'est point maintenue dans le temps, car le taux d'achèvement est de 70% pour les garçons et 60% pour les filles (tableau 28).

Tableau 28 : Taux de promotion par année d'étude selon le genre à Kérou (public et privé)

Communes/sexe	Promotion					
	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
Kérou						
Masculin	71,2%	75,86%	72,92%	69,67%	69,67%	70,52%
Féminin	75,86%	74,83%	79,97%	67,43%	68,21%	51,41%
Total	73,52%	75,33%	76,57%	66,68%	68,91%	60,63%

Source : Annuaire statistique MEM, 2013

Selon la SCRP (op.cit.), la résistance des atteintes graves aux droits des femmes est avérée après un constat de l'Unicef-Bénin. Ainsi, on remarque qu'un nombre important de filles sont encore victimes de violences communautaires (excision, infanticide, mariage précoce et forcé, pratiques traditionnelles...). Ces pratiques sont plus présentes dans le nord du Bénin. D'ailleurs, la déperdition scolaire des filles dans la zone s'expliquent selon les acteurs locaux aux grossesses non désirées, les mariages précoces, et les débouchés dans les travaux domestiques.

Sur le plan économique, les femmes sont plus représentées dans le commerce et l'artisanat notamment la transformation des produits agricoles et de cueillette. Les branches d'activités de l'artisanat où elles sont plus représentées sont notamment le tissage, la couture, la coiffure, la fabrication du manioc en « gari », la fabrication du beurre de karité, du fromage. Dans ce secteur, les hommes sont également les obstacles à l'autonomisation économique de la femme, car, l'incapacité des hommes à prendre en charge de façon significative les charges des ménages entraîne une décharge du revenu des femmes dans ces charges.

2.2.10. Personnes vulnérables

Les groupes sociaux défavorisés récepteurs d'impacts identifiés se composent des élèves, des enfants, des femmes enceintes, des sans-emplois. Ils sont vulnérables face au projet pour cause de leur position sociale, rôle, conditions sociales et de leurs activités. Si le projet apporte à l'ensemble des avantages, il crée des pertes de situations et expose à divers risques

Au niveau des élèves, il n'existe pas de système local de transport des élèves dont certains se déplacent au moyen de vélo qui sont utilisés de façon irrégulière sur une route non bitumées et d'accès limité. Des élèves de milieux défavorisés se rendent, seuls ou sur pression de leurs tuteurs, sur des chantiers de construction pour se faire employer comme ouvriers.

Pour les enfants la route, objet du projet d'aménagement fait partie des circuits de passage des trafics d'enfants vers des zones d'accueil au Nigeria.

En ce qui concerne les femmes enceintes, elles accouchent chez des prestataires traditionnels dans leur milieu de résidence surtout en milieu rural ou dans les services de santé, selon les possibilités de circulation et de transport que permettent l'état des voies routières et les moyens de transport disponibles en cas de besoin.

Au niveau des sans-emplois dans la zone du projet, personnel local du projet et ouvrier sur les chantiers un (01) sur quatre (04) jeunes (25%) n'est ni en éducation, ni en emploi. Le taux de chômage chez les hommes est de 12,3% et chez les jeunes femmes est de 6,5%. Le chômage global est de 9,1% (ETVA 2012/INSAE).

2.2.11. Acteurs de développement

Plusieurs acteurs de développement sont remarquables dans la zone. Il s'agit principalement des ONG, des institutions de micro finance. On peut citer notamment des partenaires en développement du Bénin qui apportent également leur contribution au développement des communes et de ses différentes unités administratives à travers l'exécution des projets. A Péhunco par exemple, on peut remarquer l'appui des partenaires suivants dans le Développement de la commune : PRODECOM, le PNDCC, le PADEAR, le PACEA, le PACOMA, la ProCeGRN etc.

La société civile également apporte sa contribution au développement des communes et de ses démembrements. Il s'agit notamment des associations de producteurs, des regroupements de femmes transformatrices de produits agricoles, l'association des artisans, les groupements des femmes dans l'agriculture. A Péhunco, on distingue notamment l'Association des femmes du Marché Central de Péhunco, l'Association des artisans. Au niveau des arrondissements on peut identifier les Groupements des femmes transformatrices de manioc de Doh, les Groupements des femmes de Tobré dans le maraîchage, les semences améliorées, le maïs. Les villages ne sont pas du reste, on y rencontre des Groupements Villageois, les associations des producteurs, les groupements des femmes potières de Gountia. A kérou, on distingue l'Association des femmes et L'Association des Jeunes pour le Développement (AJD) ainsi que les coopératives communales des producteurs de Coton.

Il est évident que le bitumage de l'axe routier Djougou-Banikoara sera un atout important pour les activités de ces regroupements et la pérennité de ces différentes entités.

2.2.12. Contexte socio-économique

L'activité agricole occupe la plupart des ménages dans la zone du projet.

2.2.12.1. Agriculture

La production agricole occupe l'essentiel des ménages dans la zone. On y trouve essentiellement des cultures de rente telles que le coton et la culture des céréales (maïs, sorgho, mil, riz) (Tableaux 36, 37 et 38), tubercules (Igbame, patate douce, manioc) et légumineuses (soja, niébé, goussi, voandzou), etc. (Photos 18 à 23). La culture des produits tropicaux constitue également une source de revenus pour les populations de la zone. A ce sujet, les noix d'anacarde, de néré et de karité sont récoltés sous forme de cueillette dans la zone. La culture de la canne à sucre est une préoccupation non négligeable du paysan de la zone. Il y est pratiqué aussi le maraichage en contre saison.

La zone du projet est réputée dans la culture de coton, celle-ci occupe une part importante dans l'agenda agricole du paysan de la zone, notamment à Banikoara (Tableau 29).

Tableau 29: Production (en tonne) des principales cultures de la commune de Péhunco

Cultures Années	Coton		Maïs		Riz		Sorgho	
	Superficie (en ha)	Production (tonne)	Superficie (en ha)	Production (tonne)	Superficie (en ha)	Production (tonne)	Superficie (en ha)	Production (tonne)
2003	8 644	10 484	173	199	178	340	178	160
2004	8 446	12 247	144	187	178	391	209	167
2005	2 604	3 765	227	260	219	484	271	217
2006	8 202	8 290	7 153	10 014	272	524	280	230
2007	8 500	10 170	6 068	9 660	392	784	7 153	10 014
Total	36 396	4 4956	13 765	20 320	1 239	2 523	8 091	10 788

Source : Rapports des campagnes agricoles, CeCPA 2014



Photo 18: Vue d'un champ de sorgho après récolte au PK 74 +400 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 19: Vue d'un champ de manioc au PK 3 +200 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 20 : Vue d'un champ d'igname en préparation de buttage au PK 7 +700 (Photo de terrain, AGEIM Février 2014)



Photo 21 : Culture maraichère au PK 147 +300 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 22 : Vue d'un champ coton après récolte au PK 66 +000 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 23 : Vue d'un tas de coton récolté à Bouérou au PK 61 + 600, attendant d'être évacué (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)

Pour la campagne 2010-2011, Péhunco a enregistré 82 570 tonnes de céréales, 64 279 tonnes de tubercules, 6 319 tonnes de légumineuses, 2304 tonnes de produits de maraichage et 25 tonnes de cultures de rente (Tableau 30).

Tableau 30 : Production agricole dans la commune de Péhunco (2011-2012)

Spéculations	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	Sup (ha)	Prod (tonne)	Sup (ha)	Prod (tonne)	Sup (ha)	Prod (tonne)	Sup (ha)	Prod (tonne)	Sup (ha)	Prod (tonne)
Canne à sucre	6	15 571	5	15 500	4,5	14 600	5	13 210	5	7000
Arachide	586	1 069	1 720	1 062	524,75	983	447,25	1 302	728	565
Tabac	28	811	1	836	30,25	723	21	652	36	500
Coton	5 850	6 020	13 264	11 274	12 022	9 906	7 643	7 111	11 115	10 837
Total Culture Industrielle	6470	23471	14990	28 672	12 581,5	26 212	8 116,25	22 275	11 884	18 902
Mais local	1 318	1 904	1 154,5	1 915	883,3	1 850	1 139	1 620	1 072	1 500
Mais amélioré	7 350	2 221	9 401	2 334	12 947	2 340	13 876	2 500	15 506	2 400
Sorgho	2 977	1 247	3 292	1 247	1 506,25	1 250	3 300,25	1 310	3 875	727,5
Mil	1 311	989	2 798	990	3 167,75	892	366,25	1 021	400	850
Riz	1 230	2 657	2 440	2 658	353,5	2 821	1 314,75	2 580	1 300	2 900
Total céréales	14 186	9 018	19 085,5	9144	18 858	9153	19 996,25	9 031	22 153	8 377,5
Manioc	1 311	17 827	325	17 642	1 321	19 254	1718,5	18 560	1 693	28 000
Pomme de terre	7	108 997	12	186 000	0	0,00	0	0,00	1,21	8 470
Igname	2 977	14 074	2 710	14 074	5 017,25	15 860	5 511,25	16 210	6 155	24 500
Patate douce	32	9 549	28	9 548	52,75	11 420	39,75	10 530	43	4 050
Total racines et tubercules	4 327	150 447	3 075	227 264	6 391	46 534	7 269,5	45 300	7892,21	65 020
Voandzou	6	822	3,5	822	7	878	7,5	915	7	685
Soja	709	1280	820	1280	901,5	1 790	1 386,75	1 724	1 892	800
Total légumineuses	715	2102	823,5	2102	908,5	2 668	1 394,25	2 639	1 899	1 485
Goussi /Sésame	34	742	46	744	70,5	815	55,25	868	57	560
Légume	36	929	47	929	17,75	1082	16,5	1 120	41	1 200
Gombo	62	4 839	34,5	4831	36	4125	35,5	3 981	45	3 981
Piment	30	770	29,25	770	12,25	863	15,75	783	70	655
Tomate	37	8 832	22,5	8811	18,5	9631	18,5	8 961	12	6 750
Oignon	2	11 000	12	11 000	4	12 580	5	15 880	6	10 775
Total maraichers	201	27 112	191,25	27 085	159	29 096	146,5	31 593	231	23 921

Source : SCDA Péhunco 2016

L'analyse de l'évolution des productions dans la commune de Péhunco (tableau 30) montre une dynamique significative aussi bien dans le rendement que dans les surfaces cultivées de 2007 à nos jours. La production d'igname connaît une hausse relative aussi bien de la surface cultivée que du rendement. Au niveau du coton, le résultat n'est pas continu car, si la surface cultivée à augmenter entre 2012-2014 ainsi que la production, elle connaît une baisse de forme entre 2014 et 2015 au profit du maïs amélioré (7111 tonnes) pour remonter entre 2014-2015 à 11115 hectares cultivés pour 10837 tonnes de coton récoltes. Il ressort également que les superficies emblavées sont croissantes de 2011 à 2015 suivis d'un rendement constant. La chute des superficies emblavées en 2015 est remarquable après une hausse observée en 2014 de la production du riz dans la commune de Péhunco. Les rendements ont par contre flambés de façon spectaculaire dans la période 2011 à 2015. De même, l'analyse du tableau 35 montre une priorité du coton comme la culture la plus organisée.

Dans la commune de Djougou, on constate entre 2012-2013 une forte production de maïs, suivi du Sorgho, du riz et du petit mil. On constate une augmentation des superficies emblavées du maïs tandis que le riz et le Sorgho conservent une presque constante superficie emblavée avec une légère diminution du

Sorgho ; le riz connaît une variation constante comprise entre 2500 et 2800 ha sur la période sur la même période. Les emblavures pour la production du petit mil diminuent sur la même période (SCDA Djougou, 2017) en matière de tubercule, la production d'igname est supérieure aux autres spéculations entre 2012 et 2015, elle reprendra pour atteindre 7090ha en 2016. Le coton est la première culture industrielle de la commune de Djougou. L'arachide est désignée comme la deuxième culture après le coton avec une croissance soutenue des superficies emblavées (SCDA Djougou 2017).

Dans la commune de Kérou, les données recueillies montrent que la production céréalière est en tête notamment la culture du maïs suivie de la production des racines et tubercules et des cultures de rente. La campagne 2014-2015 a été remarquable en ce sens que les cultures de rente ont pris l'ascendance sur la production des racines et tubercules renversant la tendance habituelle. La même campagne donne 80.000 tonnes de maïs. Les investigations montrent également que la superficie allouée au coton est largement supérieure aux autres cultures d'exportation. Le rapport du rendement et des superficies emblavées dans le cadre de la culture du coton montre que le rendement n'a point dépassé 900kg à l'hectare ce qui n'est pas un satisfecit (SCDA Kérou, 2016).

La culture extensive, itinérante et sur brûlis est la technique la plus rependue dans la zone avec l'usage des outils traditionnels tels la daba, la houe. La culture attelée est désormais associées à la houe. Elle prend désormais une ampleur considérable dans l'agriculture de cette zone.

L'analyse du tableau 31 montre que la production du coton à Banikoara connaît une croissance remarquable. Le maïs pour sa part connaît une amélioration de 30%. Cependant, toutes les autres spéculations connaissent une amélioration significative en 2011 avant de subir une légère diminution notamment au niveau des tubercules et légumineuses. Le maraichage pour sa part connaît aussi une amélioration grâce aux différents appuis d'ONG et association dans le domaine.

Tableau 31 : Evolution des spéculations dans la Commune de Banikoara

SPECULATIONS (tonnes)	Campagne agricole				
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Coton	31 114	44 250	62 142,64	89702,005	90734,890
Total coton	31 114	44 250	62 142,64	89702,005	90734,890
Maïs	36 044	56 871	56 377	52771	34194
Sorgho	25 472	17 400	21 777,3	22920	22432
Mil	785	483	404	303,1	225
Riz	12 595	6 288	8 816,25	10 308,75	12 514
Total céréales	74 896	81 042	87 374,55	86 302,85	69 365
Manioc	2 392	2 849	1 704	1728	3 015
Igname	9 134	2 112	1 008	964	1 536
Patate douce	2 731	143	306	288	878
Total tubercules	14 257	5 104	3 018	2980	5429
Niébé/haricot	2 944	3 739	2 260	2 534	2 495
Arachide	5 387	2 124	3 050	3720	4 457
Voandzou	571	178	1 089	1 058,4	276
Soja	1 212	1 193	2 248	1 330,48	2 016
Total légumineuse	10 114	7 234	8 647	8 642,88	9 244
Gombo	1 091	460	202	184,8	264
Piment	354	517	159,5	134,4	178
Tomate	510	320	280,8	174,8	750
Total maraîchage	1 955	1 297	642,3	494	1 192

Source : SCDA

Le système de commercialisation de ces spéculations n'est pas organisé comme celui du coton. L'inefficacité des organisations et l'état de la piste font que les paysans sont contraints de brader leurs productions. Les vendeurs en général et les paysans en particulier ne peuvent refuser le prix des acheteurs quoi que très désavantageux, au risque de ne pas trouver de preneurs. Les principaux marchés d'écoulement sont Djougou, Natitingou, Parakou et Cotonou. Les marchés des différentes communes permettent de collecter les différents produits pour les convoier vers les centres urbains.

Parmi les handicaps de l'agriculture, on note principalement le faible niveau de maîtrise de l'eau, le faible niveau d'organisation des filières en chaînes de valeur, le faible niveau de mécanisation agricole, le manque d'intrants spécifiques et à temps, le déficit de mains d'œuvre, à l'absence de crédit agricole compatible, les mauvaises pratiques agricoles, la pauvreté des sols par endroit, au faible niveau de transformation des produits agricoles, l'insuffisance de débouchés, les aléas climatiques et les dégradations des voies de communication qui entravent l'acheminement des produits agricoles vers les marchés locaux.

Le statut de grenier du Bénin de la zone du projet est un justificatif pour la réalisation du bitumage du tronçon Djougou-Banikoara. Sans doute, la réalisation de ce projet accroîtra la production agricole du fait du foisonnement au Bénin d'acquéreurs. Ce projet est également opportun en ce sens que les marchés en mal d'animation auront l'occasion d'être sollicités par des acquéreurs de produits agricoles. La réalisation du projet sera une opportunité également de revitalisation des cultures traditionnelles dont les influences sont adoucies par la promotion des cultures de rente dans la zone.

2.2.12.2. Production animale

L'élevage se pratique dans la zone de façon traditionnelle. Les animaux sont en divagation dans la zone. Les espèces les plus importantes élevées sont les bovins, les caprins, les ovins (Photos 24 et 25) et les volailles. L'élevage des bovins est assuré essentiellement par les peulh sédentaires et les transhumants. Les peulh sédentaire sont en effectif réduit et disposent d'un cheptel réduit. Les transhumants pour leur part disposent du plus gros cheptel de la zone (Photos 26 et 27). Ces transhumants sont essentiellement basés dans le nord du Bénin notamment dans la zone du projet et viennent également des pays limitrophes en saison sèche.



Photo 24 Ovins en divagation à Béléfougou au PK 14 +200 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 25 : Caprins en divagation à Tébou au PK 28 +300 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 26: Bovins en transhumance au PK 29 +200 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 27 : Ovins de race sahélienne en transhumance au PK 50 +500 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)

L'activité de production est une activité associée à l'agriculture. Elle est une importante source de revenu après l'agriculture. La production est à la fois destinée à la consommation et à la commercialisation. L'élevage est dominé par le gros bétail confronté à l'insuffisance des points d'eau et de pâturage. Si l'élevage de bovin est une spécialité des peulhs, les autres catégories d'élevage sont pratiquées par tous les ménages. L'élevage constitue pour les ménages un moyen de faire face à des dépenses urgentes, l'amortissement de la période de soudure et aux frais de scolarité des enfants ainsi que les frais de soins.

Les statistiques du tableau 32 montrent un accroissement de l'effectif de la volaille locale et des bovins dans la Commune de Djougou.

Tableau 32 : Effectifs des différentes espèces animales de 2014 à 2017 dans la commune de Djougou

Espèces animales	Année 2014	Années 2017	Croissance
Bovins	26 100	40 200	54%
Ovins	20 490	23 400	14%
Caprins	23 630	26 700	13%
Porcins	3 060	3 400	11%
Volaille locale	84 200	213 000	153%

CeRPA Atacora/Donga (2017)

Le tableau 32 indique que l'effectif de la volaille locale a connu un bond quantitatif passant de 84 200 têtes en 2014 à 213 000 têtes en 2017, soit une croissance de 153%. Au cours de la même période, l'effectif des bovins a connu une croissance de 54% passant de 26100 têtes à 40 200 têtes. Les effectifs des ovins et des porcins ont connu les plus faibles accroissements respectivement 14%, 13% et 11%. Dans la commune de Djougou c'est la troisième activité après l'agriculture et le commerce.

La commune de Péhunco offre les mêmes tendances que la commune de Djougou. Effect, les volailles et le Bovins sont en tête des effectifs de la production animale (tableau 33).

Tableau 33 : Production animale de la commune de Péhunco

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Chiens	Chats	Lapins
Effectif	43 000	26 000	27 000	600	47 200	2 800	800	240

Source : SCDA Péhunco 2016

La commune de Kérou connaît pour sa part une croissance remarquable des effectifs des ovins, caprins, lapins et volailles (Tableau 34).

Tableau 34 : Effectif du cheptel à Kérou de 2011 à 2016

Catégorie	Effectif					Taux de croissance des deux dernières années
	2012	2013	2014	2015	2016	
Bovins	73 500	75 000	73 800	72 900	75 200	3%
Ovins	32 550	32 550	32 550	32 550	105 000	223%
Caprins	42 525	42 525	42 525	42 525	110 000	159%
Porcins	13 125	13 125	13 125	13 125	15 150	15%
Equins	15	10	10	10	10	0 %
Assins	110	110	110	110	120	9%
Lapins	20	25	168	381	750	97%
Volailles	47 250	47 250	47 250	47 250	91 100	93%
Total	209 095	210 595	209 538	208 851	397 330	90%

Source : SCDA Kérou 2017

L'élevage en général à Kérou connaît un accroissement de 90% de la campagne 2014-2015 à la campagne 2015-2016.

On note que la Commune de Banikoara occupe le premier rang dans l'élevage de bovins, caprins, ovins, et de volailles au nord Bénin. Elle occupe le second rang dans l'élevage de porcins (tableau 35).

Tableau 35 : Statistiques d'élevage dans la commune de Banikoara de 2009 à 2013

Espèces	2009	2010	2011	2012	2013	TCAM ²	Rang dans le Borgou et l'Alibori en 2012
Bovins	204 000	209 300	214 510	216 800	218 800	1,77%	1^{ère}
Caprins	42 000	42 400	43 300	44 200	46 000	2,30%	1^{ère}
Ovins	52 000	53 500	54 730	55 900	56 900	2,28%	1^{ère}
Porcins	2 100	2 200	2 300	2 400	2 500	4,45%	2^{ème}
Poules	460 000	465 000	480 090	494 500	550 000	4,57%	1^{ère}
TOTAL	760 100	772 400	794 930	813 800	874 200		

Source: PCDA Banikoara et calculs de l'équipe technique

La lecture du tableau 40 indique que qu'en 2012 la Commune de Banikoara détenait la tête du cheptel dans le nord Bénin. L'aviculture et l'élevage du porc enregistrent un fort taux de croissance annuel moyen justifiant l'importance de ces activités dans le tissu économique de la Commune. Cependant, les

² Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM)

effectifs sont demeurés constants de 2012 à 2016 à l'exception de celui des volailles qui enregistre un accroissement significatif.

Le secteur de Péhunco dispose de quelques postes d'élevage à savoir : Péhunco-centre, Tobré et Gnémasson. Les postes de Kérou sont notamment, Kérou-centre, Brignamaro et Firou.

L'encadrement technique des éleveurs porte sur les soins aux bêtes. Dans la zone, il existe des centres vétérinaires et des pharmacies privées qui viennent en complément aux agents de l'état indiqué dans les soins aux bêtes. On dénombre en ce qui concerne le secteur Kérou, trois services vétérinaires privés (Kérou-centre, Brimagnaro et Firou) et deux pharmacies vétérinaires (Kérou-centre et Brignamaro). Malgré cette présence de technicien en soin animal, les investigations révèlent que les effectifs de ces techniciens sont insuffisants ce qui occasionne des pertes importants dans le cheptel de la zone.

Les retenues d'eaux à vocation pastorale ainsi que les cours d'eau présentent dans la zone sont des atouts importants pour les éleveurs. Ces sources d'eau sont insuffisantes et manquent d'entretien. Pour les populations de la zone, l'intégration de la construction des points d'eau pour le cheptel le long du tronçon objet du présent projet sera une contribution remarquable à l'économie rurale.

Le renforcement de l'appui des institutions de micro finance de la zone aux éleveurs permettra d'améliorer le cheptel et de recruter de nouveaux éleveurs afin d'accroître la production. Vu qu'il existe dans la zone et plus particulièrement dans les chefs-lieux de commune des marchés à bétail, la réalisation du projet facilitera l'écoulement des produits issus de l'élevage. Le bitumage de l'axe Djougou-Banikoara sera un intéressement aux nouveaux éleveurs de la zone et à l'accroissement par chaque éleveur de son cheptel. Ce sera également une grande opportunité économique permettant d'exporter le cheptel vers les pays voisins et accroître le revenu des éleveurs. De ce point de vue ce secteur sera un facteur de dynamique de l'économie locale et de l'emploi des jeunes.

2.2.12.3. Pêche

La pêche constitue une activité marginale dans la zone du projet. Néanmoins, elle s'exerce dans les eaux des rivières Alibori, Pendjari et Mékrou où elle est pratiquée par des maliens, nigériens et des burkinabè. Cette activité est essentiellement traditionnelle. La pêche est également pratiquée dans les retenues d'eau. Il y est également pratiqué la pisciculture dans les étangs piscicoles. Le fait que les retenues d'eau habitent des caïmans décourage la pratique de l'activité. La commune de Kérou dispose de huit (8) retenues d'eau publiques (Ouinira, Brignamaro, Pikiré, Fêtékou, Kérou centre, Yakimotoko, Ouoré et Batinnin) et une retenue d'eau privée appartenant à la mission catholique de Kérou. Les retenues d'eau de Yakimotoko et Batinnin sont empoissonnées. La situation des ressources halieutiques dans la commune de Banikoara est présentée dans le tableau 36.

Tableau 36 : Ressource halieutiques dans la commune de Banikoara

Activités \ Période	2013	2014	2015
Aquaculture	5 250	6 600	6 800
Pêche	9 000	10 400	11 700
Total	14 250	17 000	18 500

Source : SCDA Banikoara

Les espèces élevées en matière de pisciculture sont le tilapia et clarias dans la zone du projet.

2.2.13. **Etat de la sécurité routière dans la zone du projet**

Sur le plan sécuritaire, la situation est marquée par beaucoup d'accidents de circulation notamment des motocyclistes, particulièrement les taxi-motos sur diverses routes. Les statistiques fournies par le Centre National de Sécurité Routière montrent la situation dans les différentes communes au cours de l'année 2010 dans le tableau 37.

Tableau 37 : Accidents et victimes par commune en 2010

Communes	Accidents	Véhicules	Tués	Blessés graves	Blessés légers
Djougou	26	44	8	6	28
Péhunco	7	11	7	10	2
Kérou	6	6	3	2	1
Banikoara	15	26	6	12	10

Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

Ces accidents sont souvent dus à l'excès de vitesse, l'inattention, le non-respect du code de la route, la consommation d'alcool aux autres spiritueux et de drogue. L'excès de vitesse est souvent pratiqué sur les routes en bon état et sur des tronçons en ligne droite entraînant ainsi des accidents graves et mortels. En effet, en 2010, sur 4863 accidents de circulation enregistrés, 3 320 sont survenus sur des routes goudronnées en bon état impliquant 6 425 véhicules sur 9 297 faisant 546 morts sur 760, 1 488 blessés graves sur 2 108 et 1 557 blessés légers sur 2 244 (tableau 38).

Tableau 38 : Accidents et victimes selon l'état de la chaussée en 2010 (Plan national)

Etat de la chaussée	Accidents	Véhicules impliqués	Tués	Blessés graves	Blessés légers
Non codé	5	8	1	1	2
Goudron bon état	3320	6425	546	1488	1557
Goudron mauvais état	331	629	61	167	159
Pavés	717	1405	31	246	260
Route en chantier	47	80	13	27	16
Latérite bon état	166	286	40	84	92
Latérite mauvais état	138	230	49	57	105
Autre	139	234	19	38	53
TOTAL	4863	9297	760	2108	2244

Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

Toujours en 2010, sur les 4 863 accidents, les plus mortels (418), les plus graves non mortels (860), les corporels légers, les accidents matériels (1 331), ce sont déroulés sur les goudronné en bon état (Tableau 39).

En termes de profil, sur 4 863 accidents survenus en 2010, 4 545 se sont passés sur des sections de route plates et ont impliqué 8 741 véhicules sur 9 297 faisant 658 morts sur 760, 1 916 blessés graves sur 2 108 et 2 069 blessés légers sur 2 244 (Tableau 40 et 41).

Tableau 39 : Degré de gravité des accidents selon l'état de la chaussée en 2010 sur le plan national

Etat de la chaussée	Accidents mortels	Graves non mortels	Corporels légers	Accidents matériels	Total
Non codé	1	1	1	2	5
Goudron bon état	418	860	711	1331	3320
Goudron mauvais état	46	101	61	123	331
Pavés	26	190	171	330	717
Route en chantier	12	14	7	14	47
Latérite bon état	37	43	35	51	166
Latérite mauvais état	42	28	24	44	138
Autre	19	27	18	75	139
TOTAL	601	1264	1028	1970	4863

Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

Tableau 40 : Accidents et victimes selon le profil de la route en 2010 (Plan national)

Etat de la chaussée	Accidents	Véhicules impliqués	Tués	Blessés graves	Blessés légers
Non codé	13	25	5	10	10
Plat	4545	8741	658	1916	2069
Pente	244	435	78	149	135
Bas de côté	34	57	11	21	13
Sommet de côte	27	39	8	12	17
TOTAL	4863	9297	760	2108	2244

Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

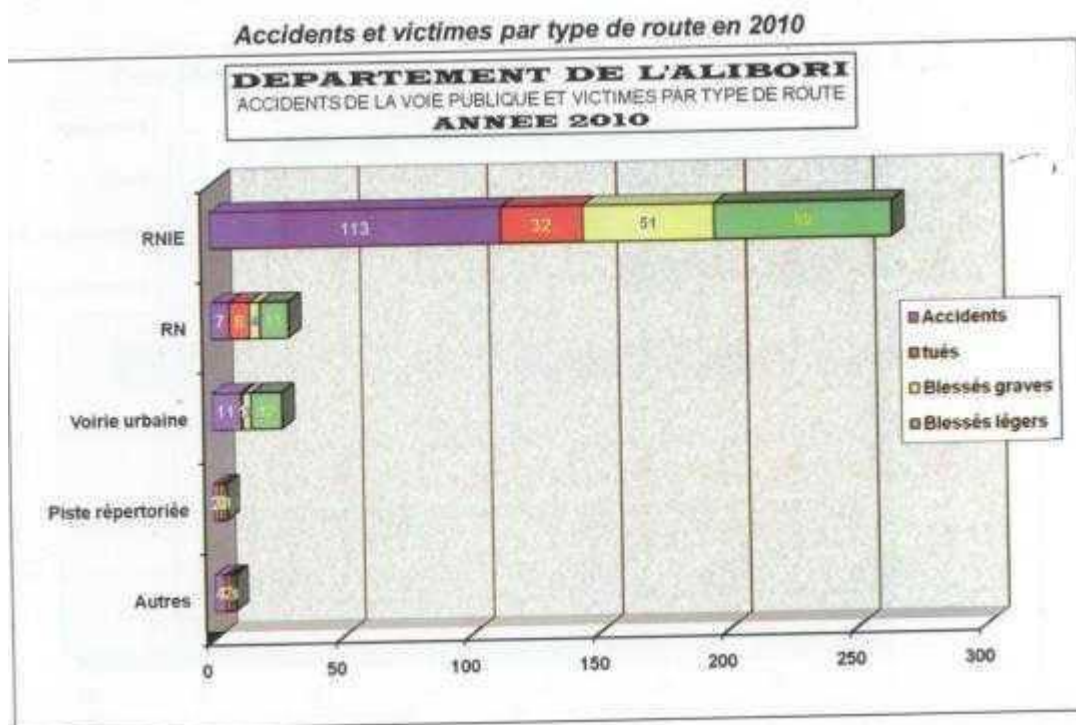
Tableau 41 : Degré de gravité des accidents selon le profil de la route en 2010 (Plan national)

Etat de la chaussée	Accidents mortels	Graves non mortels	Corporels légers	Accidents matériels	Total
Non codé	2	7	3	1	13
Plat	533	1176	969	1867	4545
Pente	53	63	44	84	244
Bas de côté	7	12	5	10	34
Sommet de côte	6	6	7	8	27
TOTAL	601	1264	1028	1970	4863

Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

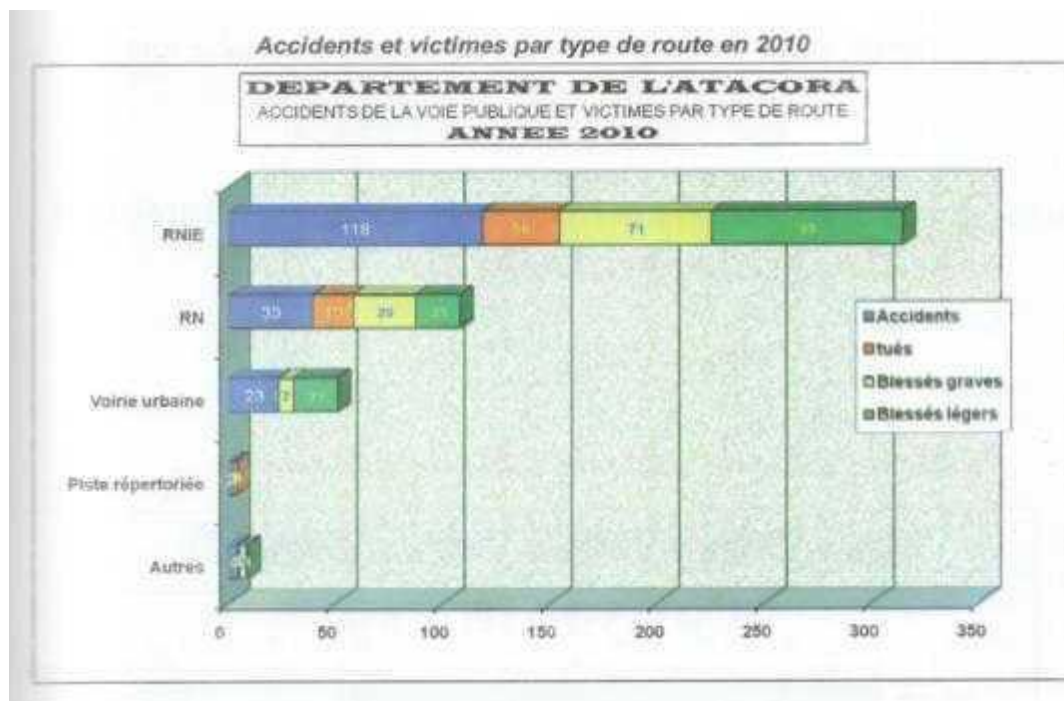
Il faut souligner que les routes goudronnées en bon état étant pour la plupart des RNIE, les accidents de circulations les plus graves et les plus meurtriers surviennent sur ces routes. Les figures 2 et 3 les chiffres des accidents survenus en 2010 par type de route.

Figure 2 : Accidents de la voie publique et victimes par type de route dans le département de l'Alibori



Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

Figure 3 : Accidents de la voie publique et victimes par type de route dans le département de l'Atakora



Source : Annuaire statistique des accidents de la voie publique, Centre National de Sécurité routière, 2010

3. IMPACTS POTENTIELS ET RISQUES LIES AU PROJET

3.1. IMPACTS POSITIFS

- Création des liens sociaux au sein des populations ;
- Renforcement de l'autorité administrative et coutumière dans la vie sociale ;
- Création d'emplois temporaires ;
- Gain de revenu sur la location d'habitations et d'équipements ;
- Praticabilité de la route en toutes saisons ;
- Fluidité de la circulation ;
- Développement temporaire des activités génératrices de revenus ;
- Diminution du coût d'entretien des véhicules ;
- Développement du transport ;
- Amélioration des activités de transport pour les taxis-autos et les taxis-motos ;
- Création de nouveaux emplois ;
- Valorisation de l'habitation et des équipements ;
- Valeur ajoutée sur le foncier aux abords de la route ;
- Accroissement des opportunités d'affaires des commerçants ;
- Développement des activités économiques ;
- Assainissement aux abords de la route ;
- Meilleure protection des bâtiments grâce au drainage des eaux ;
- Amélioration de la qualité visuelle des localités traversées par la route ;
- Développement de la zone du projet.

3.2. IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS

3.2.1. Perturbation des populations riveraines

Ceux sont environ 1 415 personnes qui seront directement affectées par le projet en phases préparatoire et de construction (Tableau 42). En effet, les travaux occasionneront des ruptures de communication, à savoir la perturbation de l'accès à leurs domiciles et aux activités en raison de la proximité immédiate avec l'emprise directe du projet. Ceci entraînera le déplacement involontaire de certaines personnes.

Enfin, pour la majorité des riverains, la perturbation du fonctionnement normal des équipements riverains de la route, l'exposition aux nuisances sonores et à la pollution atmosphérique ainsi qu'aux risques d'accidents dus aux travaux, constituent les atteintes négatives significatives pendant la phase de réalisation du projet.

Tableau 42 : Nombre de personne affectées par le projet

Localités	Nombre de Personnes affectées	Nombre de personne menant une activité génératrice de revenu
Djougou	127	63
Bellefoungou	27	13
Kolokondé	51	29
Tébou	9	3
Kpébouko	19	12
Nassou	15	5
Bouégrou	9	9
Bouérou Bakrarou	20	9
Vanbélékou	20	5
Péhunco	230	181
Sayakrou	11	3
Gnémasson	91	61
Bonigourou	12	7
Koungarou	21	9
Kossou Ouinra	33	22
Bérékessou	29	13
Brignamaro	48	26
Bougarou	7	2
Kongourou	31	10
Kérou	292	154
Gantodo	26	5
Gamboré	8	
Woré	35	15
Boukoubourou	22	6
Amanki-Tinhoré	5	2
Gbassa	53	33
Goumori	63	40
Toura	40	17
Banikoara	61	49
TOTAL	1 415	803

Source : Tavaux de terrain, AGEIM, 2017

3.2.2. Destruction d'habitations, de terrains, d'équipements et perturbation du cadre de vie de la population

En ce qui concerne les infrastructures, sur la bande 30 mètres constituant l'emprise juridique de la route à aménager, 2 899 infrastructures affectées par le projet ont été recensées pour être réinstallées. Il s'agit de 542 hangars, 81 baraques en bois, 42 baraques en bac acier, 4 terrasses en dur dallée, 185 terrasses en dur tôle, 53 terrasses non couvertes, 111 maisons en dur tôle, 930 maisons en banco tôle, 21 maisons en dur inachevées, 14 maisons en banco inachevées, 1 pompe, 2 enseignes, 5 maisons en dur dallées, 2 fondations, 182 maisons en semi-dur, 3 maisons en R+1, 2 tombes, 3 forages, 22 bornes fontaines, 16 puits à diamètre moyen, 1 fosse septique, 2 puits à grand diamètre, 40 clôtures, 635 terrains non bâtis.

Les tableaux 43 et 44 présentent les infrastructures affectées et leur nombre par localité. Les photos 28 à 43 donnent une idée sur les types d'infrastructures affectées (Voir détail des images à l'annexe 4). La liste des personnes affectées et leurs biens sont présentés à l'annexe 6.

Il ressort de ce qui précède que le projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara entraînera donc en termes d'affectation des infrastructures, sur le plan social, divers impacts négatifs indirects qui se présentent comme suit :

- une perte d'habitations,
- une perturbation dans le fonctionnement de nombreuses petites unités commerciales et de petits métiers,
- une suspension momentanée des activités et une perte de revenus,
- une perturbation dans la scolarisation des enfants,
- une perturbation dans l'approvisionnement en eau potable.

Au niveau des quartiers traversés par les sections de voies à réhabiliter, les mouvements des engins et les travaux de compactage pourraient provoquer la fissuration des murs de certains bâtiments, notamment des habitations les plus proches.

3.2.3. Perturbation des activités économiques et pertes de revenus et d'emplois

Les personnes affectées dans l'emprise de la route ont pour principales activités économiques, le commerce, les services, l'artisanat, les activités maraîchères et le transport. De ce fait, ces activités seront perturbées dans leur fonctionnement pendant la phase de réalisation du projet.

Les phases préparatoire et de construction affecteront particulièrement 803 personnes menant des activités génératrices de revenu. La liste des personnes dont les activités économiques seront perturbées est présentée à l'annexe 7. Leurs activités seront arrêtées et/ou délocalisées ; ce qui constituera une importante perte en matière d'emplois, de chiffres d'affaires et de revenus directs générés.

Tableau 43: Type et nombre d'infrastructures affectées par localité

N°	Localités Infrastructure	DJOUGOU	BELEFOUNGOU	KOLOKONDE	TEBOU	KPEBOUKO	NASSOU	BOUEGROU	BOUEROU BAKRAROU	VANBELEKOU	PEHUNCO	SAYAKROU	GNEMASSON	BONIGOUROU	KOUNGAROU
1	Hangar	42	4	26	4	6	2	4	2	5	126	8	44	3	5
2	Baraque	2	0	2	0	1	0	0	2	0	30	0	5	1	0
3	Baraque en bac acier	5	0	3	0	0	0	1	0	0	14	0	0	0	0
4	Terrasse en dur dallée	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
5	Terrasse en dur tôle	7	5	7	0	1	3	1	0	0	31	1	11	2	0
6	Terrasse non couverte	16	0	4	0	0	1	0	0	0	9	0	0	0	0
7	Maison en dur tôle	33	4	6	0	0	0	0	0	0	23	0	0	0	1
8	Maison en banco tôle	93	26	37	6	18	12	3	12	11	44	9	66	14	23
9	Maison en dur inachevée	5	0	0	0	1	0	0	1	1	2	0	0	0	0
10	Maison en banco inachevée	1	2	1	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	1
11	Pompe	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	Enseigne	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Maison en dur dallée	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
14	Fondation	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Maison en semi-dur	17	0	3	3	4	2	4	3	6	33	3	6	0	4
16	Maison en R+1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
17	Tombe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
18	Forage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
19	Borne fontaine	7	1	0	0	0	0	0	2	2	1	0	3	0	0
20	Puits à diamètre moyenne	7	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
21	Fosse septique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Puits à grand diamètre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Clôture	5	1	2	0	0	0	0	0	0	9	0	1	0	0
24	Terrain	54	21	13	6	11	6	2	10	10	52	8	25	2	19
TOTAL		301	65	104	19	42	27	16	33	35	380	30	161	22	53

Source : Travaux de terrain

Tableau 44: Type et nombre d'infrastructures affectées par localité (suite)

N°	Localités Infrastructure	KOSSOU OUINRA	BEREKESOU	BRIGNAMARO	BOUGAROU	KONGOUROU	KEROU	GANTODO	GAMBORE	WORE	BOUKOU BOUROU	AMANKI- TINHORE	GBASSA	GOUMORI	TOURA	BANIKOARA	Total
1	Hangar	21	8	20	0	4	96	4	1	11	4	1	30	25	8	28	542
2	Baraque	0	0	3	1	1	18	1	0	3	0	1	2	4	0	4	81
3	Baraque en bac acier	0	0	0	0	0	12	0	0	0	0	0	0	3	1	3	42
4	Terrasse en dur dallée	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
5	Terrasse en dur tôle	5	1	4	1	6	53	0	1	3	1	1	5	19	3	13	185
6	Terrasse non couverte	0	0	1	0	0	14	0	0	0	0	0	1	0	5	2	53
7	Maison en dur tôle	0	0	1	0	0	24	1	0	0	0	0	0	5	4	9	111
8	Maison en banco tôle	23	34	34	4	21	209	37	4	33	24	2	43	24	41	23	930
9	Maison en dur inachevée	0	1	1	2	1	2	0	0	0	0	0	0	1	2	1	21
10	Maison en banco inachevée	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	1	14
11	Pompe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
12	Enseigne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
13	Maison en dur dallée	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
14	Fondation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2
15	Maison en semi-dur	1	2	10	0	10	32	3	3	3	2	2	3	12	0	11	182
16	Maison en R+1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
17	Tombe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
18	Forage	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3
19	Borne fontaine	0	0	0	0	2	3	0	0	0	0	0	0	1	0	0	22
20	Puits à diamètre moyenne	0	0	0	0	2	1	0	0	1	1	0	0	0	2	0	16
21	Fosse septique	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
22	Puits à grand diamètre	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
23	Clôture	0	0	1	0	1	5	0	0	0	2	0	1	4	7	1	40
24	Terrain	17	18	28	2	23	147	25	6	22	18	4	32	20	25	9	635
TOTAL		67	65	106	10	71	624	71	15	77	52	11	117	119	101	105	2899

Source : Travaux de terrain



Photo 28 : Hangar à Toura (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 29 : Baraque à Péhunco (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 30 : Maison à étage R+1 à Péhunco (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 31 : Maison en adobe à Gnémasson (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 33 : Maison en dur tôle à Kérou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 32 : Maison en dur inachevée à Banikoara (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 34 : Maison en adobe inachevée à Kossou Ouinra (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 35 : Terrasse en dur dallée affectée à Djougou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 36: Terrasse en dur tôle à Gbassa (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 37: Baraque en bac acier à Djougou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 38 : Terrain non bâti à Djougou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 39: Tombe dans une habitation à Péhunco (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 40: Borne fontaine dans le marché central de Djougou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 41: Puits ordinaire à Péhunco (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 42: Enseigne d'EPP à Djougou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)



Photo 43: Forage à motricité Humaine à Kérou (Photo de terrain, AGEIM, février 2014)

3.2.4. Occupation du foncier

L'emprise de la route prévue pour la réalisation du projet est estimée à 30 mètres. Le régime foncier actuel de ces terres est aussi bien du domaine public que du domaine privé.

Il s'agit des propriétaires des terrains dont les habitations et les terrains ont été affectés dans les différentes localités.

L'ouverture de nouvelles zones d'emprunt et les zones de dépôt de matériaux issus des démolitions, des décapages, des gravats et des terres de mauvaise tenue affecteront les réserves foncières de certains propriétaires terriens. Les différentes localités traversées par la route ne disposant pas de décharges pour recevoir ce type de déchets, leur déversement sur des terrains privés pourrait être source de conflit ou de contestation.

3.2.5. Perturbation de la circulation

Les travaux de réhabilitation de la route provoqueront une perturbation de la circulation des véhicules et des piétons dans le cadre du projet. Pendant cette phase, le trafic sera fortement ralenti et reporté sur les voies de déviation à identifier et à aménager avant leur mise en service.

3.3. RISQUES LIES AU PROJET

3.3.1. Risques d'accidents de circulation

Le transport des matériaux de construction (sable, gravier, ciment, fer à béton, etc.) sur le chantier et le mouvement des véhicules et des engins vont augmenter le trafic sur les itinéraires qu'emprunteront lesdits véhicules. A cela, il faut ajouter le stationnement des engins le long de la route et le manque de courtoisie et le non-respect des règles élémentaires du Code de la route. Tout cela pourrait être une source d'accident de circulation.

3.3.2. Risque d'accidents du travail du personnel sur les chantiers

Les activités sur le chantier ainsi que l'utilisation des engins et divers outils pourront provoquer des accidents du travail à l'endroit des travailleurs. Il s'agit entre autres, de blessures physiques par le trébuchement des coupures d'objets tranchants et des entorses liées aux chutes de plain-pied, des chocs avec les engins de chantier.

3.3.3. Risque d'accidents de trajet pour le personnel sur les chantiers

Les travailleurs sur les chantiers, notamment le personnel et les ouvriers qui ne sont pas logés dans les bases-vie peuvent être victimes d'accidents du trajet en venant au travail les matins ou en rentrant à leur domiciles en fin journée de travail.

3.3.4. Risque de propagation et de contamination par les IST-SIDA/SIDA

LE projet de réhabilitation de la route facilitera la circulation des biens et des personnes et créera des emplois induits le long de la route et surtout engendrera des mouvements importants dans les autres agglomérations traversées, notamment Djougou, Kérou, Péhunco et Banikoara. Cette concentration humaine est une situation qui favorise la propagation des IST-VIH/SIDA à travers les brassages et des rapports sexuels non protégés. La présence du personnel de l'entreprise (personnel qualifié, ouvriers, manœuvres) ainsi que d'autres personnes à la recherche d'emploi sur le chantier aura également un impact négatif sur le comportement sexuel de la population surtout les jeunes filles qui constituent le groupe le plus vulnérable.

3.4. MESURES D'ATTENUATION DES IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS DU PROJET

Les principales mesures d'atténuation des impacts négatifs peuvent se résumer comme suit:

3.4.1. Elaboration d'un plan de compensation selon les principes de base suivants

Le plan de compensation devra être élaboré selon les principes de base suivants :

- les personnes affectées par le projet (PAPs) devraient participer à l'établissement des compensations;
- les compensations devraient couvrir les pertes de revenus ou offrir de nouvelles sources de revenu équivalentes;
- les pertes des PAPs devraient être reconnues indépendamment du statut d'occupation de la personne à réinstaller (qu'il soit propriétaire ou simple occupant du foncier);
- les PAPs devraient être compensées pour les pertes de biens et actifs (impenses) à leur valeur de remplacement (bâtiments, arbres fruitiers ou d'ombrage, etc.);
- les compensations devraient prendre en considération les frais de déménagement, lorsque applicables ;
- les PAPs les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes du 3ème âge doivent être assistées dans le processus de déplacement et de réinstallation;
- les autorités locales devraient être impliquées dans la supervision du programme de compensation.

3.4.2. Planification du processus de compensation de la manière suivante

- identification des PAPs (propriétaires et occupants) par recensement, par le nom et la photo du responsable, pour des fins de compensation ;
- prise de la déclaration d'utilité publique des travaux et démarrage de l'enquête de *commodo et incommodo* ;
- établissement de la grille d'évaluation des compensations ;
- estimation des biens, actifs et pertes de revenu des PAPs ;
- divulgation et consultation des critères et des principes d'indemnisation ;
- information des PAPs, de la gestion des plaintes et conflits.

3.4.3. Mise en œuvre du PAR de la manière suivante

- élaboration et mise en œuvre du PAR avant le début des travaux;
- développement du PAR en consultant les PAPs afin de prendre en considération leurs attentes et de déterminer les meilleures façons de les satisfaire;
- assistance aux personnes vulnérables réinstallées, sur une période déterminée;
- Implication des élus locaux et des autorités coutumières dans la procédure de réinstallation, afin de faciliter la transition et de prévenir les conflits entre les PAPs.

3.5. MESURES DE PREVENTION DES RISQUES DU PROJET SUR LE MILIEU HUMAIN

Les principales de prévention des risques peuvent se résumer comme suit :

3.5.1. Mesures préventives contre les risques d'accidents de circulation

- Mettre en place et entretenir régulièrement des déviations
- Mettre en place des panneaux de signalisation temporaire ;
- Sensibiliser les ouvriers et les populations riveraines sur la prévention routière ;
- Baliser les limites des aires de travail à proximité des infrastructures existantes ;
- Réglementer la circulation (limitation de vitesse) dans les traversées d'agglomérations et de quartiers ;
- S'assurer quotidiennement du bon état de fonctionnement du système de freinage des véhicules, engins de chantier ;
- Tenir régulièrement des réunions sur la sécurité du chantier ;
- Insister sur la vigilance des conducteurs d'engins et de camions.

3.5.2. Mesures préventives contre les risques d'accidents du travail

- Contracter une police assurance tout risque, couvrant les travailleurs sur les chantiers ;
- Signaler les zones de danger par des balises ;
- Mettre en place un comité de sécurité ;
- Faire des réunions hebdomadaires sur la sécurité au chantier ;
- Doter les ouvriers d'équipements de protection individuelle adaptés ;
- Exiger le port effectif des équipements de protection ;
- Sensibiliser régulièrement les ouvriers et le personnel sur le respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail ;
- Appliquer les règles d'hygiène et de sécurité au travail ;
- Mettre des panneaux de signalisation temporaire ;
- Prévoir un poste de secours pour les premiers soins.

3.5.3. Risque d'accidents de trajet pour le personnel sur les chantiers

- Sensibiliser les travailleurs sur les accidents de trajet ;
- Insister sur la vigilance des travailleurs au moment de la sortie des chantiers et sur leur trajet allant de la maison aux chantiers et vis-versa ;
- Ne pas faire des détours en quittant la maison pour les chantiers ou à en retournant à la maison à fin de la journée de chantier ;
- Avertir son supérieur hiérarchique lorsqu'on doit faire des détours involontaires.

3.5.4. Mesures préventives contre les risques de contamination et de propagation des IST-VIH/SIDA

- Faire des sensibilisations de masse des ouvriers et des populations des localités et des quartiers concernés par le projet sur les IST-VIH-SIDA tous les trois mois ;
- Distribuer les préservatifs lors des sensibilisations de masse ;
- Distribuer des préservatifs aux ouvriers et employés de l'entreprise ;
- Suivre les risques de contamination par les IST-VIH/SIDA à travers des dépistages volontaires des ouvriers et employés de l'entreprise ainsi que de la population ;
- Former dans la population des pairs éducateurs volontaires en matière d'IST-VIH/SIDA pour la sensibilisation de porte à porte.

4. RESPONSABILITE ORGANISATIONNELLE

4.1. STRUCTURES DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

La responsabilité organisationnelle de la mise en œuvre du plan de réinstallation devra être assurée par le promoteur, notamment la Direction Générale des Travaux Publics à travers le Service des Etudes Environnementales et Sociales (SEES). Le SEES devra travailler en collaboration avec la Commission d'Indemnisation dans le respect des textes en vigueur.

4.2. PROCESSUS D'INDEMNISATION

Le processus d'indemnisation définit les principales étapes à suivre pour indemniser les personnes affectées de façon juste et équitable. Il comporte huit étapes clés qui sont toutes importantes pour le succès de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Même si les personnes affectées comprennent l'importance du projet pour l'avenir de leur pays, son acceptation dépendra en grande partie du processus d'indemnisation et des compensations offertes.

Les étapes clés du processus sont les suivantes :

1. Divulgateion et consultations relatives aux critères d'éligibilité et aux principes d'indemnisation;
2. Estimation des pertes individuelles et collectives;
3. Négociation avec les PAPs des compensations accordées;
4. Conclusion d'ententes ou tentative de médiation;
5. Paiement des indemnités;
6. Suivi du déplacement et de la réinstallation ;
7. Appui aux personnes affectées;
8. Règlement des litiges.

Afin que chaque PAP puisse suivre l'évolution des diverses étapes de réinstallation qu'il devra entreprendre et que le programme de suivi du projet puisse suivre l'avancement des étapes pour chaque PAP, une fiche décrivant les étapes à suivre avant d'être définitivement réinstallée pourra être remise à chaque PAP. Ces fiches pourront indiquer, par exemple, le montant négocié des indemnités, le paiement desdites indemnités, et le moment où chaque PAP pourra prendre possession des compensations qui lui auront été offertes en nature sur le site d'accueil, telles que le paiement des indemnités, etc. Cette fiche sera construite de telle sorte à comprendre des parties détachables qui pourront être remises aux diverses parties selon l'avancement des étapes.

4.3. DIVULGATION ET CONSULTATION RELATIVES AUX CRITERES ET AUX PRINCIPES D'INDEMNISATION

Cette première étape consiste à faire connaître aux PAPs les critères d'éligibilité adoptés ainsi que les principes d'indemnisation qui guideront l'estimation des pertes. En consultant les PAPs dès le début sur les principes fondamentaux qui seront à la base de toutes les décisions en matière de compensation, il est possible de réduire considérablement les litiges futurs. L'établissement d'un large consensus sur les hypothèses de base, lorsqu'elles sont jugées justes et équitables, facilite l'acceptation des indemnités estimées à partir de ces hypothèses.

4.4. ESTIMATION DES PERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

En se basant sur les principes d'indemnisation développés en consultation avec les personnes affectées, la Commission de mise en œuvre du PAR procédera à l'évaluation des pertes individuelles et collectives. Les principes d'indemnisation devra favoriser le choix aux personnes affectées l'option d'indemnisation en espèces et en nature.

4.5. NEGOCIATION AVEC LES PAPS DES COMPENSATIONS ACCORDEES

Cette étape consiste à présenter aux PAPs, sur une base individuelle, les résultats de l'estimation des pertes les concernant et de déterminer d'un commun accord si l'indemnité est acceptable. La divulgation de l'estimation doit être accompagnée d'une présentation des hypothèses de calcul afin que les personnes affectées puissent évaluer le bien-fondé de la compensation offerte.

Le PAR recommande que les PAPs soient informées des options qui leur sont offertes. Dans le cas où les personnes affectées jugeraient qu'aucune des options offertes n'est satisfaisante, elles devront être informées des recours à leur disposition.

4.6. CONCLUSION D'ENTENTE OU TENTATIVE DE MEDIATION

S'il y a accord suite aux négociations avec les PAPs, la Commission de mise en œuvre du PAR signera un certificat d'entente d'indemnisation avec chaque personne concernée. Une copie dudit certificat sera conservée par les deux parties.

Dans la perspective où il serait impossible d'arriver à un accord, les négociations se poursuivront devant un médiateur accepté par les deux parties. Ce médiateur est à rechercher au sein de la structure sociale traditionnelle. Il peut s'agir du chef de quartier, de village, d'un notable ou d'un chef de terre ou d'un chef religieux.

La recommandation du médiateur ne sera pas exécutoire, mais représentera la dernière option avant qu'un litige ne soit officiellement enregistré. Les questions litigieuses devront alors être référées au processus légal de règlement des litiges.

4.7. PAIEMENT DES INDEMNITES

Lorsqu'une entente d'indemnisation est conclue, la Commission de mise en œuvre du PAR procède au versement des indemnités. Toute indemnité devra être versée avant que la personne affectée ne perde possession des biens visés par l'entente ou qu'elle ait à déménager.

Les indemnités en espèces, qui devraient être l'exception, seront déposées dans des comptes bancaires personnels au nom de chaque bénéficiaire recensé. Ces comptes peuvent être ouverts dans des caisses d'épargne ou des banques. Ainsi chaque homme et chaque femme recensé comme étant propriétaire de biens ou d'avoirs recevra sa propre compensation via son propre compte bancaire. Les PAPs n'ayant pas de compte bancaire personnel seront assistées par la Commission de mise œuvre du PAR pour en ouvrir un dans une banque ou une caisse locale.

Les versements en argent comptant seront faits de manière graduelle si possible, puisque les compensations versées de manière séquentielle assurent une pérennité des entrées de fonds. Les PAPs signeront la fiche de suivi du PAP reconnaissant avoir été indemnisées selon l'entente établie.

4.8. APPUI AUX PERSONNES AFFECTEES

Le processus de compensation est un processus formel qui sera totalement nouveau pour les personnes affectées. Ainsi, afin que les PAPs puissent se familiariser avec le processus avant et pendant sa mise en œuvre, le plan d'action de réinstallation prévoit une campagne d'information pour vulgariser les étapes du processus et faire connaître aux PAPs leurs droits à l'intérieur de ce processus. Cette campagne mettra à contribution un consultant local possédant de l'expérience en communication sociale.

Comme le paiement d'indemnités en espèces risque de créer des difficultés de gestion pour certains PAPs, une campagne de sensibilisation portant spécifiquement sur la gestion de fonds sera organisée afin de s'assurer que les PAPs utilisent correctement l'argent reçu. De plus, un suivi sera mis en place pour évaluer si les indemnités sont gérées adéquatement afin d'apporter des correctifs aux modes de paiement si requis.

Finalement, il faut rappeler que les personnes affectées ayant été identifiées comme vulnérables pourront bénéficier en priorité de l'appui décrit précédemment. Elles feront l'objet d'une attention particulière, non seulement au plan de l'information, mais aussi de l'accompagnement financier.

5. PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE ET CONSULTATIONS PUBLIQUES

5.1. CONSULTATIONS MENEES

Des consultations publiques d'information et de concertation ont été tenues et animées par le consultant dans les différentes communes concernées par le projet du 11 au 14 décembre 2017 et ensuite du 2 au 3 mars 2018 et avec les commerçants et commerçantes des marchés de Djougou Gnemasson et Koussou Ouinra qui sont particulièrement affectés par le projet (Photos 44 à 47).



Photo 44: Consultation du public à Djougou, le 11 décembre 2017 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 45: Consultation du public à Péhunco, le 12 décembre 2017 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 46: Consultation du public à Kérou, le 14 décembre 2017 (Photo de terrain, AGEIM décembre 2017)



Photo 47 : Consultation de public à Banikoara, le 14 décembre 2017
(Photo de terrain, AGEIM février 2014)

Au niveau des marchés de Djougou, Gnemasson et Koussou Ouinra, des questions de réinstallation et de libération de l'emprise de la route ont été discutées avec les commerçants et les commerçantes (Photos 48 et 50)



Photo 48: Consultation des commerçants et commerçantes à Djougou, le 2 mars 2017 (Photo de terrain, AGEIM Mars 2017)



Photo 49: Consultation des commerçants et commerçantes de Gnémasson, le 3 mars 2018 (Photo de terrain, AGEIM Mars 2017)



Photo 50: Consultation des commerçants et commerçantes de Koussou Ouinra, le 3 mars 2018 (Photo de terrain, AGEIM Mars 2018)

Les consultations publiques ont eu lieu à travers des rencontres directes avec les riverains. Ces rencontres ont été menées avec l'ensemble des parties prenantes en vue d'évaluer l'acceptabilité sociale du projet à travers leurs perceptions et préoccupations vis-à-vis dudit projet, ainsi que leur acceptation de l'évaluation des biens susceptibles d'être affectés par les travaux routiers, les principes et les modalités de paiement des compensations (dans le cas des PAP). Des procès-verbaux de consultations ont été dressés cet effet (Cf. Annexe 10)

5.1.1. Objectif des consultations publiques

L'objectif global des consultations publiques est d'associer l'ensemble des acteurs à la prise de décision finale concernant un projet. Quant aux objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche, ils permettent de :

- inviter les acteurs à donner leurs avis sur les propositions du PAR et instaurer un dialogue ;
- valoriser le savoir-faire local par sa prise en compte dans les choix technologiques à opérer ;
- asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée des actions prévues dans le cadre du PAR.

Ces consultations ont donc eu pour objet, l'information sur le niveau de préparation du projet de réhabilitation et d'aménagement de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara, notamment le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des personnes affectées. Au cours de ces consultations, le tracé retenu et ses caractéristiques, les impacts négatifs sur l'environnement humains et le processus d'indemnisation ont été présentés au public. Etaient présents à cette réunion :

- les autorités administratives et communales locales ;
- les personnes affectées par le projet ou leurs représentants.

5.1.2. Stratégie et démarche de la consultation

L'approche participative a constitué la trame d'intervention de cette étude. La démarche méthodologique de cette étude s'est appuyée sur un processus qui dès le départ a impliqué les acteurs à la base (services techniques, collectivités locales, populations). Différentes concertations et consultations ont été réalisées. Cette démarche a permis à ces acteurs de donner leur point de vue et de s'impliquer dans la formulation de mesures d'atténuation des impacts sociaux négatifs.

La participation et la consultation publique ont pris la forme de rencontre d'échanges et d'information auprès des responsables communaux, les populations, les représentants d'associations locales et ONG et des services techniques, impliqués directement ou indirectement dans la problématique de la gestion des impacts sociaux négatifs du projet, notamment la réinstallation des populations affectées par le projet. Ces rencontres ont permis de noter les points de vue, les avis, les préoccupations, recommandations, suggestions formulées par les différents acteurs.

La démarche utilisée pour conduire ces séances de consultation avec l'ensemble des PAP et des autorités locales était la suivante :

- (i) présentation du projet et ses impacts,
- (ii) les questions, préoccupations et recommandations formulées par les participants, dont les PAP;
- (iii) les réponses apportées par le Consultant et les autorités locales.

5.1.3. Perception du projet par les personnes affectées et les populations

La nouvelle du projet de réhabilitation et d'aménagement de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara, a suscité un intérêt dans la zone. Les populations à l'unanimité ont salué l'initiative de réaliser cette extension. Les intervenants qui se sont succédé, ont abordé les difficultés rencontrées par les populations concernant la circulation sur cette route. Pour eux le projet répond à une demande sociale de la population au regard de la croissance démographique et des besoins en infrastructures économique et socio communautaires

Sur le plan socio-économique, les atouts du projet pour les populations ont été mesurés à partir de deux aspects qui sont sa perception à travers les avantages qu'il présente et les problèmes pour lesquels il constitue une demande pour la population.

Les propriétaires de biens sur le tronçon Djougou-Banikoara ne trouvent aucun obstacle à la réalisation du présent projet. Pour ces propriétaires, ce projet est attendu depuis longtemps dans le milieu par conséquent ils ne peuvent poser des conditions particulières pour la réalisation de leur rêve. Il est temps selon les propriétaires que la zone sorte de son état de précarité.

Pour les populations de la zone du projet, celui-ci est perçu comme :

- une solution aux difficultés de circulation entre Djougou et Banikoara ;
- une solution aux difficultés d'évacuation des produits agricoles vers les centres urbains ;
- un facteur de promotion de la culture de coton ;
- un nouveau facteur du développement des communes concernées ;
- une source de considération, de renommée et de la valorisation des agglomérations traversées ;
- une ouverture des communes de Péhunco et Kérou à l'extérieur.

Les participants aux différentes consultations ont toutefois soulevés des contraintes qui sont mesurées à partir des inquiétudes exprimées par les populations et des contraintes auxquelles doivent répondre les responsables du projet. Les populations ont ressenti certaines inquiétudes socio-culturelles en dépit de ces avantages perçus du projet. Ces inquiétudes portant à la fois sur les impacts directes et indirects durant la phase de construction et d'exploitation font apparaître des contraintes qui impliquent certaines mesures de protection de l'environnement social du projet aussi bien durant la phase de construction et d'exploitation et aux quelles doivent réfléchir les responsables du projet.

Toutefois, les populations ont exprimé leurs préoccupations par rapport à leurs biens se trouvant certainement dans l'emprise du projet. A cet effet, les populations sans exception ont posé un certain nombre de souhaits pour la cession des espaces dans l'emprise de la route.

Ces souhaits sont les suivants :

- le dédommagement des propriétaires de biens sur le tronçon ;
- le dédommagement des biens conformément aux coûts actuels. Ainsi, l'indemnisation des habitations doit tenir compte de leurs valeurs actuelles ;
- la clôture des édifices publics situés sur le tronçon
- la réalisation des abreuvoirs sur tout le tronçon traversé par le projet
- l'implication des autorités communales et traditionnelles dans la réalisation du projet en amont et en aval ;
- la prévention et l'information des populations dans un temps raisonnable avant la réalisation du projet afin d'éviter la destruction des cultures en ce qui concerne les déviations.
- Recrutement de la main d'œuvre locale lors des travaux

En général, pour les populations de la zone consultées, la réalisation de ce projet sera bénéfique pour les usagers de la route et pour les populations environnantes.

5.2. CONSULTATIONS A MENER

Il s'agira ici d'une sensibilisation qui ira dans le sens de se réinstaller dans des conditions au moins égales à celles perdues à cause de la mise en œuvre du projet après avoir perçu les indemnisations.

5.2.1. Consultations publiques

Les consultations publiques sont nécessaires pour expliquer aux populations ce qu'est la réinstallation. A cet effet il sera organisé des rencontres dans les différentes communes et arrondissements. L'objet de cette rencontre est d'informer sur ce que chaque personne affectée doit faire de l'argent reçu. L'accent sera mis sur le fait que la compensation reçue est pour reconstruire ce qui est détruit par le projet et non pour autre chose.

5.2.2. Consultation sur le cadre de politique de réinstallation

Pendant les réunions de consultation publique, il sera présenté aux populations le cadre national de politique de réinstallation. Il leur sera présenté le cadre des bailleurs de fonds potentiels notamment la BAD concernant le même sujet et les comparaisons entre les deux cadres juridiques de réinstallation. Cette rencontre ouvrira la discussion sur le cadre juridique de la réinstallation et tirer les conclusions afin que chacun soit imprégné du sujet.

5.2.3. Participation des populations au processus de réinstallation

Il est important que les populations elles-mêmes participent au processus de réinstallation. Cette participation doit se faire à travers les grandes étapes suivantes :

- Information et implication dans le processus d'élaboration du PAR ;
- Parties prenantes dans les organes de gestion du PAR ;
- Participation aux différentes consultations notamment sur celle concernant les cadres juridiques nationaux et celui de la BAD sur la réinstallation ;
- Participation aux séances de remise des compensations aux personnes affectées ;
- Participation aux réinstallations individuelles et aux réinstallations organisées ;
- Participation au constat de dégagement de l'emprise de la route ;
- Participation au suivi, à l'évaluation de la mise en œuvre du PAR et à sa clôture.

5.3. INTEGRATION AVEC LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

Le projet n'entraînera pas de déplacement massif de personnes qui nécessitera une réinstallation de masse. Les personnes affectées qui seront déplacées sont de la même communauté. A cet effet, aucun différend ne peut survenir entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Les personnes affectées disposent encore des terres où elles pourront se réinstaller sans difficultés majeures une fois les indemnisations reçues

6. ETUDES SOCIOECONOMIQUES DES PERSONNES AFFECTEES PAR LE PROJET

6.1. RECENSEMENT DES POPULATIONS OCCUPANT A CE MOMENT LA ZONE TOUCHEE

6.1.1. Effectif des personnes affectées et des personnes en charge

Les personnes affectées par le projet sont de sexe masculin et féminin. Le nombre total de personnes affectées y compris les personnes à charge dans les ménages est évalué à 3 144 individus dont 1 569 hommes 775 femmes et 800 enfants (Tableau 45).

Tableau 45 : Nombre de personnes dans les ménages affectées par le projet

Personne	Nombre personnes en charge dans le ménage de la personne affectée			Total effectif
	Moins de 3	3 à 5	Plus de 5	
	Effectif	Effectif	Effectif	
Hommes	891	665	13	1569
Femmes	665	88	22	775
Enfants	163	260	377	800
Total	1719	1013	412	3144

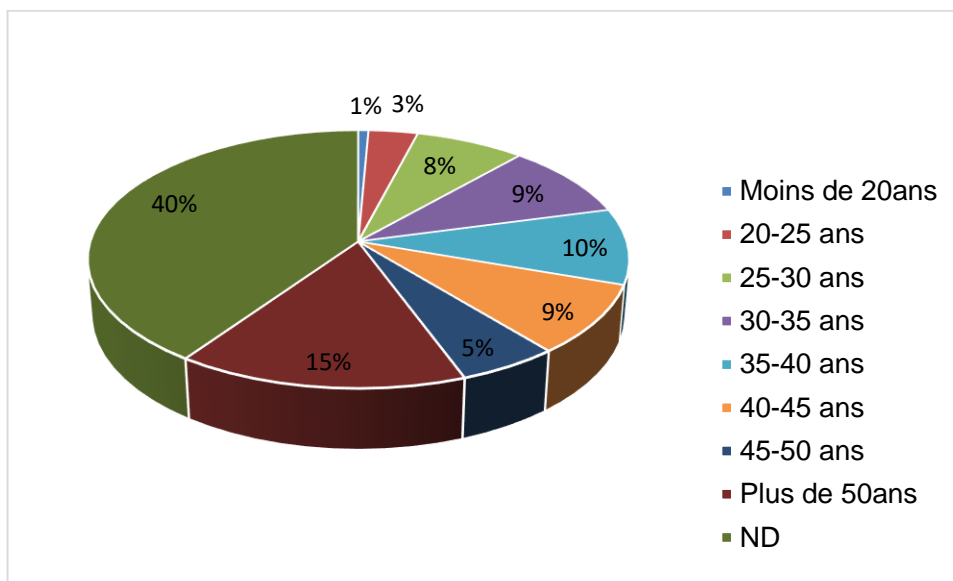
Source: Données de terrain, 2017

6.1.2. Composition des personnes affectées par âges et par sexe

La composition par âge des personnes affectées par le projet est diversifiée. Il s'agit des personnes plus ou moins jeunes (moins de 25 ans) dans une proportion de 4,05%, des personnes adultes (entre 25 et 50 ans) dans une proportion de 40,32% et des personnes d'un âge avancé (plus de 50 ans) dans une proportion de 15,3%. Les personnes adultes affectées par le projet sont donc en proportion importante³ (Figure 4). Ainsi, les personnes affectées ont encore des personnes à charge qu'ils satisfont par leurs activités qui sont affectées pour certains. Cette tranche d'âge affectée démontre que les biens affectés, que ce soit des habitations ou des lieux d'activités, sont d'une importance majeure pour la satisfaction des personnes à charge.

³ N.D = Non Déclaré. Il faut souligner que 40,32% des personnes affectées ne connaissent pas leur âge ou n'ont pas voulu le donner

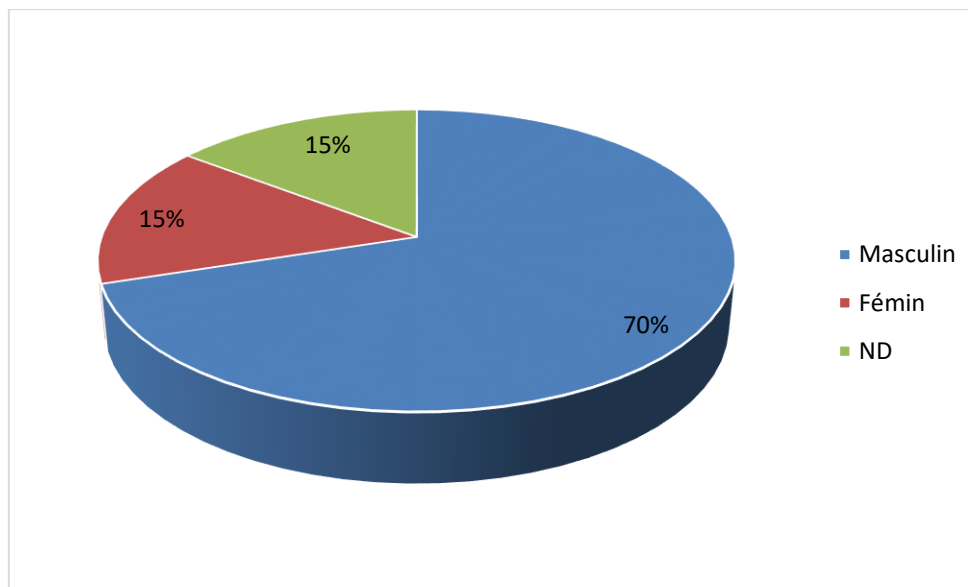
Figure 4: Répartition des personnes affectées par le projet selon l'âge



Source : Données du terrain, AGEIM, Décembre 2017

Les personnes affectées rencontrées sont essentiellement de sexe masculin. Ces dernières sont dans une proportion de 70% contre 15% de sexe féminin (Figure 5). Les Non déclarés (ND) occupent également une proportion de 15%. Il s'agit essentiellement des personnes affectés qui n'étaient pas présents sur les lieux au moment du recensement et des biens affectés qui appartiennent à une institution, à une association ou à un syndicat.

Figure 5: Répartition des personnes affectées par le projet selon le sexe

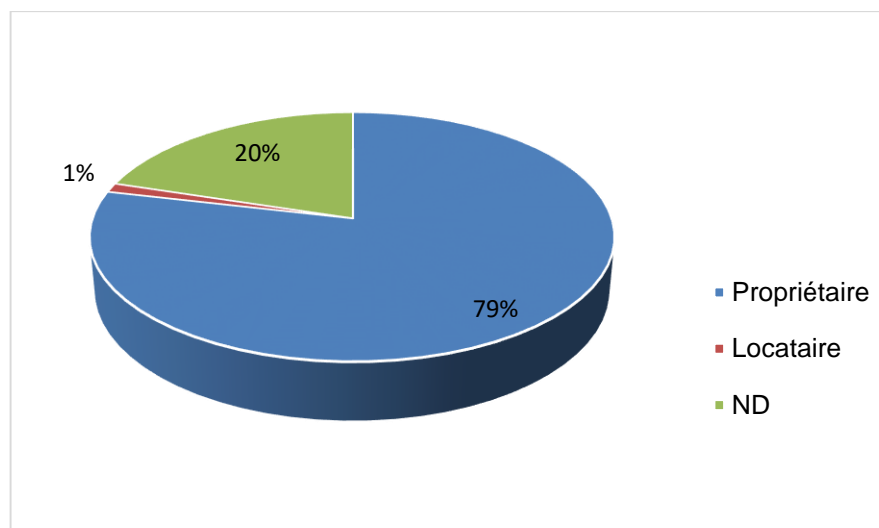


Source : Données du terrain, AGEIM, Décembre 2017

6.2. INVENTAIRE DES BIENS DES MENAGES DEPLACES

Dans le cadre de ce projet, des chambres de maisons servant d'habitation, des terrasses, des murs en dur, des constructions en dur inachevées, des constructions servant d'ateliers ou boutiques, sont remarquables dans l'emprise du projet. Les biens affectés par le projet y compris les habitations, murs, et ateliers sont soit sous un régime de propriété ou de location. 79% des personnes affectées par le projet affirment être propriétaires des biens affectés, 1% seulement des enquêtés présents sur le site ont affirmé être locataire du bien affecté (Figure 6). Les non déclarés (ND) occupent une proportion de 20%. Le présent projet touche davantage des biens occupés par leur propriétaire que des locataires. De ce point de vue, les investissements financiers dans le cadre du processus d'indemnisation seront réduits, en ce sens que les indemnisations des propriétaires et de locataires à la fois sont en proportion réduites.

Figure 6: Répartition des personnes affectées par le projet selon leur statut par rapport au bien affecté



Source : Données du terrain, AGEIM, Décembre 2017

Tous les biens affectés dans le cadre de ce projet se situent dans les localités suivantes : **Djougou**, Bellefoungou, Kolokondé, Tébou, **Kpébouko**, Nassou, Bouégrou, Bouérou Bakrarou, Vanbélékou, Péhunco, Sayakrou, Gnémasson, Bonigourou, Koungarou, Kossou Ouinra, Bérékessou, Brignamaro, Bougarou, Kongourou, **Kérou**, Gantodo, Gamboré, Woré, Boukoubourou, Amanki-Tinhoré, Gbassa, Goumori, Toura, **Banikoara** (Tableaux 43 et 44).

Dans le cadre du patrimoine religieux et culturel, deux (02) tombes ont été affectées Péhunco, vingt-neuf (29) mosquées et une (01) église ont été affectées. Par contre aucun sanctuaire de culte traditionnel ou de fétiche n'a été observé tout le long du tracé de la route.

6.3. CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AFFECTEES ET DE LA POPULATION DE LA ZONE

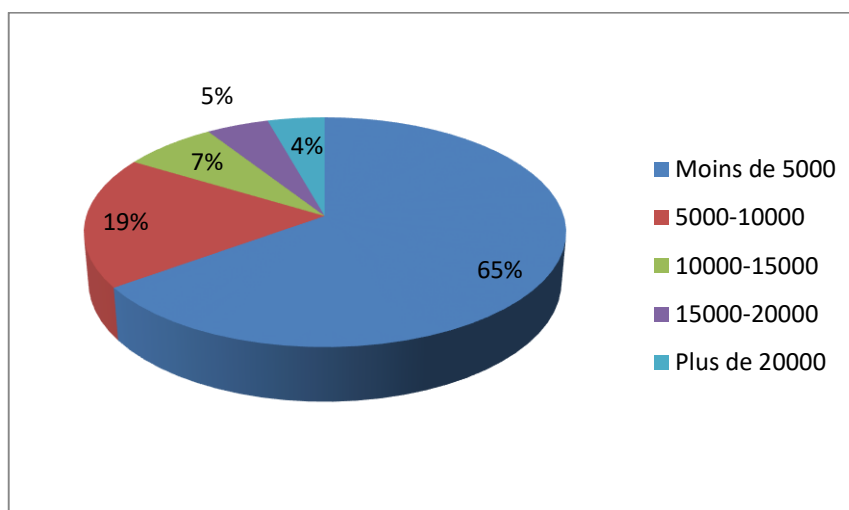
Sur le plan de la pauvreté monétaire, en 2007, l'Alibori figurait parmi les départements les plus pauvres du Bénin. Sur le plan de la pauvreté non monétaire, l'Atakora est le plus touché avec 69% de la population en 2009 (SCRP 2011-2015). En général, en 2009, le département de la Donga présentait une meilleure situation de pauvreté monétaire, suivie de l'Alibori et de l'Atakora avec une incidence respective de 0,31%, 0,35% et 0,36% (.SCRP, id).

En 2015, selon l'INSAE et le PNUD, l'Atakora, l'Alibori et de la Donga constituent le troisième groupe de départements pauvres affichant des indices de pauvreté monétaire moyennement élevés.

Dans la sphère non monétaire, les départements de l'Alibori, de l'Atakora, malgré leur tendance baissière, sont les départements les plus pauvres.

Les données de l'enquête révèlent que 65% des personnes affectées menant des activités génératrices de revenu ont un revenu journalier de moins de 5 000 F CFA ; 19 % ont un revenu journalier compris entre 5 000 et 10 000 F CFA ; 7 % ont un revenu journalier compris entre 10 000 et 15 000 F CFA ; 5 % ont un revenu situé entre 15 000 et 20 000 F CFA et seulement 4% des personnes affectées ont un revenu de plus 20 000 F CFA (Figure 7). Ces revenus qui sont des estimations ne sont pas forcément réguliers. De ce point de vue, ils ne permettent pas pour la plupart de satisfaire aux besoins vitaux tels que logement décent, soins de santé, scolarisation des enfants et alimentation de qualité.

Figure 7: Répartition des personnes affectées par le projet selon le revenu journalier



Source : Données du terrain, AGEIM, Décembre 2017

Ces chiffres démontrent que la situation des personnes affectées par le projet est plus ou moins précaire, car 65 % des personnes affectées ont un revenu journalier d'au moins 5 000 F CFA. Parmi les personnes

dont les revenus journaliers ont été identifiés, l'on doit compter ceux dont les activités économiques sont affectées par le projet. Il s'agit notamment de commerçants de graviers, d'alimentation générales, tenancier de bar, restauratrices, garagistes, coiffeuses et coiffeurs, tapissiers, menuisiers, revendeurs, jardiniers, couturières, maraîchers et soudeurs.

Les moyens de subsistance des personnes affectées selon les investigations sont donc l'exercice d'activités commerciales telles que la commercialisation des produits alimentaires, l'artisanat (Photos 51 à 58).



Photo 51: Vue d'une boutique affectée à Djougou



Photo 52: Vue d'un bar restaurant affecté à Kolokondé



Photo 53: Vue d'un atelier de couture à Péhunco



Photo 54: Vue d'un atelier de menuiserie affecté à Péhunco



Photo 55: Vue d'un atelier de vulcanisation à Gnémasson



Photo 56: Vue d'un atelier de mécanique moto affecté à Brignamaro



Photo 57: Vue d'une boutique affectée à Kérou



Photo 58: Vue d'une boutique affectée à Banikoara

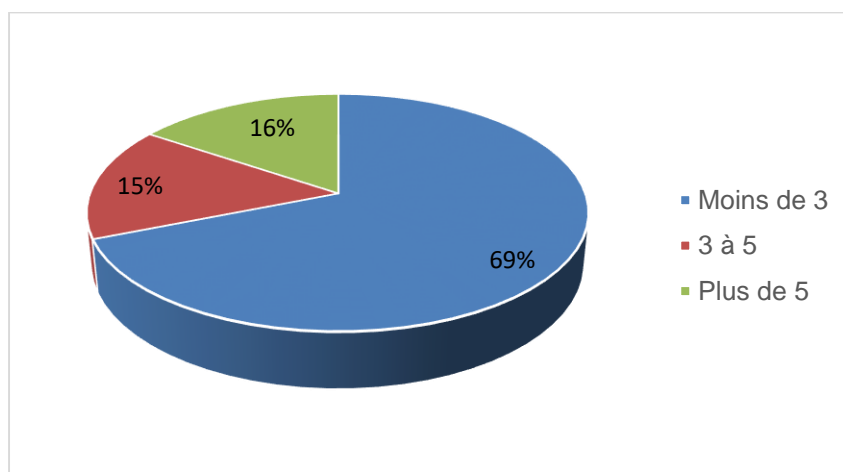
Le profil des personnes affectées par le projet est donc le suivant : revendeuse de produits agricoles, manufacturiers, garagistes, vulcanisateurs, coiffeuses, coiffeurs, couturières, électriciens menuisiers, laveurs d'auto-moto, bars restaurants, etc.

6.4. INFORMATIONS SUR LES GROUPES DEFAVORISES OU LES PERSONNES POUR LESQUELLES DES DISPOSITIONS SPECIALES DOIVENT ETRE PRISES

Les groupes sociaux défavorisés récepteurs d'impacts identifiés se composent des élèves, des enfants, des femmes surtout des femmes enceintes, des personnes du troisième âge. Ils sont vulnérables face au projet pour cause de leur position sociale, rôle, conditions sociales. Si le projet apporte à l'ensemble des avantages, il crée des pertes de situations et expose ces groupes sociaux à divers risques. Il faut toutefois noter que parmi les personnes affectées par le projet, très peu font partie des groupes sociaux défavorisés. En effet, selon la figure 8, 69% des personnes affectées vivent avec moins de 3 personnes vulnérables en charge contre 15% qui ont entre 3 et 5 personnes vulnérables et 16% qui ont plus de 5 personnes vulnérables en charge.

Lors des recensements des personnes âgées ainsi que des femmes qui ont des étalages qui leur permettent juste de survivre ont été identifiées. Ces personnes sont vulnérables du point de vue économique. Il ne faudra pas que les opérations de réinstallation soit l'occasion pour replonger ces personnes vulnérables dans la pauvreté. C'est pour cette raison qu'il a été proposé fermement que les opérations d'indemnisation soient faites bien avant la relocalisation des personnes affectées par le projet.

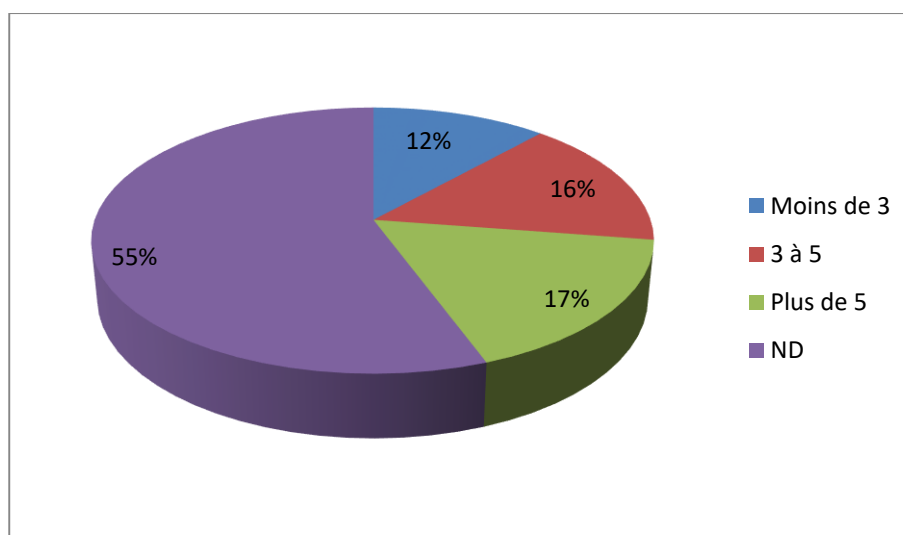
Figure 8: Répartition des ménages affectés selon le nombre de personnes vulnérables dans le ménage



Source : Données du terrain, AGEIM, Décembre 2017

Par contre 17% des personnes affectées ont plus de 5 enfants scolarisés, contre 16% qui ont entre 3 et 5 enfants scolarisés et 12% qui ont moins de 3 enfants (Figure 9).

Figure 9: Répartition des ménages affectés selon le nombre d'enfants scolarisés



Au niveau du sexe, comme mentionné plus haut (Figure 5), 15% des personnes affectées sont de sexe féminin.

6.5. DESCRIPTION DES TYPES DE REGIMES FONCIERS

Dans la zone du projet, le mode d'accès à la terre est l'héritage, l'achat, l'usufruit et le don. Dans les milieux ruraux, les principaux modes d'accès à la terre sont l'héritage, l'usufruit et le don. A Banikoara, on note le maintien du régime foncier traditionnel. La terre a un statut d'utilité collective gérée par le chef de lignage traditionnel qui la distribue au besoin. Tout producteur peut avoir accès à la terre sous le régime d'usufruit. L'usufruit est le mode d'accès à la terre par excellence des producteurs non propriétaires dans la zone du projet.

Le maintien de ce mode d'accès à la terre est un facteur du développement de la production agricole dans la zone. Dans ce cas, il faut voir dans les restrictions qui sont faites aux exploitants un souci de préservation de cette source précieuse de biens qu'est la terre. Ces restrictions portent sur certaines exigences entre autres, l'interdiction de planter les plantes pérennes, d'ériger des biens, de céder, vendre, louer, et de mettre en gage.

Par contre, dans les milieux urbains de la zone du projet, la tendance n'est pas à la conservation des valeurs ancestrales et aux fonctions traditionnelles de la terre. Ainsi à Djougou, Péhunco, Kérou et à Banikoara la possibilité d'acquisition de la terre par achat en cas de besoins est évidente.

6.6. CARACTERISTIQUES SOCIALES ET CULTURELLES DES COMMUNAUTES AFFECTEES

6.6.1. Genre, équité et organisation des ménages

Il n'existe pas d'activités réservées aux femmes et celles réservées aux hommes, tout se résume pour les populations aux questions d'aptitudes et de choix personnel. Il n'en demeure pas moins que les tendances à la catégorisation sexuée des activités restent vivaces.

En ce qui concerne, le crédit, il n'y a pas de restrictions liées au sexe. Les hommes comme les femmes sont assujettis aux mêmes conditions de prêt.

Des pratiques socioculturelles néfastes à la santé des femmes ne sont pas remarquables dans la zone du projet. Il est à souligner que pour la plupart des femmes mariées, le pouvoir de prise de décision incombe principalement aux maris. De même, les maris sont les principaux pourvoyeurs des ressources du ménage. Ils sont aidés dans leur tâche par leurs conjointes lorsqu'elles exercent une activité génératrice de revenus. Ainsi, les investigations ont révélées que les hommes et les femmes s'entraident dans la recherche des ressources familiales dans la mesure du possible.

La situation des veuves ne possédant pas d'activités génératrices de revenus est déplorable dans la zone du projet en ce sens que leur situation engage leur propre couverture sociale et celle de leur progéniture. La disparition du conjoint constitue une grande charge et une atteinte à l'équilibre et à l'harmonie familiale. Pour celles qui possédaient une activité génératrice de revenus, la situation est relativement meilleure.

6.6.2. Dimensions culturelles et religieuses

Les personnes affectées par le projet à l'instar de toute la population de la zone traversée par le projet pratiquent fondamentalement trois religions. Il s'agit de l'Islam, du christianisme et de l'animisme. En effet, 72,3%, 30,3%, 46,3% et 51,7% des populations respectives de Djougou, Kérou, Péhunco et Banikoara pratiquent l'Islam. 10,9%, 7,6%, et 8,1% des populations respectives de Djougou, Kérou et Banikoara pratiquent le christianisme. En outre, 6,9%, 44,6%, 34,7% et 34,4% des populations respectives des communes de Djougou, Kérou, Péhunco et Banikoara pratiquent les religions traditionnelles.

Les pratiques de différentes religions importées n'excluent pas le retour aux sources. Ainsi, à l'Islam et au christianisme sont associées les religions traditionnelles.

7. CADRE JURIDIQUE, Y COMPRIS LES MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET D'APPEL

7.1. CADRE JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE

7.1.1. Cadre juridique international : Système de sauvegardes intégré de la Banque Africaine de Développement

L'adoption des Sauvegardes Opérationnelles (SO) du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) vise à renforcer la capacité de la Banque et des emprunteurs ou clients à :

- Mieux intégrer les considérations liées aux impacts environnementaux et sociaux dans les opérations de la Banque afin de promouvoir la durabilité et l'efficacité du développement à long terme en Afrique;
- Eviter que les projets ne nuisent à l'environnement et aux communautés locales et, à défaut d'éviter, minimiser, atténuer et/ou compenser leurs effets négatifs, et optimiser les bénéfices du développement;
- Examiner de manière systématique l'incidence du changement climatique sur la viabilité des projets d'investissement et la contribution des projets aux émissions mondiales de gaz à effet de serre ;
- Délimiter les rôles et responsabilités de la Banque et de ses emprunteurs ou clients dans la mise en œuvre des projets, l'obtention de résultats durables et la promotion de la participation locale ; et Aider les pays membres régionaux et les emprunteurs/ clients à renforcer leurs propres systèmes de sauvegarde et leur capacité à gérer les risques environnementaux et sociaux

Les SO retenues sont résumées ci-dessous :

SO 1 : Évaluation environnementale et sociale – Cette SO faitière régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet, et les conditions d'évaluation environnementale et sociale qui en découlent. Les exigences portent sur : le champ d'application, la catégorisation, l'utilisation de l'évaluation environnementale et sociale stratégique (SESA) et l'évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) le cas échéant, sur les Plans de gestion environnementale et sociale, l'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique, la consultation publique, les impacts communautaires, l'évaluation et la prise en charge des groupes vulnérables et les procédures de règlement des griefs. Il actualise et consolide les engagements politiques énoncés dans la politique environnementale de la Banque.

L'objectif de cette SO primordiale, et de l'ensemble des SO qui la soutiennent, est d'intégrer les considérations environnementales et sociales – y compris celles liées à la vulnérabilité au changement

climatique – dans les opérations de la Banque et de contribuer ainsi au développement durable dans la région.

Les objectifs spécifiques visent à :

- Intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et, entre autres, du changement climatique dans les Documents de stratégie pays (DSP) et les Documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR)
- Identifier et évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux, – y compris ceux ayant trait au genre, au changement climatique et à la vulnérabilité – des opérations de prêts et de subventions de la Banque dans leur zone d'influence ;
- Eviter sinon – dans le cas où l'évitement n'est pas possible – minimiser, atténuer et compenser les effets néfastes sur l'environnement et sur les collectivités touchées ;
- Assurer la participation des intervenants au cours du processus de consultation afin que les communautés touchées et les parties prenantes aient un accès opportun à l'information concernant les opérations de la Banque, sous des formes appropriées, et qu'elles soient consultées de façon significative sur les questions qui peuvent les toucher ;
- Assurer une gestion efficace des risques environnementaux et sociaux des projets pendant et après leur mise en œuvre, et ;
- Contribuer au renforcement des systèmes des pays membres régionaux (PMR) en ce qui a trait à la gestion des risques environnementaux et sociaux, grâce à l'évaluation et au renforcement de leurs capacités à respecter les conditions de la BAD définies dans le Système de sauvegarde intégré (SSI).

SO 2 : Réinstallation involontaire : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations. Cette SO consolide les engagements et conditions politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire, et incorpore un certain nombre d'améliorations visant à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions. En particulier, la sauvegarde opérationnelle englobe les notions globales et innovantes de subsistance et de ressources, dans leurs dimensions sociale, culturelle et économique. Elle adopte également une définition de la communauté et de la propriété commune qui met l'accent sur la nécessité cruciale de maintenir la cohésion sociale, les structures communautaires et les interrelations sociales inhérentes à la notion de propriété commune.

La SO confirme la nécessité d'assurer une indemnisation au coût de remplacement intégral, l'importance de la mise en œuvre d'une réinstallation qui améliore le niveau de vie, la capacité de génération de revenus, et des moyens globaux de subsistance, et la nécessité de veiller à ce que les considérations sociales – telles que le genre, l'âge, et les enjeux liés aux résultats du projet – ne privent pas de leurs droits les personnes particulières touchées par le projet.

SO 3 : Biodiversité et services écosystémiques – L'objectif primordial de cette SO est de conserver la diversité biologique et de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle traduit les

engagements de la Banque dans sa politique sur la gestion intégrée des ressources en eau et à l'égard de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, en exigences opérationnelles de sauvegarde. La sauvegarde reflète l'importance de la biodiversité sur le continent africain et la valeur des écosystèmes clés pour la population. La SO met l'accent sur la nécessité de « respecter, conserver et maintenir [les] connaissances, innovations et pratiques des collectivités autochtones et locales ... [et] de protéger et favoriser l'utilisation coutumière des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les exigences de conservation ou d'utilisation durable³ »

SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources – Cette SO couvre toute la gamme des pollutions, déchets ainsi que les effets des matières dangereuses pour lesquelles il existe des conventions internationales ainsi que des normes complètes spécifiques à l'industrie, qui sont appliquées par les autres BMD. Elle introduit également un cadre d'analyse de la vulnérabilité et de suivi des niveaux d'émission de gaz à effet de serre et fournit une analyse détaillée de la réduction possible ou des mesures compensatoires.

SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité – Cette SO définit les exigences de la Banque envers ses emprunteurs ou ses clients, relatives aux conditions des travailleurs, à leurs droits et protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation. Elle couvre les conditions de travail, les organisations de travailleurs, la santé et la sécurité au travail, et la prévention du travail des enfants ou du travail forcé.

Dans le cadre de la réalisation du Plan de Réinstallation des personnes affectées par le projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara, c'est le SO 2 : Réinstallation involontaire qui sera mis en œuvre.

L'objectif de cette SO vise à faciliter l'opérationnalisation de la Politique de la Banque sur la réinstallation involontaire de 2003, dans le cadre des conditions de mise en œuvre des SO et ce faisant, d'intégrer les facteurs de la réinstallation dans les opérations de la Banque.

Cette SO concerne les projets financés par la Banque qui entraînent la réinstallation involontaire de personnes. Elle vise à garantir que les personnes qui doivent être déplacées soient traitées de façon juste et équitable, et d'une manière socialement et culturellement acceptable, qu'elles reçoivent une indemnisation et une aide à la réinstallation de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés, et qu'elles puissent bénéficier des avantages du projet qui induit leur réinstallation.

La réinstallation involontaire mal planifiée ou mal mise en œuvre représente un coût supplémentaire important pour le projet principal et peut avoir des conséquences néfastes – en particulier des risques sévères d'appauvrissement à long terme sur les personnes affectées et les collectivités dans la région environnante. Les biens ou sources de revenus peuvent disparaître, les personnes peuvent être

réinstallées dans des environnements dans lesquels leurs capacités productives sont moins utiles, la concurrence relative au niveau d'instruction, pour les ressources naturelles et pour d'autres services peut s'accroître – pouvant entraîner des troubles sociaux – les institutions communautaires et les réseaux sociaux peuvent être affaiblis, les groupes apparentés peuvent être dispersés et l'identité culturelle, l'autorité traditionnelle et le potentiel de la responsabilité sociale mutuelle, l'aide, la coopération et la cohésion peuvent également être amoindris.

Cette SO a pour but, avec l'appui du personnel compétent de la Banque, d'aider les emprunteurs ou les clients à faire face aux coûts et risques potentiels associés à la réinstallation involontaire et, ce faisant, de faciliter le développement durable.

Les objectifs spécifiques de cette SO reflètent les objectifs de la politique sur la réinstallation involontaire :

- Eviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet aient été envisagées ;
- Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et,
- Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

Le SO 2 s'applique à toutes les opérations de prêts de la Banque, aussi bien du secteur public que du privé, et aux activités de projets financés par d'autres instruments de financement gérés par la Banque.

Son applicabilité est établie au cours du processus d'évaluation environnementale et sociale – plus précisément durant la phase de sélection des projets du cycle du projet pendant laquelle l'ampleur, la stratégie et le calendrier de la réinstallation devront être déterminés. Il couvre toutes les composantes d'un projet, y compris les activités résultant de la réinstallation involontaire qui sont directement et

significativement liées à un projet appuyé par la Banque et nécessaires pour la réalisation de ses objectifs – qu'il s'agisse d'une réinstallation menée par le gouvernement ou par un promoteur privé ou par les deux, et réalisées ou prévues pour être réalisées simultanément avec le projet.

Conformément au cadre de la politique sur la réinstallation involontaire, cette SO porte sur les impacts économiques, sociaux et culturels associés aux projets financés par la Banque, qui impliquent la perte involontaire de terres, la perte involontaire d'autres actifs, ou des restrictions sur l'utilisation des terres et sur l'accès aux ressources naturelles locales qui entraînent :

- La relocalisation ou perte de logement par des personnes résidant dans le domaine d'influence du projet ;
- La perte d'actifs (notamment la perte de structures et de biens d'importance culturelle, spirituelle et sociale) ou la restriction de l'accès aux actifs notamment les parcs nationaux et les zones protégées ou les ressources naturelles ; ou,
- La perte des sources de revenus ou des moyens de subsistance à la suite du projet, que les personnes affectées soient appelées à se déplacer ou non.

Lorsqu'un projet nécessite la relocalisation temporaire des personnes, les activités de réinstallation devraient être compatibles avec cette SO, tout en tenant compte de la nature temporaire du déplacement.

Cette SO ne s'applique ni aux réfugiés ni aux victimes de catastrophes naturelles ni à la réinstallation résultant de transactions foncières volontaires, c'est-à-dire de transactions foncières basées sur le marché et dans lesquelles le vendeur n'est pas obligé de vendre et l'acheteur ne peut recourir à l'expropriation ou d'autres procédures obligatoires au cas où les négociations.

7.1.2. Cadre juridique national

7.1.2.1. Constitution du 02 décembre 1990

Les fondements de la politique environnementale du Bénin sont établis par la constitution béninoise adoptée le 02 Décembre 1990 et promulguée le 11 Décembre 1990.

En matière de propriété, l'article 22 stipule que : « ***toute personne a droit à la propriété. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et contre juste et préalable dédommagement*** ». Cet article constitue un fondement juridique pour la gestion des expropriations qui interviendraient dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet.

7.1.2.2. Loi n° 2013-01 portant code foncier et domanial en République du Bénin.

Sur le plan de propriété, le code foncier stipule à son Article 42 que : « Le droit de propriété confère à son titulaire l'usage, la jouissance et la libre disposition des biens qui en sont l'objet, de la manière la plus absolue pourvu qu'il n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements » ; et que « Nul

ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et contre juste et préalable dédommagement » (Article 43).

Ainsi l'Article 210 souligne que : « L'atteinte au droit de propriété peut consister en une expropriation pour cause d'utilité publique, une limitation du droit de propriété dans un but d'aménagement urbain ou rural et en l'édiction de servitudes d'utilité publique. S'il échet, l'Etat, les communes ou collectivités territoriales disposent du droit d'exercer les atteintes à tout droit de propriété à charge de se conformer aux dispositions ci-dessous ».

« L'expropriation d'immeubles, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers pour cause d'utilité publique s'opère, à défaut d'accord amiable, par décision de justice et contre le paiement d'un juste et préalable dédommagement ». (Article 211) ;

« En tout état de cause, en procédure ordinaire ou d'urgence d'expropriation, les voies de recours appropriées sont ouvertes aux propriétaires ou présumés propriétaires contre les décisions des phases administratives ou judiciaires, pour la défense de leurs intérêts ». (Article 213) ;

« La décision et les opérations d'expropriation sont prononcées et exécutées dans les formes prescrites ci-après et, plus spécialement en conformité avec les textes spécifiques en la matière ». (Article 214) ;

« L'expropriation d'immeuble, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers pour cause d'utilité publique est prononcée dans les cas suivants : construction de routes, chemins de fer, ports, aéroports, écoles et universités, travaux militaires, travaux d'urbanisme, aménagement urbain, aménagement rural, travaux de recherche ou d'exploitation minière, de sauvegarde de l'environnement, d'hygiène et de salubrité publique, aménagement et distribution de l'eau, de l'énergie, installation de services publics, création ou entretien du domaine public et tous autres travaux ou investissements d'intérêt général, régional, national ou local ». (Article 215).

« Le processus d'expropriation est enclenché par la déclaration d'utilité publique de l'autorité compétente. Pour les opérations à caractère national ou régional, l'autorité compétente pour faire la déclaration d'utilité publique est le Président de la République ou le responsable régional qui peut déléguer ses pouvoirs à un ministre. Pour les opérations à caractère local, la déclaration d'utilité publique est de la compétence de la commune. Suivant l'appréciation par le Président de la République, la déclaration d'utilité publique peut être soumise à l'Assemblée Nationale en procédure d'urgence » (Article 216).

« A la suite de l'acte déclaratif d'utilité publique, il est procédé à une enquête de commodo et incommodo sous l'autorité d'une commission d'enquête, présidée par le ministre, le préfet, le responsable de la région ou le maire ou leur représentant selon les cas et composée en outre de :

- un représentant des populations concernées par l'expropriation ;
- un représentant du ministère concerné par les opérations. » (Article 218)

« Dès la publication des arrêtés déclaratifs d'utilité publique et de cessibilité, une commission dont la composition et les attributions sont fixées par décret pris en Conseil des ministres, ou par arrêté, se transporte sur les lieux et procède, après avoir entendu les personnes intéressées dûment

convoquées par la voie administrative, à l'évaluation des indemnités d'expropriation et de la valeur des immeubles susceptibles d'être assujetties à la redevance de plus-value. » (Article 228)

7.1.3. Payement de l'indemnité

Selon l'article 545 du code civil, le paiement de l'indemnité doit être préalable à l'expropriation. Il en résulte que l'exproprié peut conserver la possession de l'immeuble jusqu'au paiement de son indemnité.

7.1.4. Analyse comparative du cadre juridique national avec la sauvegarde SO2 de la BAD

Ce cadre concerne les exigences de la banque mondiale en matière de déplacement involontaire des populations notamment sa politique opérationnelle 4.12. En effet, la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale relative à la compensation des populations involontairement affectées a trois objectifs majeurs qu'on peut résumer comme suit :

- éviter autant que possible ou réduire au strict minimum les cas de déplacement involontaire ;
- concevoir les activités de réinstallation / compensation comme étant des projets durables au profit des personnes «affectées» ;
- assister les personnes affectées dans leurs efforts tendant à améliorer leurs moyens et leurs conditions de vie tout au moins à maintenir ces moyens et niveaux à leurs valeurs marchandes initiales.

Le tableau 23 fait une analyse comparative de la législation nationale en matière d'expropriation et le Système de Sauvegardes Intégré de la Banque Africaine de Développement en matière de déplacement involontaire de populations.

Tableau 46: Analyse comparative du cadre juridique national et du Système de Sauvegardes Intégré de la Banque Africaine de Développement en matière de déplacement involontaire de populations

Thème	Législation nationale	SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD	Analyse de conformité et recommandations
Date limite d'éligibilité (Cut-off date)	La législation nationale traite de l'ouverture de l'enquête de « <i>commodo et incommodo</i> » (Article 218, chapitre II du Titre IV) d Code foncier et domanial sans pour autant clarifier si c'est la date d'éligibilité à la compensation. L'article 222 précise toutefois que « Dès la publication de l'acte déclaratif d'utilité publique et jusqu'à ce que soit intervenu l'arrêté de cessibilité, aucune construction ne peut être élevée, aucune plantation pérenne ou amélioration ne peut être faite sur les terrains situés dans la zone fixée par ledit acte, sans l'autorisation du maire de la commune expropriante ou du ministre dont dépend le service des domaines	L'emprunteur ou le client, au minimum se conformera aux procédures du gouvernement du pays hôte. En outre, ou en l'absence de procédures gouvernementales du pays hôte, l'emprunteur ou le client fixera une date butoir pour l'éligibilité acceptable pour la Banque. L'emprunteur ou le client documentera la date butoir et diffusera largement l'information concernant la date butoir qui doit être bien documentée et diffusée dans la zone d'influence du projet, de manière culturellement appropriée et accessible, avant d'entreprendre toute action de défrichage ou de restriction de l'accès des collectivités locales à la terre. Les personnes qui empiètent sur la zone du projet après la date limite n'ont droit à aucune forme d'aide à la réinstallation.	<u>Analyse</u> : Le Système de Sauvegardes Intégré de la BAD demande de fixer une date butoir d'éligibilité alors que la législation béninoise parle d'enquêtes « <i>commodo et incommodo</i> », mais il n'est pas indiqué que la date de démarrage de ces enquêtes constitue en même temps la date d'éligibilité. Sous ce rapport, il y a une divergence fondamentale sur les indications <u>Recommandation</u> : Appliquer la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD
Paiement de l'indemnité	Le montant du dédommagement visé à l'article précédent et son mode de paiement, doivent être équitables, reflétant un équilibre entre l'intérêt public et ceux qui sont affectés par l'expropriation, eu égard aux circonstances qui y sont liées, dont : - l'usage courant qui est fait de la propriété ; - l'historique de la propriété, son mode d'acquisition et/ou de son usage ; - la valeur marchande de la propriété ; - l'importance de l'investissement direct de l'Etat ou de la collectivité territoriale, de subventions ou augmentations de capital en liaison avec la finalité de l'expropriation.	Les personnes affectées seront indemnisées pour leurs pertes au coût intégral de remplacement. La procédure de paiement doit être simple, et le paiement doit être effectué avant l'expropriation ou, du moins, juste après.	<u>Analyse</u> : Il y a concordance partielle entre les deux procédures <u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD
Déplacement	La législation nationale prévoit que le magistrat compétent saisi, par procédure sommaire, après avoir	Les personnes affectées seront indemnisées avant leur déménagement effectif, avant la prise de terres et d'actifs connexes, ou avant le commencement des activités du projet lorsque le projet est mis en œuvre en plusieurs phases.	<u>Analyse</u> : Conformité partielle entre la loi béninoise et le Système de Sauvegardes Intégré de la BAD

ÉTUDES TECHNIQUE-ÉCONOMIQUES, D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL ET DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE POUR L'AMÉNAGEMENT ET LE BITUMAGE D'ENVIRON 900 KM DE ROUTES DU RÉSEAU NATIONAL - LOT 1 (DJOUGOU-BANIKOARA, 212 km)

Thème	Législation nationale	SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD	Analyse de conformité et recommandations
	vérifié la régularité de la procédure fixe dans un délai de trente (30) jours après le dépôt du dossier, l'indemnité d'expropriation conformément aux dispositions du présent code et ordonne la prise de possession de l'expropriant (Article 238 du Code foncier et domanial) sans pour autant clarifier si cela doit être fait avant le démarrage des travaux		<u>Recommandation</u> : Appliquer la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD
Type de paiement	<p>Paiement en espèces</p> <p>(Les indemnités fixées par la commission prévue à l'article 228 sont soumises à l'approbation selon le cas, du conseil communal ou du ministre en charge des finances par les soins du ministre dont relèvent les travaux à réaliser et consignées ensuite au trésor)</p>	<p>Une gamme variée de différentes options de régimes d'indemnisation, d'aide à la réinstallation et d'amélioration des moyens de subsistance est offerte aux personnes affectées, ainsi que des options pour la gestion des mesures à différents niveaux (par exemple famille, ménage et individu).</p> <p>L'emprunteur ou le client accordera la préférence aux stratégies de réinstallation basée sur la terre et, en priorité, offrira de la terre en contrepartie de celle perdue ou une indemnisation en nature et non en espèces, lorsque cela est possible ; en outre, l'emprunteur ou le client expliquera clairement aux personnes affectées que l'indemnisation en espèces conduit très souvent à une paupérisation rapide.</p>	<p><u>Analyse</u> : Les dispositions de la banque sont plus larges et offrent plus de possibilités de compensation</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Calcul de l'indemnité	<p>Les indemnités allouées doivent couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain causé par l'expropriation.</p> <p>Elles sont fixées d'après la consistance des biens, en tenant compte de leur valeur et, éventuellement, de la plus-value ou de la moins-value qui résulte, pour la partie de l'immeuble non expropriée, de l'exécution de l'ouvrage projeté.</p>	<p>Les personnes affectées seront indemnisées pour leurs pertes au coût intégral de remplacement qui devra tenir compte de la perte, par les personnes touchées, de moyens de subsistance et de possibilités de gain. Cette tentative de calculer le « coût économique total » doit également prendre en considération les conséquences sociales, sanitaires, environnementales et psychologiques du projet</p>	<p><u>Analyse</u> : Conformité partielle entre la loi béninoise et le Système de Sauvegardes Intégré de la BAD. En revanche, la législation nationale ne prend pas en considération les conséquences sociales, sanitaires, environnementales et psychologiques du projet le calcul du « coût économique total » d'indemnisation</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Propriétaires coutumiers des terres	<p>La législation nationale reconnaît la propriété coutumière des terres (Articles 4, 6 du Code foncier et domanial)</p> <p>Les propriétaires reconnus</p>	<p>Les propriétaires disposant des droits formels ou informels sur les terres doivent être indemnisés Le programme de réinstallation accordera la priorité aux options d'indemnisation basée sur l'octroi de terres en contrepartie d'autres terres pour les personnes affectées dont la subsistance est basée sur la terre.</p>	<p><u>Analyse</u> : Conformité partielle entre la loi béninoise et le Système de Sauvegardes Intégré de la BAD.</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>

Thème	Législation nationale	SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD	Analyse de conformité et recommandations
	doivent être indemnisés (Article 5 du Code foncier et domanial)		
Occupants informels	<p>Les occupants informels ou illégaux et irréguliers ne sont pas reconnus par la législation nationale.</p> <p>Les personnes considérées comme des occupants précaires ne peuvent réclamer une indemnisation</p>	<p>En général, dans les dispositions d'indemnisation, les mesures d'aide à la réinstallation subsistance, comme la formation professionnelle, sont équitablement accessibles à tous les groupes sociaux et adaptées à leurs besoins spécifiques, même dans les cas où la terre appartient à l'État ou aux collectivités communales et où les personnes qui occupent ces terres n'ont pas de titre la propriété foncière. Les personnes qui n'ont pas de droits légaux ou autres, susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent, auront droit à une aide à la réinstallation, en lieu et place de l'indemnisation, pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie (indemnisation pour la perte d'activités génératrices de moyens de subsistance, de propriété sur des ressources communes, de cultures, etc.)</p> <p>.</p>	<p><u>Analyse</u> : On note une divergence importante entre les deux procédures</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Assistance à la réinstallation	Il n'existe pas de mesures spécifiques d'assistance à la réinstallation dans la législation nationale	Les personnes déplacées bénéficient d'une assistance ciblée à la réinstallation, dans le but de s'assurer que leur niveau de vie, leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et leurs moyens de subsistance sont globalement améliorés au-delà de leur niveau de vie antérieure au projet. Les personnes affectées et les communautés d'accueil reçoivent un soutien, avant la réinstallation, et après le déménagement, pendant une période transitoire qui couvre un temps raisonnable, nécessaire pour leur permettre de se réinstaller et d'améliorer leur niveau de vie, leurs capacités à générer des revenus leurs niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance.	<p><u>Analyse</u> : Divergence significative</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Alternatives de compensation	La législation nationale ne prévoit pas, en dehors des indemnisations, l'octroi d'emploi ou de travail à titre d'alternatives de compensation.	Les personnes affectées ont elles-mêmes la possibilité d'exprimer leurs préférences. Toutefois, l'emprunteur ou le client expliquera clairement aux personnes affectées que l'indemnisation en espèces conduit très souvent à une paupérisation rapide.	<p><u>Analyse</u> : Divergence significative</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD si la personne affectée le souhaite</p>
Groupes vulnérables	La législation nationale ne prévoit pas de mesures spécifiques pour les groupes vulnérables	Les pays membres et les autres emprunteurs et clients sont responsables de la protection de l'intégrité physique, sociale et économique des groupes vulnérables, ainsi que de l'attention particulière aux besoins de santé, en particulier pour les femmes, y compris leur accès aux prestataires de soins de santé et de services aux femmes tels que les soins de santé reproductive, et le cas échéant, des conseils pour les sévices et autres abus sexuels.	<p><u>Analyse</u> : Divergence significative</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>

Thème	Législation nationale	SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD	Analyse de conformité et recommandations
Plaintes	<p>Article 230 du Code foncier et domanial prévoit que « La commission peut être saisie directement par les intéressés de toute revendication. Les réclamations reçues sont transmises pour avis, de même que les précisions sur le plan parcellaire que ce service aurait pu réunir postérieurement à l'arrêté de cessibilité.</p> <p>Le Code prévoit également une Phase judiciaire en cas d'échec de la négociation pour une cession à l'amiable au sein de commission formée. (Article 237: En cas de désaccord, il est dressé également procès-verbal et le tribunal est saisi par simple lettre ou par assignation par la partie la plus diligente.</p>	<p>Le plus tôt possible dans le processus de réinstallation, l'emprunteur ou le client travaillera en collaboration avec les comités locaux informels composés des représentants des principaux partenaires pour établir un mécanisme de règlement des griefs et de réparation culturellement adapté et accessible, pour régler, de façon impartiale et rapide, les différends découlant des processus de réinstallation et des procédures d'indemnisation, d'une manière impartiale et opportune. Le mécanisme de règlement des griefs et de réparation, qui est surveillé par une tierce partie indépendante, ne doit pas entraver l'accès aux recours judiciaires ou administratifs, mais doit informer les personnes affectées de l'existence du Mécanisme indépendant d'inspection (MII) de la Banque. Les procédures de règlement de différends doivent être suffisamment agiles pour trancher rapidement les litiges portant sur l'évaluation. À cette fin, des mécanismes de réclamation appropriés et accessibles, devraient être créés pour résoudre tout différend survenant au cours des procédures d'indemnisation.</p>	<p><u>Analyse</u> : Il existe une concordance plus ou moins partielle entre le texte national et les directrices du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD qui exhortent les autorités partenaires à prévoir des mécanismes appropriés pour les griefs: il faut retenir que la procédure nationale privilégie le moins de contentieux avec toutes les formes de conciliation en cas de désaccord</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Consultation	<p>Une fois que la procédure d'expropriation est lancée, l'information et la consultation des PAP se font essentiellement par le biais d'enquêtes de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> visant à informer les populations de la réalisation du projet et de recueillir leurs observations ; des affiches d'information sont apposées à cet effet aux endroits accoutumés.</p>	<p>Une consultation ouverte, inclusive et efficace avec les communautés locales devra être faite. Lorsque le déplacement ne peut être évité, l'emprunteur doit consulter de manière significative toutes les parties prenantes, en particulier les personnes affectées et les communautés d'accueil et les impliquer de manière claire et transparente à toutes les phases du cycle du projet dans la conception, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du plan d'action de réinstallation (PAR)</p>	<p><u>Analyse</u> : Il existe une certaine concordance entre les deux législations dans le processus d'information. En revanche, la législation nationale n'a rien prévu concernant les options offertes aux PAP.</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Réhabilitation économique	<p>Elle n'est pas prise en compte dans la législation nationale</p>	<p>Conformément au cadre de la politique sur la réinstallation involontaire, cette SO 2 porte sur les impacts économiques, sociaux et culturels associés aux projets financés par la Banque, qui impliquent la perte involontaire de terres, la perte involontaire d'autres actifs, ou des restrictions sur l'utilisation des terres et sur l'accès aux ressources naturelles locales qui entraînent notamment la perte des sources de revenus ou des moyens de subsistance à la suite du projet, que les personnes affectées soient appelées à se déplacer ou non.</p>	<p><u>Analyse</u> : Divergence significative</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>

Thème	Législation nationale	SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD	Analyse de conformité et recommandations
Communautés d'accueil	Elles ne sont pas prises en compte dans la législation nationale	L'emprunteur ou le client fera une analyse approfondie des communautés d'accueil pour identifier les problèmes potentiels associés à l'accueil des personnes déplacées et pour résoudre ces problèmes de sorte que les effets néfastes sur les communautés d'accueil soient minimisés et que celles-ci soient capables de partager les possibilités de développement offertes par le biais du processus de réinstallation.	<p><u>Analyse</u> : Divergence significative</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>
Suivi-évaluation	La législation nationale n'en fait pas cas	L'emprunteur ou le client est responsable de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des activités énoncées dans le plan d'action de réinstallation, et tient la Banque informée des progrès.	<p><u>Analyse</u> : Divergence significative</p> <p><u>Recommandation</u> : Appliquer soit le droit béninois, soit la sauvegarde SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD</p>

7.2. MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET D'APPEL

Le Code foncier et domanial de la République du Bénin sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique stipule qu'à défaut d'une entente, les parties sont assignées devant le juge des expropriations qui rend une décision en ayant recours aux services d'un expert en évaluation si l'une des parties en fait la demande. En effet, l'article 230 du Code foncier et domanial prévoit que « La commission peut être saisie directement par les intéressés de toute revendication. Les réclamations reçues sont transmises pour avis, de même que les précisions sur le plan parcellaire que ce service aurait pu réunir postérieurement à l'arrêté de cessibilité ».

L'article 237 du Code précise que « En cas de désaccord, il est dressé également procès-verbal et le tribunal est saisi par simple lettre ou par assignation par la partie la plus diligente ».

Les décisions rendues par le juge des expropriations sont susceptibles d'appel, seulement en cassation.

Par ailleurs, le règlement d'un litige ne pourra pas retarder le déplacement des PAPs, car ceci impliquerait des délais excessifs dans la réalisation du Projet. Il est donc prévu à l'article 243 que : « L'ordonnance d'expropriation et toute décision rendue en matière d'expropriation sont exécutoires nonobstant toute voie de recours. Elles ne peuvent être attaquées que par voie de cassation.» et le même article ajoute à son alinéa 4 que : « Les décisions rendues en première instance ne sont pas susceptibles d'opposition. Le recours en cassation n'est pas suspensif »

7.2.1. Recueil et de traitement des doléances, plaintes et recours

7.2.1.1. Types des plaintes et conflits à traiter

Bien qu'ils ne soient pas implicitement décrit ou définis dans le Code foncier et domanial de la République du Bénin, plusieurs types de conflits peuvent surgir lors de la procédure d'expropriation, Il s'agit entre autres, de :

- contestation des mesures ou constats lors de l'enquête suite à des erreurs dans l'identification des personnes affectées par le Projet et l'évaluation des biens. Une bonne diffusion avant le paiement des dédommagements constitue un moyen d'atténuation de tels conflits. Le comité d'indemnisation proposé pour la mise en œuvre et le suivi pourra reprendre les mesures;
- propriété éventuelle des lieux ou des biens. Personne n'ayant pu exhiber un titre de propriété lors de l'identification des personnes affectées, le règlement de tels conflits sera réalisé par le comité de mise en œuvre et de suivi.
- successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts, d'un bien donné ;

- conflits relatifs à la considération d'occupants comme propriétaires. Lorsque ce constat est juste, le comité d'indemnisation procédera à la correction de l'erreur.
- conflits relatifs aux constructions mises en bail. A cet effet un cabinet d'expertise juridique sera sollicité pour trancher le litige.
- traitements exceptionnels provenant des détenteurs de titres fonciers. Ces cas seront traités par un Cabinet d'expertise juridique.

Au niveau de chaque Commune, les Maires et les Chefs d'Arrondissement, veilleront à ce que la réinstallation soit bien menée par le projet dans les localités et quartiers concernés. Afin d'éviter un désordre lié au traitement individuel des plaintes, les Mairies et les Chefs d'Arrondissement recevront toutes les plaintes et réclamations liées au processus de réinstallation, analyseront les faits et statueront avant de saisir le Comité interministériel s'il y a lieu. Un modèle d'enregistrement des plaintes est présenté à l'annexe 5.

Les mécanismes suivants sont proposés pour résoudre les conflits qui peuvent naître en raison de la réinstallation des populations

7.2.1.2. Mécanisme de résolution à l'amiable

Toute personne se sentant lésée par le processus de compensation/indemnisation devra déposer, dans sa localité, une requête auprès du Mairie ou de la Chefferie traditionnelle qui analysera les faits et saisira le Comité interministériel qui statuera. Si le litige n'est pas réglé, il est fait recours au Préfet qui devra saisir le Ministre de l'Economie et des Finances ; cette voie de recours (recours gracieux préalable) est à encourager et à soutenir très fortement.

- dans un premier temps, le document d'entente d'indemnisation est soumis à la signature de la personne affectée par le projet ;
- s'il y a accord, le document d'entente d'indemnisation est signé et mis dans le circuit pour les autres signatures et l'établissement des documents de paiement ;
- s'il y a désaccord, une négociation s'engage avec le Comité interministériel jusqu'à un aboutissement acceptable pour les deux parties, avec recours éventuel à un tiers expert ;
- si la négociation ne peut aboutir, le recours sera pris en charge par les autorités administratives et communales
- si le requérant n'est toujours pas satisfait, il peut saisir alors la justice.

Dans tous les cas, le Comité d'indemnisation développera une approche conciliante afin de préserver les droits des personnes affectées par le projet, tout en promouvant la gestion saine du budget d'indemnisation.

7.2.1.3. Mécanisme judiciaire de règlement des conflits

Le comité d'indemnisation mettra à la disposition des personnes affectées, les numéros de téléphones de ses membres. Une boîte à suggestions d'accès public sera mise en place dans les Communes) et les arrondissements pour recueillir les plaintes qui seront traitées. Les plaintes et doléances seront dépouillées une fois par semaine par le comité. Les propositions de réponses parviendront aux plaignants par le canal des représentants des personnes affectées dans le comité de suivi. Les plaignants peuvent être amenés à rencontrer le comité de suivi lors des réunions périodiques pour exposer de vive voix leurs préoccupations. Les personnes affectées seront informées de toutes ces dispositions.

Comme indiqué plus haut, le propriétaire en procédure d'expropriation peut en cas de conflit avec l'Administration, formuler un recours devant la justice d'instance s'il n'est pas satisfait de l'indemnité d'expropriation proposée.

En effet, le Code foncier et domanial de la République du Bénin dit que : « en cas de désaccord, il est dressé également procès-verbal et le tribunal est saisi par simple lettre ou par assignation par la partie la plus diligente. ».

L'ordonnance d'expropriation et toute décision rendue en matière d'expropriation ne sont attaquables que par voie de cassation car les décisions rendues en première instance ne sont pas susceptibles d'opposition. Toutefois, le recours en cassation n'est pas suspensif. Dans la quinzaine qui suit la notification du recours, les pièces sont adressées à la cour suprême qui statue dans le délai d'un (01) mois à dater de leur réception (Article 243).

« Si la cour Suprême admet le recours, elle annule l'ordonnance, évoque l'affaire et statue sur l'entier litige » (Article 244).

8. CADRE INSTITUTIONNEL

La mise en œuvre du Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) dans le cadre de l'aménagement et du bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara implique beaucoup d'institutions qui joueront divers rôles

8.1. MINISTERE EN CHARGE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Il est le principal responsable de la mise œuvre du projet dans toutes ses phases. Dans la mise en œuvre du PAR, il sera le facilitateur pour toutes les situations imprévues qui pourraient surgir à avec chacun des aspects du projet avec la Direction Générale des Travaux Publics qui interviendra surtout dans la phase d'exécution des travaux de réhabilitation de la voie.

8.2. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Il assurera la facilitation dans les procédures de décaissement et de mise à disposition des fonds destinés au paiement des personnes affectées.

8.3. COLLECTIVITES LOCALES

Il s'agit des maires, des chefs d'arrondissement, des chefs d'arrondissement. Ces responsables locaux sont proches des personnes concernées et affectées par le projet. Leur rôle est prépondérant dans la mobilisation des populations, de suivi de l'exécution des enquêtes, de paiement des compensations, de règlement des conflits. Les responsables locaux sont membres de la commission interministérielle, sont présents dans toutes les réunions d'information sur le projet.

8.4. ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES

Les communautés qui accueillent la route et parmi lesquelles, il y a des personnes affectées qui sont organisées. Il y a l'association des personnes sinistrées. Les membres de cette association sont représentés dans la commission interministérielle. Ils participent aux enquêtes de terrain et à toutes les rencontres d'information et de sensibilisation.

Le tableau 24 présente les tâches et responsabilités des intervenants

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, le tableau 47 présente la liste des tâches des différentes parties prenantes. L'agencement de l'exécution des tâches devra tenir compte du délai butoir qui sera fixé pour la mise en œuvre du PAR. En tout état de cause cette la mise en œuvre du PAR devra être exécutée avant le démarrage des travaux.

Tableau 47: Tâches et responsabilités des intervenants dans la mise en œuvre du PAR

N°	Tâches	Responsabilité	Exécution	Collaborateurs
1	Prise du Décret portant Déclaration d'Utilité Publique	Présidence de la République après avis du Conseil des Ministres	Commission d'indemnisation (CI)	
2	Enquête de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i>	Ministère de l'Economie et des Finances	CI	
3	Elaboration et divulgation du PAR provisoire	DGTP	Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES)	Collectivité locale, association des personnes affectées
4	Mise en œuvre du PAR	Ministère de l'Economie et des Finances	CI	Collectivité locale, association des personnes affectées
5	Négociation et signature des documents d'entente sur les indemnités	DGTP	CI	Collectivité locale, association des personnes affectées
6	Finalisation et divulgation du PAR final	DGTP	SEES	
7	Mobilisation des fonds nécessaires aux indemnisations	Ministère de l'Economie et des Finances	CI	
8	Suivi de la libération des emprises	DGTP	SEES	Collectivité locale, association des personnes affectées
9	Constat de l'état des lieux libérés	DGTP	SEES	Collectivité locale, association des personnes affectées
10	Communication au tribunal des dossiers sans constat d'indemnisation	DGTP	CI	
11	Païement des indemnités en attente amiable	DGTP	CI	
12	Consignation des indemnités pour les dossiers transmis au tribunal	DGTP	CI	
13	Suivi de la mise en œuvre du PAR	DGTP	SEES	
14	Rapport provisoire de mise en œuvre du PAR	DGTP	SEES	
15	Rapport final de mise en œuvre du PAR	DGTP	SEES	
16	Evaluation de l'exécution du PAR	DGTP	Consultant	Collectivité locale, association des personnes affectées

8.5. PROCEDURE ORGANISATIONNELLE DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

8.5.1. Montage organisationnel

La mise en œuvre du PAR exige la mise en place des organes participatifs. Il s'agit de la Commission d'indemnisation et Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la Direction Générale des Travaux Publics (DGTP). Ces organes ont pour rôle l'élaboration, la validation, la mise en œuvre du PAR, son suivi et son évaluation. Ils seront assistés par des consultants et des personnes ressources.

8.5.2. Ressources-Soutien technique et renforcement des capacités

La Commission d'indemnisation dans ses tâches, se fera aider par un cabinet d'expertise juridique. Ce cabinet l'appuiera dans les questions de dédommagement/réinstallation/relogement et de règlement de conflits éventuels.

9. ELIGIBILITE

9.1. CRITERES D'ELIGIBILITE DES PERSONNES AFFECTEES

La législation béninoise reconnaît le droit moderne (avec titre) et le droit coutumier (première installation avec dévolution successorale). Toute personne affectée par le projet, qui est propriétaire (légal ou coutumier) et qui a été recensée dans l'emprise juridique de 30 mètres du projet, est considérée éligible aux indemnités prévues.

Pour sa part et en adéquation avec sa politique sur la réinstallation involontaire la Banque Africaine de Développement considère que trois groupes de personnes déplacées devront avoir le droit à une indemnité ou à une assistance de réinstallation pour la perte de terres ou d'autres biens en raison du projet :

- Ceux qui ont des droits légaux formels sur les terres ou autres biens reconnus en vertu des lois du pays concerné. Cette catégorie inclut les personnes qui résident physiquement à l'emplacement du projet et celles qui seront déplacées ou pourraient perdre l'accès ou subir une perte de leurs moyens de subsistance à la suite des activités du projet.
- Ceux qui n'auraient pas de droits légaux formels à la terre ou à d'autres actifs au moment du recensement ou de l'évaluation, mais peuvent prouver qu'ils ont une réclamation qui serait reconnue par les lois coutumières du pays. Cette catégorie comprend les personnes qui ne résideraient pas physiquement à l'emplacement du projet ou des personnes qui ne disposeraient pas d'actifs ou de sources directes de subsistance provenant du site du projet, mais qui ont des liens spirituels ou ancestraux avec la terre et sont reconnus par les collectivités locales comme les héritiers coutumiers.

Selon les droits coutumiers d'utilisation des terres du pays, ces personnes peuvent également être considérées comme titulaires de droits, si elles sont métayers, fermiers, migrants saisonniers ou familles de nomades qui perdent leurs droits d'utilisation.

- Ceux qui n'ont pas de droits légaux ou de réclamation reconnaissables sur les terres qu'ils occupent dans le domaine d'influence du projet, et qui n'appartiennent à aucune des deux catégories décrites ci-dessus, mais qui, par eux-mêmes ou via d'autres témoins, peuvent prouver qu'ils occupaient le domaine d'influence du projet pendant au moins 6 mois avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la Banque. Ces catégories ont droit à une assistance à la réinstallation en lieu et place de l'indemnisation pour la terre afin d'améliorer leur niveau de vie antérieur (indemnité pour perte d'activités de subsistance, de ressources foncières communes, de structures et cultures, etc.).

Ainsi, la politique de la Banque s'applique à toutes les personnes affectées, quel que soit leur statut, qu'elles aient ou non des titres formels, des droits légaux ou des droits coutumiers, en autant qu'elles occupaient les lieux avant la date limite d'éligibilité arrêtée pour le projet.

9.2. DATE D'ELIGIBILITE

En général, la date limite d'éligibilité correspond à la fin de la période de recensement des personnes affectées et de leurs propriétés biens dans la zone du projet. Au-delà de cette date, l'occupation et/ou l'exploitation d'une terre ou d'une ressource visée par le projet ne peut plus faire l'objet d'une indemnisation.

Le recensement des PAPs du Projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara s'est effectué du 11 au 22 février 2014. Une actualisation a été réalisée du 11 au 14 décembre 2017. Il est important que les dates limites d'éligibilité et le processus qui permettra de devenir éligible après cette date soient définis dans la Déclaration d'Utilité Publique. Les procédures actuelles d'expropriation pour cause d'utilité publique définissent avec précision les règles régissant la publication de l'acte déclaratif d'utilité publique ainsi que les délais pour procéder à l'expropriation.

Finalement, les modalités d'éligibilité doivent être rendues publiques et expliquées clairement aux populations affectées par le projet, car les personnes qui s'installeront sans autorisation à l'intérieur de l'emprise après l'identification des PAPs effectuée du 11 au 14 décembre 2017 n'auront droit à aucune forme de compensation à la réinstallation.

10. EVALUATION ET INDEMNISATION DES PERTES

10.1. METHODOLOGIE UTILISEE DANS L'EVALUATION DES PERTES POUR DETERMINER LES COUTS DE LA REINSTALLATION

10.1.1. Evaluation des coûts d'indemnisation des

Les bases de l'évaluation des coûts des biens affectés (baraques, hangars,...), sont d'abord le *Document officiel des « Prix et Déboursés secs »*, édité au 4^{ème} trimestre 2005 par la Direction de la Construction et de la Promotion des Matériaux Locaux (DCPML) (Tableau 48).

Tableau 48: Prix unitaires d'évaluation des coûts des biens d'indemnisation

N°	Désignation	Eléments de calcul	
		Unité	Prix unitaire
1	Terrasse en forme dallage en béton armé	m ²	9000
2a	Muret en agglos pleins de 10 cm crépi sans	m ²	4000
2b	Muret en agglos pleins de 10 cm crépi avec	m ²	5000
2c	Muret en agglos pleins de 15 cm	m ²	6000
3	Désinstallation afin de reculer pour s'aligner en respectant le trottoir et la servitude pour hangar, baraque, enclos et autres installations légères	Forfait/unité	10.000
4	Feuille de tôle	u	2500
5	Bois de coffrage	u	2500
6	Bois de Teck	u	1500
7	Claie	u	1000
8	Bâtiments en agglos couvert en tôle		
8.1	Mur en banco	m ²	30.000
8.2	Mur en agglos simple	m ²	50.000
8.3	Mur en agglos crépi et peint	m ²	60.000
9	Terrain	m ²	5000

Source : Direction de la Construction et de la Promotion des Matériaux Locaux (DCPML), 2005

Remarque : Ce document datant depuis 2005 n'a jamais été mis à jour pour tenir compte de l'inflation au Bénin. Le bureau d'études a donc utilisé les prix unitaires des infrastructures à l'état neuf actualisés en 2011 qui ont été appliqués et adoptés lors de la réalisation du PAR du projet de reconstruction de la RNIE 1 -Godomey-Pahou- (Route Cotonou-Lomé) et de la route Pahou – Ouidah – Hillacondji et tout dernièrement avec les Etudes technique, économique, environnementale et sociale, élaboration des dossiers d'appel d'offres pour la reconstruction de la traversée urbaine de Parakou en 2013 présentés ci-après :

- Prix unitaire du foncier

Le prix de terre dans la zone du projet évolue très rapidement et peut passer du simple au double dans l'intervalle de cinq ans.

Ainsi le prix unitaire du foncier qui sera utilisé pour compenser le dommage causé aux personnes affectées dans la zone du projet a été réajusté par une enquête des prix de vente actuelle sur le terrain et est de 10 000 FCFA/m² dans les communes de Djougou, Péhunco, Kérou et Banikoara et de 8000 F CFA dans les autres localités considérées comme moins urbanisées.

- Le prix unitaire des bâtiments

Les différents bâtiments rencontrés sur le tronçon Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara sont regroupés en trois catégories à savoir les bâtiments en dalle, en tuile et en tôle.

Détermination des coûts selon les types de bâtiments

Catégories	Bâtiment avec dalle	Bâtiment avec tuile	Bâtiment avec tôle
Coût à l'état neuf	250 000 FCFA/m ²	140 000 FCFA/m ²	75 000 FCFA/m ²

Catégorisation des matériaux précaires

Catégories	Baraques	Appâtâmes
Coût à l'état neuf	40 000 FCFA	24 000 FCFA

- Les terrasses

Il est distingué trois types de terrasse sur le tronçon à savoir :

- Terrasses couvertes de dalle
- Terrasses couvertes en tuile et
- Terrasse nues

Les terrasses sont combinées avec le revêtement pour donner trois types. Il est procédé par catégorie à la détermination du coût à l'état neuf des catégories.

Prix des divers types de terrasse

Catégories	Terrasses couvertes en dalle	Terrasses couvertes en tuile et tôle	Terrasses nues
Coût à l'état neuf	120 000 FCFA/m ²	75 000 FCFA/m ²	50 000 FCFA/m ²

- Les Clôtures

Il y a deux types de clôture ; clôture en maçonnerie et clôture en matériaux précaires. Au sein de chacune des catégories il est déterminé des types. Trois types de clôture sont déterminés par catégorie. Les prix à l'état neuf par mètre linéaire et ceux des autres états sont déterminés.

Prix par type de clôture

Catégories	Clôture en maçonnerie	Clôture en matériaux précaires
Coût état neuf	25 000 FCFA /ml	4 000 FCFA/ml

- Le prix unitaire des stations d'essence

Le montant à dédommager pour chaque station d'essence est calculé selon l'importance de la superficie affectée (en pavé ou non), les valeurs des pompes et des cuves à déplacer. Ces considérations sont intégrées dans le calcul des prix unitaires.

- Les cuves métalliques

Déplacement et pose de cuves	45 500 FCFA
------------------------------	-------------

- Les pompes

Catégories		Grandes pompes				Petites pompes			
Coût à l'état neuf		2 300 000 FCFA				1 600 000 FCFA			
Opérations effectuées sur les pompes	Destruction des pompes	1 840 000	1 495 000	1 150 000	690 000	1 280 000	1 040 000	800 000	480 000
	Déplacement des pompes	644 000	523 250	402 500	241 500	448 000	364 000	280 000	168 000

- Les formes dallages

Coût état neuf	7 000 FCFA/m²
----------------	---------------

- Les socles

Catégories	Socle avec revêtement	Socle avec chape (ciment)
Coût à l'état neuf	34 400 FCFA/m3	12 000 FCFA/m3

- Forfait pour déplacement

Désignation des ouvrages	Enseignes			Anti siphon	Lampadaire	Mât
	Grand	Moyen	Petit			
Forfait de déplacement	50 000	10 000	5 000	50 000	100 000	20 000

Dans l'esprit de la réglementation de la République du Bénin et le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement, il s'agit de déterminer la valeur de remplacement

des éléments perdus. Il s'agit de reproduire les mêmes biens pour que les personnes concernées continuent d'en jouir sans perturbation.

Ainsi les valeurs des biens ont été estimées et les compensations justes seront données aux ayants droits.

10.1.2. Perte de revenu des activités commerciales et location

Il s'agit ici de l'évaluation des pertes de revenu liées à l'arrêt momentané des activités des personnes affectées par le projet et menant des activités génératrices de revenu. Les coûts d'indemnisation ont été calculés sur la base d'une estimation moyenne forfaitaire du revenu journalier desdites personnes.

Cette estimation a été faite par une enquête de terrain. Le moment de l'indemnisation devra couvrir trois mois de perte, le temps que la personne affectée puisse retrouver un autre emplacement pour son activité ou une autre activité carrément.

La même estimation a été faite pour les personnes affectées qui ont mis en location leur bâtis pour des activités génératrices de revenu et qui perçoivent un loyer mensuel.

10.2. DESCRIPTION DES DISPOSITIFS D'INDEMNISATION ET D'AUTRES MESURES

Pour les indemnisations qui ne font l'objet d'aucun encadrement juridique au Bénin (occupants précaires et sans titre légal), l'Administration est a priori en position de force. Cependant, le caractère très avantageux des dispositions des directives de la SO 2 du Système de Sauvegardes Intégré de la BAD, permet de minimiser le nombre de plaintes et de recours. Le dispositif applicable dans ce cas est le suivant:

- dans un premier temps, le certificat d'entente d'indemnisation est soumis à la signature de la personne affectée par le projet ;
- s'il y a accord, le certificat d'entente d'indemnisation est signé et mis dans le circuit pour les autres signatures et l'établissement des documents de paiement ;
- s'il y a désaccord, une négociation s'engage avec la Commission jusqu'à un aboutissement acceptable pour les deux parties, avec recours éventuel à un tiers expert ;
- si la négociation ne peut aboutir, le recours sera pris en charge par les chefs Coutumiers ou de quartiers.

Dans tous les cas, la Commission d'indemnisation développera une approche conciliante afin de préserver les droits des personnes affectées par le projet, tout en promouvant la gestion saine du budget d'indemnisation.

La réception de la compensation donnera lieu à un reçu de compensation, établi en deux exemplaires signés par les deux parties (l'Administration et la personne affectée), comme indiqué plus haut. La signature sans réserve de ce reçu par la personne affectée libérera l'Administration de ses obligations de compensation à l'exception de celles relatives au suivi-évaluation.

10.3. EVALUATION DES PERTES

10.3.1. Compensation financière pour perte de bâtis, de terrain et autres infrastructures

Cette compensation des ménages dont les chefs ont réalisé eux-mêmes les bâtiments qu'ils habitent et des infrastructures qu'ils utilisent et qui souhaiteraient une indemnisation financière. Il s'agit de : de 542 hangars, 81 baraques en bois, 42 baraques en bac acier, 4 terrasses en dur dallée, 185 terrasses en dur tôle, 53 terrasses non couvertes, 111 maisons en dur tôle, 930 maisons en banco tôle, 21 maisons en dur inachevées, 14 maisons en banco inachevées, 1 pompe, 2 enseignes, 5 maisons en dur dallées, 2 fondations, 182 maisons en semi-dur, 3 maisons en R+1, 2 tombes, 3 forages, 22 bornes fontaines, 16 puits à diamètre moyen, 1 fosse septique, 2 puits à grand diamètre, 40 clôtures, 635 terrains non bâtis.

Le coût global de l'indemnisation financière des bâtis, de terrain et autres infrastructures est estimé à un milliard quatre cent soixante-quatre mille sept cent quatre-vingt-sept (1 464 963 787) F CFA (Tableaux 49 et 50). Le détail des coûts d'indemnisation des personnes affectées par le projet est présenté à l'annexe 8

Tableau 49: Coûts des infrastructures affectées par localités

N°		DJOUGOU	BELEFOUNGOU	KOLOKONDE	TEBOU	KPEBOUKO	NASSOU	BOUEGROU	BOUEROU BAKRAROU	VANBELEKOU	PEHUNCO	SAYAKROU	GNEMASSON	BONIGOUROU	KOUNGAROU
1	Hangar	1 008 000	96 000	624 000	96 000	144 000	48 000	96 000	48 000	264 000	3 000 000	192 000	1 387 680	72 000	120 000
2	Baraque	80 000	-	80 000	-	40 000	-	-	80 000	-	1 200 000	-	200 000	40 000	-
3	Baraque en bac acier	227 500	-	136 500	-	-	-	45 500	-	-	637 000	-	-	-	-
4	Terrasse en dur dallée	1 440 835	-	-	-	-	-	-	-	-	1 135 650	-	-	-	-
5	Terrasse en dur tôlée	2 935 440	1 296 000	2 585 520	-	337 500	745 200	367 200	-	-	13 128 491	531 360	3 784 860	997 650	-
6	Terrasse non couverte	1 323 336	-	417 760	-	-	47 600	-	-	-	735 000	-	-	-	-
7	Maison en dur tôlée	57 842 100	3 478 400	8 288 480	-	-	-	-	-	-	20 408 800	-	-	-	2 610 800
8	Maison en banco tôlée	44 743 520	5 381 460	13 193 380	1 590 000	4 135 076	2 504 400	500 000	3 307 350	3 627 100	14 470 017	5 544 300	19 027 650	3 601 300	7 651 950
9	Maison en dur inachevée	2 309 700	-	-	-	121 500	-	-	121 500	150 000	420 000	-	-	-	-
10	Maison en banco inachevée	26 250	504 000	20 025	-	-	18 900	33 600	93 600	-	-	-	-	-	141 000
11	Pompe	560 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Enseigne	50 000	50 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Maison en dur dallée	14 052 000	-	-	-	-	-	-	-	-	6 935 000	-	-	-	-
14	Fondation	553 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Maison en semi- dur	62 355 720	-	1 175 550	1 035 870	1 649 967	1 321 800	2 459 400	2 028 600	3 663 000	45 278 820	3 041 700	4 089 000	-	4 110 900
16	Maison en R+1	22 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	13 286 000	-	-	-	-
17	Tombe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200 000	-	-	-	-
18	Forage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	Borne fontaine	837 500	50 000	-	-	-	-	-	100 000	100 000	50 000	-	150 000	-	-
20	Puits à diamètre moyenne	3 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	500 000	500 000	-	-	-
21	Fosse septique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22	Puits à grand diamètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23	Clôture	4 053 750	760 000	1 572 500	-	-	-	-	-	-	6 932 500	-	222 500	-	-
24	Terrain	151 981 315	9 633 816	17 238 840	1 132 800	3 296 100	1 321 200	328 800	2 321 700	4 620 960	35 551 700	4 044 000	8 539 464	1 008 960	6 275 280
TOTAL		371 879 966	21 249 676	45 332 555	3 854 670	9 724 143	6 007 100	3 830 500	8 100 750	12 425 060	163 868 978	13 853 360	37 401 154	5 719 910	20 909 930

Tableau 50: Coûts des infrastructures affectées par localités (Suite)

N°	Infrastruc	KOSSOU OUINRA	BEREKES SU	BRIGNAMAR O	BOUGARO U	KONGOURO U	KEROU	GANTODO	GAMBOR E	WORE	BOUKOU BOUROU	AMANKI- TINHORE	GBASSA	GOUMORI	TOURA	BANIKOAR A	TOTAL GENERAL
1	Hangar	504 000	192 000	480 000	-	120 000	2 304 000	96 000	24 000	264 000	240 000	24 000	744 000	600 000	192 000	768 000	13 747 680
2	Baraque	-	-	120 000	40 000	40 000	720 000	40 000	-	120 000	-	40 000	80 000	160 000	-	160 000	3 240 000
3	Baraque en bac acier	-	-	-	-	-	546 000	-	-	-	-	-	-	136 500	45 500	182 000	1 956 500
4	Terrasse en dur dallée	-	-	-	-	-	1 988 895	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 565 380
5	Terrasse en dur tôlée	1 159 920	221 400	1 605 420	417 960	1 654 290	28 699 785	-	358 020	1 034 964	475 200	324 000	1 721 520	9 364 410	1 543 860	6 286 410	81 576 380
6	Terrasse non couverte	-	-	58 800	-	-	2 917 684	-	-	-	-	-	183 960	-	796 085	441 840	6 922 065
7	Maison en dur tôlée	-	-	300 000	-	-	39 032 840	754 000	-	-	-	-	-	9 016 000	12 141 200	11 548 000	165 420 620
8	Maison en banco tôlée	6 903 700	10 116 730	13 996 550	1 378 000	9 408 800	74 854 091	14 486 600	1 196 900	10 408 256	6 352 100	730 800	14 489 225	6 783 700	17 295 550	4 286 900	321 965 405
9	Maison en dur inachevée	-	259 200	50 700	1 283 466	135 000	367 830	-	-	-	-	-	-	168 000	2 178 000	428 400	7 993 296
10	Maison en banco inachevée	-	216 750	16 875	-	-	27 000	-	-	-	-	-	-	-	226 575	40 500	1 365 075
11	Pompe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	560 000
12	Enseigne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100 000
13	Maison en dur dallée	-	-	-	-	-	3 125 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24 112 000
14	Fondation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	864 000	-	-	1 417 000
15	Maison en semi-dur	828 000	1 275 000	10 352 910	-	12 831 750	19 565 703	1 921 200	3 805 770	4 172 040	1 143 000	1 440 000	3 535 200	12 978 600	-	10 593 000	216 652 500
16	Maison en R+1	-	-	200 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35 486 000
17	Tombe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200 000
18	Forage	-	-	-	-	-	20 000 000	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-	-	30 000 000
19	Borne fontaine	-	-	-	-	100 000	150 000	-	-	-	-	-	-	50 000	-	-	1 587 500
20	Puits à diamètre moyenne	-	-	-	-	1 000 000	500 000	-	-	500 000	500 000	-	-	-	1 000 000	-	8 000 000
21	Fosse septique	-	-	-	-	-	500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500 000
22	Puits à grand diamètre	-	-	800 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	800 000	-	1 600 000
23	Clôture	-	-	1 927 500	-	375 000	4 845 050	212 500	-	-	2 350 000	-	232 500	3 252 500	1 675 384	1 260 000	29 671 684
24	Terrain	5 047 980	12 019 428	15 342 252	604 320	10 374 270	101 052 002	12 074 850	1 877 994	16 615 728	12 810 980	1 234 800	15 446 244	23 120 400	19 518 720	11 889 800	506 324 703
	TOTAL	14 443 600	24 300 508	45 251 007	3 723 746	36 039 110	301 195 880	29 585 150	7 262 684	43 114 988	23 871 280	3 793 600	36 432 649	66 494 110	57 412 874	47 884 850	1 464 963 787

10.3.2. Indemnisation pour perte temporaire de revenu

10.3.2.1. Perte de revenu des activités commerciales

803 personnes menant des activités génératrices de revenu été recensées dans cette catégorie et devront bénéficier d'une indemnisation pour la perte temporaire de revenu. A hauteur de trois (03) mois d'inactivité ; soit un montant total de trois cent quatre-vingt-quatorze millions deux cent quarante-cinq mille (394 245 000) F CFA. La liste des personnes concernées et les détails des coûts sont présentés à l'annexe 9.1. Ce montant pourra être révisé par le Comité d'indemnisation sur la base de présentation par les gérants d'activités de justificatifs sur les revenus réels.

10.3.2.2. Perte de revenu locatif

Les propriétaires de concessions en location percevront une compensation correspondant au montant du loyer perdu pour l'équivalent de 6 mois de revenu locatif. Le budget à prévoir pour couvrir la perte de revenu locatif des propriétaires de concessions est de six millions cent vingt-neuf mille (6 129 000) FCFA. La liste des personnes concernées et les détails des coûts sont présentés à l'annexe 9.2.

11. IDENTIFICATION DU SITE DE REINSTALLATION POSSIBLES, CHOIX DU SITE PREPARATION DU SITE ET REINSTALLATION

Pour l'identification et le choix des sites de réinstallation possibles, le problème ne semble pas se poser. En effet, selon les personnes affectées, il ne se pose aucun problème de terre pour pouvoir reconstruire leurs infrastructures affectées, étant donné qu'ils sont pour la plupart autochtones et propriétaires terriens. Les espaces sont disponibles en abondance. Pour les allochtones, ils ne trouveront aucun problème pour avoir un espace auprès des propriétaires terriens comme cela a été toujours le cas, à en croire ces derniers.

12. LOGEMENTS, INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX

En ce qui concerne les infrastructures et services sociaux, le projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara, ne nécessite pas un déplacement de masse, c'est-à-dire à l'échelle d'un village ou d'un quartier entier qui demandera la construction d'infrastructures et des services sociaux (écoles, centre de santé, alimentation en eau potable, marché, etc).

Par ailleurs, les personnes affectées sont uniquement celles qui sont dans l'emprise de la route à aménager. Celles-ci n'auront pas à quitter leur village de résidence pour être installés ailleurs. Par conséquent, elles n'auront pas besoin d'infrastructures et de services sociaux particuliers, d'autant plus qu'elles continueront à bénéficier de ceux déjà existants dans leur village et quartier respectif.

13. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Du fait qu'il n'y aura pas de déplacement et de réinstallation de masse de population, il n'y aura pas de dispositions spécifiques à considérer pour la protection de l'environnement compte tenu du fait qu'il n'y a pas de site spécifique d'accueil à aménager pour une quelconque réinstallation des personnes affectées.

14. CALENDRIER D'EXECUTION

Après l'approbation du PAR, une Commission d'indemnisation sera mis en place, Ensuite il sera procédé à la diffusion du PAR. Puis un cabinet d'expertise juridique sera sélectionné par le Ministère en charge des Travaux Publics après une consultation restreinte. Avec l'appui de la Commission d'indemnisation, ce cabinet procèdera aux dédommagements et donnera un délai de six mois pour la libération total de l'emprise de la route. Pour ce faire, des rencontres auront lieu dans les communes notamment aux mairies de Djougou, Péhunco, Kérou et Banikoara et éventuellement dans les arrondissements pour le paiement des dédommagements. Le cabinet devra prendre toutes les dispositions juridiques en vue d'éviter des contestations. La présence des chefs d'arrondissement assister de deux conseillers chacun constituera une garantie supplémentaire à celles prises par le cabinet.

Le calendrier de mise en œuvre sera essentiellement fonction des délais administratifs, notamment la prise du décret portant Déclaration d'Utilité Publique les des travaux d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara, des accords entre qui paye quoi et qui reçoit quoi et des procédures financières de chacun des partenaires.

Une fois le coût du PAR adopté, il importe que différents partenaires se rencontrent à travers une modalité qu'ils devront définir. En ce qui concerne les personnes affectées, elles espèrent un délai raisonnable entre l'acquisition des indemnités et la date limite de libération de l'emprise. Les personnes possédant des maisons en dur sont les plus sensibles à ce délai.

Tout le processus de mise en œuvre du PAR devra durer deux trimestres (06 mois) au maximum Les tableaux 51 et 52 présente le planning prévisionnel de la mise en œuvre du PAR.

Tableau 51: Calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PAR au cours du Trimestre 1












N°	ACTIVITES PERIODE D'EXECUTION	PERIODE D'EXECUTION											
		Mois 1				Mois 2				Mois 3			
		S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12
1	Prise du décret portant Déclaration d'Utilité Publique												
2	Enquêtes de commodo et incommodo sur les sites dans l'emprise du projet												
3	Divulgateion du PAR provisoire												
4	Recueil des plaintes et règlement des conflits												
5	Négociation et signature des certificats d'entente sur les indemnisations avec les PAPs												
6	Finalisation et divulgation du PAR												
7	Finalisation du mécanisme financier de mise en œuvre du PAR et mobilisation des fonds nécessaires au paiement des indemnisations												

Tableau 52: Calendrier prévisionnel de mise en œuvre du PAR au cours du Trimestre 2

N°	ACTIVITES	PERIODE D'EXECUTION											
		Mois 4				Mois 5				Mois 6			
		S13	S14	S15	S16	S17	S18	S19	S20	S21	S22	S23	S24
8	Païement des compensations												
9	Dégagement et libération de l'emprise de la route												
10	Constat de la libération de l'emprise de la route												
11	Evaluation de la mise en œuvre du PAR												

15. BUDGET DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

Le budget global du PAR est estimé à : deux milliards cent soixante-quatorze millions neuf cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante (2 174 983 860) F CFA (Tableau 53).

Ce montant comprend un coût de un milliard huit cent soixante-cinq millions trois cent trente-sept mille sept cent quatre-vingt-sept (1 865 337 787) F CFA, une provision de quatre-vingt-treize millions deux cent soixante-six millions huit cent quatre-vingt-dix (93 266 890) F CFA pour le fonctionnement de la Commission d'indemnisation et le Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la DGTP y compris le recrutement d'un cabinet d'expertise juridique et un coût de dix-huit millions six cent cinquante-trois mille trois cent soixante-dix-huit (18 653 378) F CFA pour l'évaluation de la mise en œuvre du PAR.

Tableau 53: Récapitulatif du budget indicatif du PAR

Désignation	Montant (F CFA)
Compensation financière pour perte de bâtis, de terrain et autres infrastructures	
Compensation financière pour perte de bâtis, de terrain et autres infrastructures	1 464 963 787
Indemnisation pour perte temporaire de revenu	
Perte de revenu des activités commerciales	394 245 000
Indemnité de perte de revenu locatif	6 129 000
Sous total indemnisation des PAPs	1 865 337 787
Mise en œuvre du PAR	
Provision pour le fonctionnement de la Commission d'indemnisation et le Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la DGTP y compris le recrutement d'un cabinet d'expertise juridique (5% des indemnisations des PAPs)	93 266 890
Sous total Mise en œuvre du PAR	1 958 604 677
Evaluation externe du PAR	
Honoraire du Consultant individuel (1% des indemnisations des PAPs)	18 653 378
Sous total Evaluation externe	18 653 378
Montant Total	1 977 258 055
Imprévus et divers 10%	197 725 806
COUT TOTAL DU PAR	2 174 983 860

16. SUIVI ET EVALUATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

Il est important que la mise en œuvre du PAR soit suivie et évaluée. Ainsi il sera répertorié d'une part ce qui a bien marché et ce qui a moins bien marché dans le processus. Il sera apprécié à quel degré l'on a approché les objectifs et résultats du PAR.

16.1. VOLET SUIVI DES REALISATIONS DES ACTIONS DE REINSTALLATION

Le Comité de suivi détient cette prérogative. Le suivi va porter sur les aspects suivants de la mise en œuvre du PAR :

- Diffusion du PAR ;
- Affichage de répertoire des personnes affectées ;
- Recrutement de Cabinet d'expertise juridique ;
- Constitution de l'équipe de paiement des dommages ou compensations ;
- Paiement des dommages ou compensations ;
- Dégagement de la voie ;
- Réinstallation individuelle et réinstallation organisée ;
- Recueil des plaintes et règlement des conflits.

Le suivi du PAR est assuré par le Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la DGTP. Il y a le suivi des activités et le suivi des effets/impacts. La Commission des indemnisations devra établir un calendrier d'indemnisation en collaboration avec le SEES de la DGTP. Ce calendrier sera porté à la connaissance des personnes affectées par le canal des autorités politico-administratives.

Dès le démarrage du paiement des indemnisations, à la fin de chaque semaine et pour une durée d'un mois, le SEES fera au ministère en charge des transports un point sur l'avancement des indemnisations qui devront être bouclées après un mois suivi de la libération de l'emprise. Trois mois après le démarrage du paiement des dédommagements l'administration des transports se réservera le droit de mettre en œuvre un déguerpissement forcé des personnes occupant l'emprise de la route afin de permettre le démarrage des travaux.

16.2. VOLET SUIVI DES EFFETS DIRECTS ET D'IMPACTS

Le comité de suivi va veiller au suivi des effets/impacts de la mise en œuvre du PAR.

Ces effets/impacts sont contenus dans le tableau 54.

Tableau 54: Volet suivi des effets directs et d'impacts

Activités de suivi-évaluation	Résultats	Effets/impacts
Diffusion du PAR	Le PAR est diffusé au niveau des populations	Les personnes affectées connaissent le contenu du PAR
Affichage de répertoire des personnes affectées	Les personnes omises se sont manifestées	Le répertoire des personnes affectées est exhaustif
Recrutement de Cabinet d'expertise juridique	Un Cabinet d'expertise juridique est recruté	Les dommages seront payés de façon juste
Constitution de l'équipe de paiement des indemnisations	Une équipe de paiement des indemnisations est constituée	Le paiement des indemnisations est effectif
Paiement des indemnisations	Les personnes affectées ont perçu leurs indemnisations	Les personnes affectées sont réinstallées
Recueil des plaintes et règlement des conflits	Les plaintes sont recueillies et les conflits sont réglés	Un climat apaisé est obtenu et favorise le démarrage des travaux de construction de la
Libération de l'emprise	L'emprise de la route est libérée	L'emprise de la route est dégagée de toute infrastructure ou encombrement
Réinstallation individuelle	Les personnes affectées se sont réinstallées	Les activités commerciales ont repris

16.3. ACTIVITES D'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAR

Il sera organisé une évaluation de la mise en œuvre du PAR. Il est préférable que cette tâche soit confié au Cabinet d'étude environnementale indépendant qui a élaboré le PAR ou qui possède des compétences en réalisation du PAR. Ainsi il recevra les TdR du Ministère des Travaux Publics et des Transports et conformément à cela il évaluera le PAR et produira un rapport d'évaluation en bonne et due forme.

16.4. INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION

- Toutes les populations concernées par le PAR connaissent son contenu ;
- Toutes les personnes affectées par le projet ont consulté les listes des personnes affectées et ont apprécié ;
- Un cabinet d'expertise juridique est recruté pour appui technique à l'organisation et au paiement des compensations aux PAP ;
- Toutes les personnes affectées ont reçu leur indemnisation ;
- La réinstallation des personnes affectées est effective ;
- La route est entièrement dégagée ;
- Toutes les plaintes sont recueillies et les conflits sont réglés.

17. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

17.1. CONCLUSION

Le projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara présente des avantages socio-économiques réels pour la zone du projet et pour le Bénin. Mais pour y arriver il faut dégager de l'espace sur une emprise de 30 mètres selon le profil en travers de la route en projet. C'est pour cette raison que les personnes et les infrastructures affectées par le projet (PAR) ont été recensées. Le travail de recensement étant effectué, les résultats suivants sont atteints.

- 1- Sur la bande 30 mètres, il a été recensé de 542 hangars, 81 baraques en bois, 42 baraques en bac acier, 4 terrasses en dur dallée, 185 terrasses en dur tôle, 53 terrasses non couvertes, 111 maisons en dur tôle, 930 maisons en banco tôle, 21 maisons en dur inachevées, 14 maisons en banco inachevées, 1 pompe, 2 enseignes, 5 maisons en dur dallées, 2 fondations, 182 maisons en semi-dur, 3 maisons en R+1, 2 tombes, 3 forages, 22 bornes fontaines, 16 puits à diamètre moyen, 1 fosse septique, 2 puits à grand diamètre, 40 clôtures, 635 terrains non bâtis.
- 2- Le coût total du PAR est estimé à deux milliards cent soixante-quatorze millions neuf cent quatre-vingt-trois mille huit cent soixante (2 174 983 860) F CFA. Ce montant comprend une somme de un milliard huit cent soixante-cinq millions trois cent trente-sept mille sept cent quatre-vingt-sept (1 865 337 787) F CFA, une provision de quatre-vingt-treize millions deux cent soixante-six millions huit cent quatre-vingt-dix (93 266 890) F CFA pour le fonctionnement de la Commission d'indemnisation et le Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la DGTP y compris le recrutement d'un cabinet d'expertise juridique et un coût de dix-huit millions six cent cinquante-trois mille trois cent soixante-dix-huit (18 653 378) F CFA pour l'évaluation de la mise en œuvre du PAR.

Pour mettre en œuvre le PAR une Commission d'indemnisation devra être mise en place assistée par le Service des Etudes Environnementale et Sociales (SEES) de la DGTP. La Commission d'indemnisation a une tâche prépondérante dans la mise en œuvre du PAR. Il devra être appuyé par un Cabinet d'expertise juridique pour exécuter les tâches tels que :

- la diffusion du PAR ;
- le recueil des plaintes et règlement des conflits ;
- le paiement des compensations ;
- la réinstallation des personnes affectées ;
- la libération de l'emprise ;
- l'évaluation de la mise en œuvre du PAR ;
- le rapport final de mise en œuvre du PAR.

17.2. RECOMMANDATIONS

Le projet d'aménagement et de bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara présente des avantages socio-économiques réels pour la zone du projet et pour le Bénin. Mais pour y arriver il faut dégager de l'espace sur une emprise de 30 mètres. C'est pour cette raison que les personnes et les infrastructures ou les biens affectés par le projet ont été recensés en vue de l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR).

Les recommandations suivantes s'inspirent des expériences acquises sur des projets analogues, qui ont nécessité la réinstallation de plusieurs personnes affectées par un projet. La souplesse et la rapidité de liquidation des dépenses du projet dépendront de la volonté de l'Etat Béninois, qui sera lui-même représenté à tous les niveaux d'exécution. Pour la mise en œuvre efficace du PAR, il est donc recommandé ce qui suit :

- une autonomie financière devra être donnée à la Commission d'indemnisation pour l'indemnisation rapide des populations affectées par le projet et pour les dépenses courantes de la mise en œuvre du PAR ;
- la rapidité de la prise de décision du Commission et la disponibilité de ses membres sont les principaux facteurs permettant de gagner du temps sur des problèmes souvent complexes ;
- impliquer pendant tout le processus, les personnes affectées par le projet qui auront pour recours essentiel : les Maires, les Chefs d'Arrondissement, la Commission d'indemnisation. Ceux-ci devront traiter au mieux l'intérêt des personnes affectées par le projet et tous les cas de réclamations qui leur seront soumis pour traitement à l'amiable ;
- établir un procès-verbal de négociation qui sera signé par la personne affectée par le projet avant que celle-ci ne signe le certificat d'entente sur l'indemnisation ; cela permettrait d'éviter des litiges et réclamations infondées après avoir signé le certificat de compensation (remise en cause de l'indemnisation) ;
- actualiser le PAR après un délai de deux (02) ans, si d'ici, là, le dédommagement des personnes affectées par le projet par rapport au délai d'éligibilité n'a pu être réalisé afin que ceux-ci libèrent l'emprise. Un temps trop long entre le recensement et l'indemnisation se traduit par l'installation de nouvelles personnes et activités dans l'emprise du projet.
- Délimiter l'emprise par des balises biens visibles après sa libération par les PAP afin d'éviter les occupations illégales, pouvant entraîner des conflits à gérer plus tard.

18. ANNEXES

ANNEXE 1: TERMES DE REFERENCE

1.2 Historique

L'ensemble des tronçons de cette route à aménager étaient pour la plupart des pistes de desserte rurale entretenues par les Directions Départementales des Transports et des Travaux Publics des régions concernées dans le cadre des divers entretiens courants et périodiques prévus chaque année sur les ressources du Budget National et autres.

La croissance du trafic sur cet itinéraire grâce à ces interventions ainsi que son intérêt économique et stratégique ont amené l'Administration routière béninoise à les classer en 2001.

Malgré les efforts considérables du Ministère des Travaux Publics dans le sens de la poursuite de ces entretiens divers sur financement du Budget National et du Fonds Routier et de certains bailleurs de fonds, ces routes demeurent dans un état de praticabilité non adéquat au présent trafic surtout en saison des pluies occasionnant de ce fait de longues périodes de désagrément aux usagers.

En effet, le bitumage de ces différentes liaisons routières permettront de :

- promouvoir l'intégration des infrastructures de transports et des communications en vue d'accroître les échanges nationaux et internationaux ;
- désenclaver les localités qu'elles traversent ;
- offrir un appui nécessaire à la réussite des projets de développement dans les domaines agricole et sanitaire initiés dans la zone d'influence du projet ;
- concilier la route comme axe de trafic national ;
- assurer une praticabilité en toute saison ;

1-3 Situation des axes en projet

- ☐ **Lot 1 : route Djougou-Péhunco-Kérou-Banikoara (212 km)**

1-4 Contenu des termes de référence

Les présents termes de référence définissent les prestations à réaliser par le Consultant dans le cadre des études citées ci-dessus.

1-5 Différentes phases d'exécution des études

Les études seront réalisées en cinq (05) phases à savoir :

- ☐ Phase 1 : Avant-projet sommaire ;
- ☐ Phase 2 : Etudes environnementale, sociale et de sécurité ;
- ☐ Phase 3 : Etude économique ;
- ☐ Phase 4 : Etude technique détaillée ;
- ☐ Phase 5 : Elaboration des Dossiers d'Appel d'Offres ;

1- 6 Objectifs du projet

Le projet vise les objectifs principaux ci-après :

- ☐ Relever le niveau de service de la route à travers une nouvelle capacité supérieure au volume de service attendu. Ce niveau de service sera celui d'une chaussée bidirectionnelle avec accotements.
- ☐ Relever le niveau d'aménagement des tronçons de route à partir d'une structure adéquate permettant d'effectuer non seulement du transport aisé mais aussi et surtout de la mobilité dans des conditions satisfaisantes ;
- ☐ Répondre aux préoccupations de l'Administration relatives au choix des solutions optimales de la route ;
- ☐ Déterminer à partir d'une étude approfondie, la nature minéralogique des sols composant la plate-forme support de la route ainsi que le comportement desdits sols ;
- ☐ Déterminer les méthodes éventuelles de traitement et de stabilisation de ces sols ;
- ☐ Corriger et améliorer les paramètres de conception géométrique des tronçons de route surtout sur les sections où les conditions de circulation sont assez défavorables (fortes rampes, virages successifs etc...) ;
- ☐ Libérer l'emprise étatique pour faciliter la mise en place des équipements annexes ainsi que les réseaux souterrains et aériens le long de la route ;
- ☐ Améliorer les conditions de circulation et de sécurité à travers toutes les agglomérations traversées.
- ☐ Concevoir et équiper la route sur tout le linéaire en tenant compte de la multitude des agglomérations traversées et en mettant l'accent sur le franchissement de la chaussée par les piétons.

2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

2.1 Objectifs de l'étude

Les études envisagées visent la faisabilité technique, environnementale et sociale en vue d'une transformation qualitative et conséquente du format du réseau existant de manière à épouser le caractère de voirie urbaine qui semble se dessiner de plus en plus avec la multiplication et l'émergence des petites et moyennes agglomérations le long de ces tronçons. Cette transformation souhaitée devra permettre de faire face aux défis que constitue le trafic sans cesse croissant qui sera alimenté par les besoins en transport au niveau national.

Ces études se dérouleront en cinq phases comme mentionnées ci-dessus et devront déboucher sur l'élaboration des dossiers d'appel d'offres.

2.2 Description des prestations

Le Consultant qui sera chargé des études, aura à réaliser des études technique, économique, environnementale, sociale et de sécurité routière. Il aura à mener des investigations sur le trafic, sur la nature du sol et élaborera un avant-projet sommaire qui présentera les différentes options possibles. Il devra pour ce faire s'en référer au Ministère des Travaux Publics et des Transports qui est l'organe chargé de l'exécution du projet, responsable par conséquent de tous les aspects administratifs et techniques de l'étude au niveau de l'Administration Nationale.

Dans le cadre de l'étude de l'aspect environnemental, le Consultant prendra également, contact avec l'Agence Béninoise pour l'Environnement pour la validation de l'étude environnementale et tiendra compte dans le choix des aménagements à réaliser, des problèmes d'environnement et de protection des sites protégés.

3. 3 PHASE III : ETUDES ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE SECURITE DU PROJET

Contexte

En application du décret n°2001-235 du 12 juillet 2001 portant organisation de la procédure d'étude d'impact sur l'environnement en République du Bénin, toute programmation de travaux routiers devra porter une attention particulière sur les impacts environnementaux.

Ainsi, tout travail d'entretien (courant ou périodique), de réhabilitation, d'aménagement et de construction devra systématiquement faire l'objet d'une évaluation environnementale. Les résultats devront ensuite être systématiquement intégrés aux études techniques correspondantes ainsi qu'aux marchés des travaux et de contrôle. On fera une étude d'impact environnemental et sociale simplifiée

(EIESS) lorsque les risques sont mineurs et une étude d'impact environnemental et social approfondie (EIESA) lorsque les risques sont jugés majeurs. Ces dispositions sont à intégrer dans tous les marchés d'études.

Le présent projet, selon la longueur et la largeur de l'emprise des tronçons de route, les zones écologiques sensibles traversées, conformément aux politiques et directives nationales et à celles de la Banque Mondiale, sera classé dans la catégorie des projets soumis à une EIES approfondie.

Objets de l'étude

L'étude vise essentiellement à :

- ☐ décrire le milieu récepteur à travers ses différentes composantes;
- ☐ présenter les activités du projet;
- ☐ faire ressortir les éléments du milieu affectés par le projet;
- ☐ identifier les nuisances causées par les travaux et leurs effets sur le milieu biologique, physique et socio-économique et culturel;
- ☐ analyser les effets positifs et négatifs des activités du projet ;
- ☐ analyser les mesures d'atténuation et de maximisation des impacts;
- ☐ définir un plan d'action d'expropriation et de dédommagement des populations sinistrées à déplacer dans toutes les agglomérations traversées;
- ☐ définir un plan d'action pour la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale;
- ☐ établir un calendrier d'exécution du plan de gestion environnementale et sociale (PGES);
- ☐ estimer les coûts de la mise en œuvre du PGES par l'entreprise, les responsables de surveillance et de suivi ;
- ☐ définir les clauses environnementales et sociales à intégrer dans le cahier de charge des travaux.

Mission du consultant

☐ Type d'étude

Conformément aux politiques et directives nationales, le consultant exécutera une EIES approfondie.

☐ Tâches

Tâche n°1: Description des composantes du projet

Le Consultant effectuera une description des principales composantes du projet en incluant les informations suivantes:

- ☐ activités devant être menées avant la mise en œuvre du projet ;
- ☐ activités devant être menées pendant la mise en œuvre du projet ;
- ☐ activités devant être menées pendant la phase d'exploitation et d'entretien

Tâche n°2 : Description du milieu récepteur

Le Consultant rassemblera, évaluera et présentera de manière appropriée et détaillée les données de base sur les principales caractéristiques environnementales et sociales des différentes zones :

- ☐ Environnement physique : Géologie, topographie, sols, climat, qualité de l'air ambiant, hydrologie, etc.
- ☐ Environnement biologique : Flore, faune, espèces rares ou menacées, zones sensibles, sites naturels d'un intérêt particulier, etc.
- ☐ Environnement socio-économique et culturel : population, utilisation des sols, activités de développement exercées ou prévues dans le milieu, structure communautaire, emploi, distribution des revenus, des biens et services, santé publique, biens culturels.

Tâche n°3 : Détermination des composantes environnementales et sociales affectées par le projet.

Cette détermination se fera à l'aide d'une matrice simple, claire et compréhensible.

Tâche n°4 : Détermination et analyse des impacts sur les composantes environnementales et sociales affectées par le projet:

Le consultant devra :

- ☐ déterminer les impacts potentiels (négatifs ou positifs) du projet, avec une méthodologie claire et simple à comprendre ;
- ☐ identifier les impacts et les regrouper dans des matrices simplifiées conçues à cet effet ;
- ☐ identifier les aires environnementales sensibles le long de la route spécialement les aires humides et les sources d'eau potables ;
- ☐ identifier les aires non perturbées par les travaux, si possible ;
- ☐ préciser les dispositions à prendre pour la remise en état des aires influencées par les travaux comme : aires perturbées par la déviation du trafic et autres aires utilisées par l'entreprise pour sa base vie, sa centrale d'enrobage et l'exploitation des zones d'emprunts ;
- ☐ préciser les dispositions de protection contre l'érosion comme plantation d'arbres ou d'arbustes et autres mesures d'atténuation ;
- ☐ faire des propositions qui favorisent la sécurité de la population ;
- ☐ faire des propositions pour éviter la pollution des eaux par les agents pollueurs potentiels comme les huiles de vidanges, la graisse, les matériels toxiques et autres.

Tâche n°5 : Présentation d'un plan de gestion environnementale et sociale

- ☐ recommander des mesures efficaces pour éviter ou réduire les impacts négatifs et maximiser les impacts positifs ;
- ☐ mettre un accent particulier sur les réseaux d'alimentation en eau, électricité et télécommunication et les aires protégées (sites et forêts sacrés) ;
- ☐ présenter un plan de gestion environnementale et sociale comprenant :
 - ☐ les mesures d'atténuation et de maximisation ;
 - ☐ le plan de surveillance par les responsables à charge d'exécution du projet;
 - ☐ le plan de suivi des mesures par les autorités administratives compétentes ;
 - ☐ les indicateurs de qualité de l'environnement relatifs à l'exécution des mesures d'atténuation;
 - ☐ une estimation économique du plan de gestion et sociale.
- ☐ décrire les clauses environnementales à inclure dans le DAO pour le marché des travaux.

Obligations du Consultant

- ☐ Le Consultant devra s'assurer, au cours de l'exécution des différentes tâches, de la participation effective des acteurs concernés (populations locales surtout)
- ☐ Le Consultant devra inclure dans son offre financière les frais de validation de l'étude conformément à l'article 15 du décret n°2001-235 du 12 juillet 2001 portant procédure d'organisation des études d'impact sur l'environnement au Bénin
- ☐ Le consultant soumettra, à la fin de son étude, un rapport provisoire à l'Administration Routière pour observations à faire par le SEE
- ☐ Après réception de ces observations, il soumettra, dans un délai d'une (01) semaine, le rapport repris conformément aux observations de l'Administration Routière à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) pour validation
- ☐ Le Consultant travaillera en étroite collaboration avec le Service des Etudes Environnementales (SEE) de l'Administration Routière. Le Consultant devra prévoir la prise en charge des agents de ce service.

Obligations de l'Administration

- ☐ L'Administration routière fournira au consultant avant le démarrage de la mission les documents ci-après:
- ☐ Les guides des études d'impact sur l'environnement dans le secteur routier;
- ☐ Le décret n°2001-235 du 12 juillet 2001 portant procédure d'organisation des études d'impact sur l'environnement au Bénin
- ☐ Dans un délai de deux (02) semaines après la réception du rapport provisoire, l'Administration devra notifier au Consultant ses observations pour prise en compte

ANNEXE 2: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

N°	Noms et prénoms	Titre	Contact
1	Abraham Akpalla Abishaï	Maire de Djougou	97 89 37 58 / 97 87 73 04
2	Ibrahim Akouton	Chef Division Territorial des TP Djougou	97 11 40 43
3	Samuel Lawin	Antenne CNSR Djougou	95 96 73 12
4	Ouaorou Zoumarou	S.G mairie de Djougou	97 58 43 32
5	Moussa Yaya Issaka	Ancien S.G mairie de Djougou	95 73 19 34
6	Mamoudou Massou	Chef de l'arrondissement Djougou 3	97 64 64 04
7	Adjaro Malick	DST Djougou	97 65 25 02
8	Arouna Abdoulassidou	Chef service suivi et évaluation Mairie Djougou	97 54 10 19
9	Sourokou Robert	SG de la mairie de Pehunko	97 58 31 27
10	Imorou Fousséni	Service des Affaires domaniale et foncière de la mairie de Péhunco	96 35 50 25
11	Yoro Sabi Barthélémy	Ancien Maire de Péhunco	95 73 20 50 / 96 03 45 36
12	Bokara Koro Koudou	Ancien 2è adjoint au Maire Péhunco	95 73 12 53 / 66 18 56 96
13	Korazaki Mariam	Ancien 1 ^{er} adjointe au maire de Péhunko	95 68 07 47
14	Asso Boukary	CST Mairie Péhunco	96 14 23 14
15	Souma Idrissou	Service Affaire Générale de Péhunko	96 26 73 48
16	Salifou Sourakatou	Coordonnateur Hôpital de zone de Djougou	23 80 17 11
17	Orou Barigni Sabi	Maire de Kérou	94 36 37 94
18	Orou Dieudonné Guérro	C/STAFD Kérou	95 73 0400 / 96 36 70 00
19	Manza Nouri-Dine	Ancien SG Kérou	97 60 38 60
20	Orou Gani Sabi Gourgui	DST Banikoara	95 25 38 17/ 66 16 35 93
21	Bani Bouyagui Hervé	DSG	66 69 68 91
22	-	Ancien 2è Adjoint au Maire Banikoara	94 19 48 02 / 66 18 97 58
23	Chabi-Kenou Cyrille	Ancien CST Banikoara	95 05 09 25

**ANNEXE 3: FICHE D'IDENTIFICATION DES BIENS AFFECTEES PAR LE
PROJET**

**PLAN D' ACTIONS DE REINSTALLATION ROUTE DJOUGOU-PEHUNCO-
KEROU-BANI KOARA**

INFORMATION SUR LES PERSONNES AFFECTEES

NOM DE LA LOCALITE :

NOM DU QUARTIER :

NOM DE LA RUE :

N° DE L'IMMEUBLE :

STATUT DE L'OCCUPATION :

(Légal, illégal)

NOM ET PRENOM :

SEXE :

AGE OU DATE DE NAISSANCE :

FONCTION OU ACTIVITE MENEES :

NOMBRE DE PERSONNES DANS LE MENAGE :

DONT,

HOMMES :

FEMMES :

ENFANTS :

NOMBRE D'ENFANTS ALLANT A L'ECOLE :

NOMBRE DE PERSONNES VULNERABLES DANS LA FAMILLE:.....

(Handicapés, personnes âgées, enfants)

REVENU JOURNALIER OU MENSUEL SELON

LA FONCTION OU L'ACTIVITE :

STATUT DE LA PERSONNE PAR RAPPORT

AU BIEN AFFECTE :

Propriétaire, locataire, etc.

SI LOCATAIRE,

NOM DU PROPRIETAIRE

.....

CONTACT

.....

MONTANT DU LOYER

.....

OCCUPATION

Statut de l'occupation :

- Régulier ☐
- Irrégulier ☐
- Irrégulier mais accepté par la municipalité ☐

Type d'immeuble

Villa (RDC) ☐ Villa R+1 ☐ Villa R+2 ☐ Maison simple ☐ Case ☐ Hangar ☐
Terrasse couverte ☐ Terrasse non couverte ☐ Kiosque ☐ Etalage ☐
Immeuble non bâti (terrain vide) ☐ Autres (préciser)..... ☐

Fonction de l'immeuble :

Habitation ☐ Cuisine ☐ Garage ☐ Latrine familiale ☐ Latrine publique ☐
Boutique ☐ Atelier ☐ Eglise /Mosquée ☐ Bâtiment d'école ☐ Autres (à préciser) ☐
Mur de concession ou d'immeuble non bâti ☐

Matériaux de construction :

Elévation : Parpaing ☐ Adobe ☐ Bois ☐ Claie ☐ Tôle ☐ Alu ☐
Revêtement : Carreaux ☐ Ciment ☐
Toiture : Dalle ☐ Tuile ☐ Tôle ☐ Paille ☐
Plafond : Staff ☐ Contreplaqué ☐ Isorel ☐
Sol : Carreaux ☐ Ciment ☐ Bois ☐

Service de base existant : Electricité ☐ Eau ☐ Téléphone ☐

Dimmension de l'immeuble

Immeuble bâti

Longueur Largeur Superficie Hauteur

Immeuble non bâti

Longueur Largeur Superficie Hauteur clôture

Fait à, le

L'Enquêteur

OBSERVATIONS

.....

.....

.....

.....

PLAN ET PHOTO DE L'INFRASTRUCTURE AFFECTEE

ANNEXE 4: QUELQUES PHOTOS DES TYPES D'INFRASTRUCTURES AFFECTEES PAR LOCALITE



Maison en dur tuilée affectée à Djougou



Maison à étage R+1 affectée à Péhunco



Maison en dur dallée affectée à Djougou



Maison en dur dallée affectée à Djougou



Maison en adobe affectée à Sayakrou



Maison en adobe affectée à Gnémasson



Maison en dur tôlée affectée à Péhunco



Maison en dur tôlée affectée à Kérou



Maison en semi dur affectée à Kolokondé



Maison en semi dur affectée à Brignamaro



Maison en dur inachevée affectée à Banikoara



Maison en dur inachevée affectée à Banikoara



Maison en adobe inachevée affectée à Kossou



Maison en adobe inachevée affectée à Péhunco

Ouinra



Pompe d'une station-service affectée à Djougou



Fondation d'une habitation affectée à Kérou



Baraque à bac acier affectée à Djougou



Baraque en bac acier affectée à Péhunco



Terrasse en dur dallée affectée à Djougou



Terrasse en dur dallée affectée à Kérou



Terrasse en dur tôle affectée à Banikoara



Terrasse en dur tôle affecté à Gbassa



Terrasse non couverte affectée à Péhunco



Terrasse non couverte affectée à Djougou



Hangar affecté à Gantodo



Hangar affecté à Toura



Baraque affectée à Péhunco



Baraque affectée à Kérou



Terrain nu affecté à Djougou



Tombe affectée dans une habitation à Péhunco



Clôture affectée à Péhunco



Clôture en adobe affectée à Toura



Enseigne affectée à Djougou



Citerne affectée à Péhunco



Borne fontaine affectée dans le marché central de Djougou



Borne fontaine affectée à Péhunco



Puits affecté ordinaire à Djougou



Puits affecté à Péhunco

**ANNEXE 5: MODELE DE FICHE DE PLAINTE A DEPOSER EN
PLUSIEURS EXEMPLAIRES DANS LES MAIRIES ET AUPRES DES
CHEFS DE VILLAGES**

Date :
Commune..... Département.....
Dossier de plainte N°.....

PLAIGNANT

Nom et prénoms du plaignant :
Adresse :
Lieu de résidence :
Nature du bien affectée :

DESCRIPTION DE LA PLAINTÉ :

.....
.....
.....

A, le.....

Signature du plaignant

OBSERVATIONS DE LA CHEFFERIE :

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du Maire ou son représentant ou du Chef de village)

RÉPONSE DU PLAIGNANT:

.....
.....
.....

A, le.....

Signature du plaignant

RESOLUTION DE LA PLAINTÉ

.....
.....
.....

A, le.....

(Signature du Maire ou son représentant)

(Signature du plaignant)

ANNEXE 6: LISTE DES PERSONNES ET DES BIENS AFFECTES PAR LE PROJET (DOCUMENT SEPARÉ)

ANNEXE 7: LISTE DES PERSONNES DEVANT SUBIR DES PERTES DE REVENU (DOCUMENT SEPARÉ)

ANNEXE 8: DETAIL DES COUTS D'INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET (DOCUMENT SEPARÉ)

ANNEXE 9: DETAIL DES COUTS D'INDEMNISATION DES PERSONNES DEVANT SUBIR DES PERTES DE REVENU (DOCUMENT SEPARÉ)

ANNEXE 10: PROCES-VERBAUX DE CONSULTATIONS PUBLIQUES (DOCUMENT SEPARÉ)